



Revue de presse
Réseau des journalistes africains
Spécialisés sur le développement durable
et le changement climatique

Avril 2023

1





Références : ONU, Assemblée générale de l'ONU, ODD, UEMOA, BOAD, GIEC, AFDB, CMS, COP 13, COP 14, UICN, CIJ, COP 27, CDHNU, PIDESC, OCDE, OMS, CIF, G8, G20, UNEP, AUDA-NEPAD, UE, WWF, COP 26, KfW, BMZ, BIRD, FAO, CIRAD, CEDEAO, UA, COP 21, UNESCO.

Table des matières

Inès Kuassi (Bénin) ; journal TV de 19h45 Planète Terre; Terre Tv, avril 2023.....	5
Thuku Kariuki (Kenya) ; Worst In 40 Years, Drought Threatens Farmers In Kenya ; Eco Africa, Channels TV, April 2023.....	5
Leila Debbichi (Tunisie), Dessalement de l'Eau de la mer ... un pari coûteux, Télévision nationale de Tunisie, avril 2022	6
Ernest Agbota (Bénin) ; la biodiversité en danger ? Radio Parakou, ORTB, avril 2023.	6
Rabah karali (Algérie) ; A moins d'une pluie miraculeuse, la campagne moisson-battage compromise ? L'actuel, avril 2023.....	7
Boris Ngounou (Cameroun) ; Maroc : Journée internationale du zéro déchet sur le littoral de Rabat ; Afrik 21, 4 avril 2023.....	10
Boris Ngounou (Cameroun) ; Algérie : une première enveloppe de 73 M\$ pour la réhabilitation du barrage vert ; Afrik 21, 5 avril 2023.	11
Naïma Cherii (Maroc) ; Mafia de cèdre, les commissions d'enquête n'ont pas tout vu ! Le Reporter, 6 avril 2023.	13
Boris Ngounou (Cameroun) ; Afrique de l'Ouest : la sous-région reçoit 7% de ses besoins en finance climatique ; Afrik 21, 6 avril 2023.	19
Eric Ojo (Nigeria) ; AfDB Has Mobilized \$2.3bn To Finance Water Projects in Africa – Adesina ; African Examiner, April 9th, 2023.	21
Boris Ngounou (Cameroun) ; Sahel : vers un plan d'action pour la conservation de la faune sauvage ; Afrik 21, 10 avril 2023.....	23
Tatiana Meliedje (Cameroun) ; Guy Clarck Pagui : « Les villes comme Buea et Limbé devraient être meublées des constructions bioclimatiques » ; News du Camer, 10 avril 2023.....	25
Edem Dadzie (Togo) ; Justice climatique : Accusés, à la barre ! Le Papyrus, 11 avril 2023.	28
Albert Oppong-Ansah (Ghana) ; Four regions « under serious pressure » ; GNA, 11 april 2023.	30
Boris Ngounou (Cameroun) ; MAROC: le royaume promeut le droit à un environnement propre, sain et durable ; Afrik 21, 12 avril 2023.....	32
Edem Dadzie (Togo) ; Rapport Banking on climate chaos : Les plus grandes banques mondiales ont continué d'injecter des milliards dans l'expansion des énergies fossiles ; Le Papyrus, 13 avril 2023.....	33
Eric Ojo (Nigeria) ; Paradigm Initiative Tasks Stakeholders On Internet Accessibility In Africa ; African Examiner, April 13th, 2023.	36





Edem Dadzie (Togo) ; Centrales à charbon : L'Afrique n'héberge actuellement que 3% de la capacité mondiale de pré-construction ; Le Papyrus, 14 avril 2023.	38
Tatiana Meliedje (Cameroun) ; Couverture santé universelle : comment mobiliser 90 milliards au Cameroun ; News du Camer, 17 avril 2023.	40
Eric Ojo (Nigeria) ; Climate Investment Funds Vows To Keep Mobilizing Resources For African Countries ; African Examiner, April 18th, 2023.	44
Denis Kyalwahi (RDC) ; Le Groupe des Négociateurs Africains plaide pour une meilleure prise en compte des connaissances climatiques en Afrique ; Naturel CD, 20 avril 2023.	47
Denis Kyalwahi (RDC) ; Pourquoi les journalistes doivent se préoccuper de l'impact du changement climatique sur l'agriculture ; Naturel CD, 20 avril 2023.	50
Boris Ngounou (Cameroun) ; Afrique : que peut la loi européenne contre la déforestation importée? Afrik 21, 22 avril 2023.	54
Albert Oppong-Ansah (Ghana) ; Ghana's carbon market ripe for investment ; GNA, 22 april 2023.	56
Eric Ojo (Nigeria) ; AfDB Seals Deal With ILX To Support SDGs, Climate Change Projects In Africa ; African Examiner, April 23rd, 2023.	58
Tatiana Meliedje (Cameroun) ; ODD: la banque mondiale veut augmenter sa capacité de prêts de 50 milliards de dollars ; New du Camer, 23 avril 2023.	61
Christian Brice Elion (Congo) ; Energies renouvelables : la ville d'Oyo dotée d'un centre d'excellence ; AIAC, 23 avril 2023.	63
Denise Kyalwahi (RDC) ; Monde : Ne pas taire la terre pour la survie de l'humanité ; Naturel CD, 23 avril 2023.	65
Tatiana Meliedje (Cameroun) ; L'UE fixe de nouvelles règles sur les produits issus de la déforestation ; News du Camer, 24 avril 2023.	73
Boris Ngounou (Cameroun) ; AFRIQUE : le WRI mobilise 100 M\$ pour restaurer les forêts dans cinq pays ; Afrik 21, 25 avril 2023.	75
Dr. Zeina Abdel Aziz Mounir (Egypte) ; Développement urbain et absence de justice environnementale dans le monde arabe ; Green future, 26 avril 2023.	77
Marthe Akissi (Côte d'Ivoire) ; Bianouan, les malades invisibles du mercure ; Le Grand Reportage Radiodiffusion Télévision Ivoirienne (RTI), 27 avril 2023.	79
Eric Ojo (Nigeria) ; African Countries Need More Climate Investments – AfDB ; African Examiner, April 27th, 2023.	80
Albert Oppong-Ansah (Ghana) ; Climate crisis : Ghana's food production projected to dip ; 27 april 2023.	83
Marcus Koudj (Bénin) ; Problématique des OGMs au Bénin : Le plaidoyer de Jinukun à l'endroit des décideurs ; Ado TV, 28 avril 2023.	84



Zeina Abdel Aziz Mounir (Egypte) ; Water and Conflicts in the Middle East ; Green Future, 28 avril 2023.	85
Denise Kyalwahi (RDC) ; RDC: L'éducation environnementale en milieu scolaire et Universitaire une nécessité ; Naturel CD, 30 avril 2023.	88
Houmi Ahamed-Mikidache (France/Comores) ; Lancement du réseau de recherche international pour la Grande Muraille Verte ; Era Environnement, 30 avril 2023.	97





Inès Kuassi (Bénin) ; journal TV de 19h45 Planète Terre; Terre Tv, avril 2023.

- 5 avril 2023 : <https://www.youtube.com/watch?v=1TPgtjISLII>
- 7 avril 2023 : <https://www.youtube.com/watch?v=48kObFKw-dA>
- 12 avril 2023 : <https://www.youtube.com/watch?v=gogCk9werVU>
- 13 avril 2023 : <https://www.youtube.com/watch?v=B9SQfTIT094>
- 14 avril 2023 : <https://www.youtube.com/watch?v=BRwKNzm9dTA>
- 17 avril 2023 : <https://www.youtube.com/watch?v=3ETVz-qtFV0>
- 18 avril 2023 : <https://www.youtube.com/watch?v=rTdD3O2ytXM>
- 19 avril 2023 : <https://www.youtube.com/watch?v=aM9O9icBztU>
- 21 avril 2023 : https://www.youtube.com/watch?v=aSTMJoD8_NI
- 24 avril 2023 : <https://www.youtube.com/watch?v=-UwsxPbhNwA>
- 25 avril 2023 : <https://www.youtube.com/watch?v=k2jBqGeh13s>
- 27 avril 2023 : <https://www.youtube.com/watch?v=qexa2cwG3LE>
- 28 avril 2023 : <https://www.youtube.com/watch?v=BZdE8qrQYzU>

5



Thuku Kariuki (Kenya) ; Worst In 40 Years, Drought Threatens Farmers In Kenya ; Eco Africa, Channels TV, April 2023.

To access the video : <https://www.youtube.com/watch?v=K5vKWMmRVtQ>





Leila Debbichi (Tunisie), Dessalement de l'Eau de la mer ... un pari coûteux, Télévision nationale de Tunisie, avril 2022.

Pour accéder à la vidéo : <https://www.youtube.com/watch?v=J8Cc4s0eNZs>



6

Ernest Agbota (Bénin) ; la biodiversité en danger ? Radio Parakou, ORTB, avril 2023.

Pour accéder à la vidéo : <https://www.youtube.com/watch?v= aAoP2kkVPE>

Dans le contexte africain ou béninois où la biodiversité est en crise où il importe de la préserver dans tous ses aspects, comment peut-on pratiquer l'agriculture sans porter atteinte à la biodiversité?





Rabah karali (Algérie) ; A moins d'une pluie miraculeuse, la campagne moisson-battage compromise ? L'actuel, avril 2023.



7

Association Africa 21, C/o Maison Kultura, Rue des Savoises 15, 1205 Genève- Suisse
<http://www.africa21.org> / info@africa21.org

Statut consultatif spécial auprès de l'ECOSOC, accréditée à l'OMC, auprès du PNUE, Observateur à la CNUCED
Partenaire de l'université de Genève et de la European Business School in Geneva





Espoir. Pour les experts, l'évolution positive de la situation demeure tributaire d'une abondante pluie en ce mois d'avril capable d'augmenter sensiblement le rendement des céréales et de sauver la production.

Le moins que l'on puisse dire en cette période de sécheresse que traverse durement notre pays est que l'inquiétude et l'anxiété se sont sérieusement emparées de l'esprit de bon nombre d'exploitants agricoles et plus spécialement les céréaliculteurs qui sont dépourvus de ressources hydriques exploitables capables de recourir à l'irrigation d'appoint de leurs parcelles.

Afin de ne pas sombrer dans la sinistrose en pareille conjoncture très difficile, la mobilisation générale a donc été décrétée au sein du département ministériel de l'Agriculture. Pour ce faire, une opération de contrôle du programme national d'irrigation complémentaire des céréales à travers les wilayas concernées a été lancée sous la supervision de l'inspection générale du ministère. Du coup, des équipes ont été dépêchées pour le constat et la localisation des zones ainsi que pour l'évaluation préliminaire de la production de la saison 2022-2023, compte tenu de l'importance de cette démarche en termes de production de céréales en Algérie. Néanmoins, pour les experts, l'évolution positive de la situation demeure tributaire d'une abondante pluie en ce mois d'avril capable d'augmenter sensiblement le rendement des céréales et de sauver la production.

Le ministère de l'Agriculture sur le qui-vive

Sur le terrain, il s'avère que la plupart des parcelles emblavées en céréales au niveau des bassins céréaliers du nord du pays et des Hauts-Plateaux souffrent du déficit hydrique au moment où le végétal se trouve actuellement à un stade phénologique (début épiaison) très critique pour une céréale d'hiver qui manque d'eau. Par rapport à cette situation, qui vraisemblablement est très pénible pour les céréaliers, particulièrement ceux qui ne disposent pas de ressources d'eau pour l'irrigation d'appoint, le pire est à venir dans le cas où de telles conditions climatiques défavorables devaient se poursuivre dans les toutes prochaines semaines.

En attendant, dans le cadre du suivi du programme complémentaire d'irrigation des céréales pour la campagne 2022-2023, et compte tenu de l'importance de ce processus pour la sécurisation de la production céréalière des régions du nord du pays en cette

A GRICULTURE

période sensible de la campagne, et afin d'atteindre les objectifs fixés en matière de production céréalière et pour éviter les effets négatifs du stress hydrique, le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a informé tous les producteurs céréaliers au niveau des wilayas du Nord, qui disposent de ressources en eau exploitables, pour démarrer le processus d'irrigation complémentaire, avec une quantité comprise entre 30 et 40 mm. En outre, il a été procédé le 9 avril dernier au lancement d'une grande opération de contrôle du programme national d'irrigation complémentaire des céréales à travers les wilayas concernées.

Seuls 350.000 ha sont irrigués alors que 3.000.000 ha sont emblavés en céréales

Récemment, le sous-directeur du développement de l'irrigation agricole au ministère de l'Agriculture et du Développement rural, Halim Benmessaoud, lors de son intervention dans une émission de la Radio algérienne a fait savoir que l'objectif du ministère est d'étendre les zones irriguées afin d'augmenter la production. A ce propos, il a révélé que la superficie totale irriguée dépassait 1,6 million d'hectares avec ses différents produits agricoles, tandis que la superficie céréalière irriguée s'élevait à plus de 350.000 hectares, avec option d'atteindre 500.000 hectares. Aussi, il a évoqué les mesures prises pour améliorer l'efficacité de l'utilisation de l'eau et augmenter la production agricole, à l'instar du recensement des agriculteurs qui permet de connaître le niveau de leur production et de programmer pour eux des journées de sensibilisation et de formation pour accroître leur efficacité dans la production de céréales irriguées.

En ce qui concerne l'appui au développement de l'irrigation agricole, le responsable du développement de l'irrigation a souligné que ce type d'appui dure depuis des années, en plus des prêts bancaires tels que le Crédit Ettahadi et le Crédit R'sig destinés aux agriculteurs afin de permettre d'acquérir du matériel d'irrigation.

Cela étant, le mot pluviométrie occupera pour longtemps encore une place indispensable dans les prévisions de production céréalière dans notre pays. Force est de constater que sans cet élément primordial et déterminant techniquement parlant, on ne pourra pas, du moins pour un certain temps, atteindre des seuils de production record comme ce fut le cas où la production céréalière a enregistré un record au cours de la campagne agricole 2017-2018, récoltant 6,1 millions de tonnes de céréales. Du reste, il faut comprendre que la conduite de la céréaliculture en Algérie, du fait qu'on a affaire à un climat semi-aride voire aride, d'où une pratique de type pluviale et donc à la merci de la pluie.

En conclusion, en dépit des politiques de soutien à la filière céréalière qui sont très encourageantes pour le développement de la production céréalière, n'empêche qu'on est encore loin des objectifs assignés à cette branche de la production agricole.

Sans une gestion durable, point de salut !

Incontestablement, l'Algérie figure parmi les pays les plus exposés à un stress hydrique à l'horizon 2030, c'est pourquoi les scénarios catastrophes ne sont plus à écarter quant à l'éventualité d'une exploitation

irrationnelle de l'eau, à l'image de la plus grande nappe du monde, autrement dit l'Albien (Algérie, Libye et Tunisie), sachant que cette dernière demeure inévitablement une ressource fossile. Aussi, les tentatives de sur-exploitation de l'eau du Sahara conjuguées aux effets du changement climatique vont certainement exacerber davantage le problème de la disponibilité de cette denrée vitale.

Les pressions générées notamment par les activités économiques de surcroît hydrovores et très polluantes en raison des besoins en eau d'irrigation des méga-fermes agricoles du Sud ainsi que pour l'extraction du gaz de schiste ne peuvent que menacer réellement la ressource d'épuisement voire de disparition.

Du coup, les risques d'une grave crise environnementale peuvent se matérialiser essentiellement par un rabattement du niveau piézométrique de la nappe, sa pollution par les excès d'utilisation des intrants chimiques, (pesticides-engrais) et la salinisation des terres.

Subséquemment, tout d'abord, il est indispensable de dépolluer le débat concernant les tenants et les aboutissants de la controverse s'agissant de l'exploitation de l'eau du Sahara. Qui plus est, il faut concevoir un système innovant et durable de l'exploitation de l'eau bien adapté au contexte de l'éco-système saharien, seul salut face au changement climatique.

R. K.

Afrik 21

Boris Ngounou (Cameroun) ; Maroc : Journée internationale du zéro déchet sur le littoral de Rabat ; Afrik 21, 4 avril 2023.

Pour accéder à l'article : <https://www.afrik21.africa/maroc-journee-internationale-du-zero-dechet-sur-le-littoral-de-rabat/>



10

Zero Waste Skhirat et Al Mountada Li Tanmia, deux associations de protection de l'environnement basées au sud du Maroc, ont effectué une campagne de collecte des déchets plastiques sur le littoral de Rabat. L'activité soutenue par l'entreprise CWP Global, basée en Australie, s'inscrivait dans le cadre de la célébration de la première édition de la Journée internationale du zéro déchet lancée le 14 décembre 2022 par l'ONU.

Une campagne de nettoyage s'est déroulée le 30 mars 2023 le long du littoral de Rabat, la capitale du Maroc. Menée par Zero Waste Skhirat et Al Mountada Li Tanmia, deux associations de protection de l'environnement, basées au sud du royaume, la campagne s'est achevée par un brainstorming, sur la question de savoir, « comment ré-utiliser les déchets plastique récoltés? ». L'activité financée par CWP global, entreprise basée en Australie et œuvrant dans le domaine de l'hydrogène vert, a été réalisée dans le cadre de la Journée internationale du zéro déchet adopté le 14 décembre 2022 par l'Organisation des Nations unies (ONU). Réunie en sa 77e session, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la résolution 77/161 proclamant le 30 mars Journée internationale du zéro déchet, qui sera observée chaque année. Cette Journée vise à promouvoir des modes de consommation et de production durables, à soutenir le changement sociétal vers la circularité et à sensibiliser à la manière dont les initiatives zéro déchet contribuent à l'avancement des objectifs de développement durable (ODD) à l'horizon 2030.





Une production annuelle de 2,24 milliards de tonnes de déchets solides

« Créer de l'énergie verte et impulser pédagogiquement la protection de notre environnement, est notre seule chance de pouvoir sauvegarder notre futur commun sur cette planète, nous aimerions œuvrer avec les associations qui en ont pleinement conscience comme Zero Waste et Al Mountada Li Tanmia » explique Hajar Bennar, la responsable RSE de la filiale marocaine de CWP Global.

CWP Global soulignent que le secteur des déchets contribue de manière significative à la triple crise planétaire des changements climatiques, de la perte de biodiversité et de la dégradation de la nature, et de la pollution. On estime que l'humanité produit chaque année 2,24 milliards de tonnes de déchets urbains solides, dont seulement 55 % sont gérés dans des installations contrôlées.

Selon la même source, environ 931 millions de tonnes de nourriture sont perdues ou gaspillées chaque année et jusqu'à 14 millions de tonnes de déchets plastiques pénètrent dans les écosystèmes aquatiques.

11

Afrik 21

Boris Ngounou (Cameroun) ; Algérie : une première enveloppe de 73 M\$ pour la réhabilitation du barrage vert ; Afrik 21, 5 avril 2023.

Pour accéder à l'article : <https://www.afrik21.africa/algérie-une-première-enveloppe-de-73-m-pour-la-rehabilitation-du-barrage-vert/>



Le gouvernement algérien vient présenter le programme de réhabilitation et d'extension du « barrage vert », une ceinture forestière reliant les frontières est et ouest de l'Algérie, sur 15 000





kilomètres. Le programme s'étend sur 7 ans avec un investissement de 552 millions de dollars.

Et pour la seule année 2023, un montant de 73 millions de dollars a été débloqué.

En Algérie, la Direction générale des forêts a indiqué, fin février 2023, qu'une première enveloppe de 73 millions de dollars a été dégagée pour la réhabilitation du barrage vert pendant de l'année en cours.

Les travaux seront réalisés par le Groupe public de génie rural (GGR) et le Bureau national d'études pour le développement rural (BNEDER). Il s'agit du reboisement de 7 440,5 hectares de zones forestières, de 2 640 hectares de pâturage, de 444,16 hectares de figuiers de barbarie et de 4 331,5 hectares d'arbres fruitiers en plus de la réalisation de 1.012,5 km de brise-vent. À ces actions s'ajoutent, les travaux de réalisation d'une bande verte sur une superficie de 929,5 hectares et des projets de stabilisation des dunes de sable sur une superficie de 1129,5 hectares. Un intérêt particulier sera accordé à la préservation de l'eau et du sol en vue de garantir la préservation de 30 100 m³ de cette ressource vitale.

Un programme de 7 ans

Les travaux réalisés cette année dans le cadre du barrage vert constituent le point de départ d'un programme étendu sur sept ans. Doté d'un budget de 552 millions de dollars, ce programme 2023 – 2030 entend porter le périmètre initial du barrage vert qui est d'environ 3,7 millions d'hectares à 4,7 millions d'hectares et toucher 13 wilayas (départements, ndlr), soit trois de plus qu'au lancement de ce mégaprojet.

Initié dans les années 70, par l'ancien président Houari Boumediene, le projet du barrage vert vise le déploiement d'une immense ceinture forestière de 1500 kilomètres de longueur et environ 20 kilomètres de largeur, reliant les frontières Est aux frontières ouest du plus grand pays africain. L'objectif étant de servir de rempart naturel contre l'avancée du désert.

Mais pour certains écologistes, le barrage vert est un projet aux avantages beaucoup plus économiques qu'environnementales. «Ce nouveau projet a été pensé à mon humble avis plus comme une zone de développement durable qu'un barrage vert au sens littéral du terme. Sa dimension est autant économique et sociale qu'environnementale. Reste à transformer les paroles en actes, les objectifs en résultats concrets et durables. C'est la plupart du temps à ce niveau décisif que le bât blesse de manière récurrente », affirme le militant écologiste Karim Tedjani.

12



Le Reporter

Naîma Cherii (Maroc) ; Mafia de cèdre, les commissions d'enquête n'ont pas tout vu ! Le Reporter, 6 avril 2023.



ENQUÊTE

MAFIA DE CÈDRE

LES COMMISSIONS

D'ENQUÊTE N'ONT PAS

TOUT VU !

Les forêts de Midelt, dans le moyen atlas, s'étendent sur des milliers d'hectares. Ces forêts, connues pour leurs arbres de cèdre, sont censées être protégées mais l'exploitation forestière illégale les tue à petit feu. Depuis quelques semaines, la colère gronde contre une mafia qui sévit dans ces forêts. Plus que jamais, il faut agir. Le Reporter a enquêté sur place.

13



Etat d'alerte dans les zones forestières de la commune d'Anemzy à Midelt dans le moyen Atlas. Une semaine après notre enquête sur l'abattage illégal du cèdre dans les forêts du moyen Atlas, des commissions d'enquête des Eaux et Forêts ont débarqué dans les forêts d'Anemzy, où la mafia du bois a provoqué une catastrophe écologique.

Après plusieurs mois d'attente, de sit-in et de pétitions adressées aux responsables, ces commissions d'inspection ont finalement été diligentées dans ces forêts pour cerner l'étendue de cette catastrophe écologique provoquée par des braconniers qui agissent impunément, de jour comme de nuit, dans ces forêts du cèdre, apprend-on de sources locales.

Selon les mêmes sources, une commission provinciale s'est déplacée vendredi 24 mars 2023 dans la forêt d'Anemzy. La commission, qui devait normalement inspecter 7 lieux, en a vu seulement deux Khibrou et Sloul. Les enquêteurs des Eaux et forêts ont fait des ratissages de ces deux lieux, cherché des traces de coupe, compté le nombre de souche de coupes, etc. Leur constat pour le moins accablant a confirmé les accusations des habitants d'Anemzy qui pointent une mafia qui coupe clandestinement le cèdre. La commission, qui a en effet trouvé des traces de coupe récente, a constaté le massacre de plus de 100 arbres avec une moyenne de 100 ans d'âge pour chaque cèdre, précisent nos sources.

Jeudi 30 mars 2023, une deuxième commission, régionale cette fois-ci, s'est rendue →

14

Du 6 avril 2023

Rapporteur | 17

| ENQUÊTE |



→ dans la zone forestière de Targuiste. La commission, constituée de la direction régionale des eaux et forêts à Er-rachidia et de la direction provinciale des eaux et forêts, a inspecté un seul lieu: Jrou. Son constat serait le même: Un massacre d'un nombre important de cèdres, soufflent nos sources, qui ne donnent pas de détails.

Mais la colère est palpable parmi les riverains de ces forêts. Les habitants veulent que les commissions se rendent dans les autres lieux qu'ils ont évoqués dans leur lettre. Selon Said Oukadi, élu de la Commune Anemzy, «La commission n'a pas tout vu. La situation est aussi catastrophique dans d'autres lieux, à savoir notamment Zrou, Boulouh, Bouyarghi, Hayine, Fitou, où l'abattage illégal des cèdres s'intensifie».

Qu'à cela ne tienne. Said Oukadi n'a pas mâché ses mots en s'attaquant aux braconniers de bois et aux passe-droits qui auraient entaché le travail de certains responsables locaux des eaux et forêts. Il n'a pas hésité à nommer une personne qui serait impliquée dans l'exploitation illégale de ces forêts. M.K, un cavalier des eaux et forêts est accusé d'être le responsable principal de cette situation ! Et ce, principalement après que des élus aient saisi –via une lettre- Abderrahim Houmni, DG de l'Agence nationale des eaux et forêts et le ministre de l'Agriculture, Mohamed Sadiki au sujet de l'exploitation illégale dans les forêts d'Anemzy durant une période précise, celle qui coïncide avec la prise de commande par le cavalier en question. Le Reporter détient copie de cette lettre signée par dix élus de la commune rurale d'Anemzy. Il y a quelques semaines, ces mêmes élus et plusieurs habitants ont organisé un sit-in devant l'Agence des Eaux et Forêts à Rabat pour dénoncer la mafia du bois et arrêter l'hémorragie dans les forêts de notre région, souligne l'élu Said Oukadou, un des signataires de la lettre. Il dit qu'il fait depuis l'objet de menaces sur son téléphone portable. Des menaces réitérées vendredi 24 mars après que les enquêteurs des Eaux et forêts ont finalisé leur mission d'inspection à Khibrou et Sloul.

L'inspection des deux commissions d'enquête serait-elle un pas dans la bonne direction ? Des activistes soulignent sous anonymat que les commissions qui avaient inspecté d'autres lieux n'ont pas aidé à arrêter la destruction de la forêt dans la région. C'est même le contraire qui arrive, disent-ils. Leurs preuves: des vidéos, des photos, etc.



La traque sans fin de la mafia du bois

Une parcelle entièrement rasée, des traces de coupes, des troncs déjà abattus et des arbres à peine coupés par des pilleurs de bois, voilà une zone dans une forêt au centre du Moyen Atlas qui se fait défoncer pour couper toujours plus de cèdre.

Un simple téléphone portable suffit pour constater l'ampleur de la destruction dans nos forêts où se déroulent de sombres affaires, insiste un activiste.

La règle de précaution, la même chaque fois qu'il s'agit de réaliser une vidéo, éteindre la sonnerie de son téléphone. «J'essaie autant que possible de traquer cette mafia du bois en me rendant sur les lieux des crimes pour réaliser des vidéos d'exploitation forestière clandestine pour réunir plus de preuves contre cette mafia», dit encore cet activiste.

Des vidéos, qui documentent les abattages illégaux, prennent des bêtes, des camionnettes et des transits transportant le bois coupé clandestinement, ont été réalisées dans ces forêts par des activistes et des habitants qui luttent contre ce fléau. Nous en avons visionné plusieurs d'entre elles que les activistes postent souvent sur les réseaux sociaux. Le constat est en effet déplorable !

«Il y a eu énormément de pression sur les forêts de cette région et les conséquences de l'abattage incontrôlé du cèdre sont graves pour le sol, la biodiversité et l'équilibre écologique de la région qui abrite la principale réserve d'eau



du Maroc», affirme Abdelmalek Bamouh, un militant écologique à Tounfit. «Certaines espèces d'oiseau ont quasiment disparu dans la région», a-t-il alerté. Il pointe du doigt le rôle des «mafias des coupeurs de bois» dans la disparition de certaines espèces d'animaux et de plantes.

Comment en est-on arrivé là ? Nous nous sommes déplacés dans ces forêts, Jeudi 16 mars, pour rencontrer des gens qui subissent ce qui est en train de se passer dans ces zones forestières. Mais très vite nos activistes dans la région nous ont assuré que l'information a déjà circulé sur notre mission dans ces forêts. «Votre enquête semble déjà inquiéter certains d'entre ces groupes organisés. Ils ont d'ailleurs commencé à prévenir tout ceux qui vont vous aider», assurent les mêmes sources.

Celles-ci ont affirmé que ces groupes sont prêts à tout pour défendre leur commerce clandestin dans ces forêts devenus le théâtre de confrontation entre des trafiquants de bois et ceux qui veulent protéger la forêt. Il y a

quelques années, dit-il, des gardes forestiers étaient «expédiés» à l'hôpital par des mafias organisées qui ne pardonnent pas. Alors qu'ils tentaient d'intercepter un camion chargé de madriers de bois coupé clandestinement dans la forêt de Boumia, deux gardes forestiers ont été gravement blessés dans un accident, soulignent les mêmes sources. Ce n'est pas le premier épisode du genre dans ces zones forestières où des activistes sont également menacés de nombreuses fois. Nous avons pu nous entretenir avec un de ces activistes qui dit avoir fait l'objet d'intimidations et de harcèlement. La raison: «Je poste des vidéos et des photos à propos de ces opérations d'exploitation forestière dans la forêt de la région», explique notre activiste.

Massacre écologique !

Combien de mètres cubes de bois seraient-ils extraits de ces forêts, chaque année ? Combien de cèdres massacrés ? Combien de PV dressés dans ces zones forestières ? Selon →

Tounfit et Agadim

Un technicien forestier et un cavalier pour contrôler 11.500 hectares !

Le personnel forestier, censé protéger les zones forestières, est souvent pointé du doigt. Certains, qui sont tentés par la corruption pour gagner plus d'argent, ferment les yeux sur la coupe illégale du bois en forêt. Mais un technicien forestier a déclaré sous couvert d'anonymat: «On manque de moyens. On ne peut pas protéger nos forêts alors que les moyens sont très insuffisants». Pour arrêter ce trafic clandestin, dit-il, il faudrait d'abord renforcer le personnel forestier. Selon lui, la superficie totale des zones forestières relevant des deux centres de développement des ressources forestières (Tounfit et Agadim) est d'environ 103.500 hectares, ce qui correspond, précise-t-il, à la répartition de 9 secteurs forestiers. «Avec seulement un seul technicien et un cavalier pour 11.500 hectares dans un secteur forestier, notre mission de contrôle est vraiment difficile», explique ce technicien forestier. Ce n'est pas logique, lance-t-il. Il ajoutera: «Pour la ceinture verte de Rabat, par exemple, il y a un ingénieur et un technicien, en plus d'une vingtaine d'agents de sécurité pour seulement 1000 hectares. C'est ce qu'on appelle une gestion de proximité».

Pour stopper ce commerce illégal, le même technicien forestier conseille enfin de moderniser l'actuel système de suivi du bois, inopérant, fondé sur le marquage des arbres■

ENQUÊTE

→ des sources à l'Administration, en 2022, 375 procès-verbaux ont été dressés contre des braconniers dans les zones forestières de Tounfit et Agadim. Moins de dix seulement ont abouti à des condamnations de versement d'amendes. Les PV dressés font état de 155 arbres coupés clandestinement, soit un volume entre 200 et 450 mètres cubes. Un chiffre qui ne dit pas tout sur cette activité illégale, commentent des sources locales concordantes. Celles-ci évoquent un carnage écologique ! «Il n'y a qu'à se rendre dans certains points spécifiques où les pilleurs coupent chaque jour des cèdres ! C'est un massacre écologique». «Un tour du côté d'Anemzy vous renseignera sur ce massacre, précisément dans les forêts situées à Anemzy, Anefgou, Targuiste, Aghedou, Tameddoute», nous affirme Hamou Oukadi, un habitant d'Anemzy de 75 ans. Dans la forêt d'Anemzy, au centre du Moyen-Atlas, dans la province de Midelt, les plus vieux spécimens de Cedrus marocains couvraient autrefois toute la montagne, mais aujourd'hui près de 40% de cette forêt a subi la destruction, se désole Hamou Oukadi, ancien élu de la commune Anemzy. Les coupes de bois continuent d'y être pratiquées clandestinement. «Si on ne fait rien pour arrêter ce carnage, aucun arbre ne résistera à l'appétit des coupeurs de bois. Ces forêts vont disparaître», déplore-t-il Hamou Oukadi ne mâche pas ses mots. «Chaque jour, près de 200 bêtes entrent dans la forêt, prêtes à transporter le bois. Entre 50 et 60 cèdres centenaires sont coupés en 2 ou 3 minutes. C'est scandaleux. A ce rythme, il ne restera rien dans les dix prochaines années si des mesures ne sont pas prises et très vite», affirme encore cet habitant.

Des élus sur la trace des coupeurs...

Tant qu'il y aura du bois et pas de condamnations, les braconniers continueront de couper, tant il y a d'argent en jeu, lancent des élus d'Anemzy. Targuiste, Taghroud Nghazi, Sidi Yahya Youssef, etc. Autant de zones forestières où la mafia du bois sévit de jour comme de nuit, dénoncent les mêmes élus. Ils tentent d'ailleurs d'aller dans ces zones pour documenter ce qui s'y passe. La vidéo qu'ils ont filmée dans la zone dite Taghroud Nghazi, pour ne citer que cette forêt, montre une scène désolante. Un vrai carnage, et le mot n'est pas fort ! Des surfaces complètement rasées, des arbres défoncés, des troncs d'arbres...etc. On y voit même le maté-

riel des braconniers laissés dans la forêt, constate Le Reporter sur cette vidéo.

«Les pilleurs en ont terminé avec le cèdre sec. Ils passent maintenant au cèdre mûr», dénonce un élu qui apparaît dans cette vidéo réalisée, il y a quelques semaines à Taghroud Nghazi. C'est une mafia bien organisée. Des coupeurs aux menuiseries en passant par les transporteurs de bois, voire même certains agents forestiers et des notables de la région, affirment ceux qui défendent la forêt, le bois de cèdre est pillé pour nourrir un trafic illicite de plus en plus croissant.

Chaque jour des dizaines d'arbres sont coupés illégalement à la scie. Les trafiquants agissent souvent la nuit et certains employés de l'administration des Eaux et Forêts seraient trop impliqués dans ce carnage du cèdre, déclare un élu. D'ailleurs, dit-il, le bruit de l'abattage se fait entendre à des kilomètres et on ne peut pas ne pas l'entendre. Comment peut-on rester passif devant un véritable massacre qui s'annonce contre la forêt pourtant protégée par la loi ?, s'interroge-t-il.

Un groupe de plus de 150 individus rentre chaque jour dans la forêt et en sort avec du bois que ces individus coupent clandestinement et qu'ils transportent à dos d'âne.

«Ces gens sont tous de la région et s'adonnent à cette activité illégale, car ils n'ont rien et n'ont aucun revenu. Mais pour couper un cèdre, ils doivent donner des pots-de-vin au forestier», témoigne un habitant.

Transporté à dos d'âne ou en camionnettes, ce bois, coupé en madriers de 2 à 2,40 mètres, est vendu à Imilchil, Aghbala, Tinghir ou encore à Ait Hididou. Ce bois est acheminé, en plein jour, vers des dépôts où il est caché avant d'être transporté par des pickups, des transits ou des fourgons vers d'autres destinations. Parfois, les braconniers du bois disposent même d'autorisations légales de coupe, selon un élu à Anemzy.

Qui est derrière cette exploitation illégale du cèdre dans cette Commune? Les élus mettent en cause le cavalier M.K dans la destruction de leur forêt. Le 27 février 2023, ils déposent une plainte contre lui auprès du directeur régional des Eaux et Forêt à Er-rachidia. Ce cavalier, disent-ils dans leur lettre dont nous détenons copie, est aidé par un groupe organisé de plus de 150 individus. «Chaque membre de ce groupe a une bête qu'il utilise pour transporter le bois de cèdre mûr coupé quotidiennement dans la forêt», précisent les élus, ajoutant que «chaque individu doit payer au cavalier 100

dirhams! Soit 15.000 dirhams par mois». Au total, cette activité illégale rapporte au cavalier 20 à 15 millions de centimes chaque mois, est-il souligné. Un vrai business !

La Coopérative d'Anemzy pointée du doigt !

Parmi les principales critiques, les 130 élus membres de la commune d'Anemzy citent également la vente d'une parcelle sans passer par l'appel d'offres et en bradant les prix. Cette parcelle se trouvant dans la zone dite Moaskar dans la forêt de Targuiste aurait été cédée au profit d'un promoteur privé. Cette parcelle fait l'objet d'un contrat entre les Eaux et forêts et la Coopérative de Anemzy.

Un membre de la Commune avance que la passation du marché à l'entrepreneur a été faite en contrepartie d'un montant de 764.400 DH, ajoutant que le marché était limité à 117 ha. Mais dans la réalité, la superficie prise par le promoteur A.M dépasse de loin ce chiffre !, avancent les élus. Et ce n'est pas tout: «Il n'y a eu ni appel d'offre, ni cahier des charges, ni listes des soumissionnaires, ni PV», selon les élus, qui demandent une commission d'enquête à ce sujet.

Autre critique et non des moindres, selon nos sources à la Commune d'Anemzy, le promoteur en question n'a pas une scierie, n'est pas un exploitant forestier et ne dispose pas d'un dépôt pour faciliter au personnel forestier sa mission de contrôle. Ce qui fait dire à nos interlocuteurs que le promoteur privé n'avait pas le droit de soumissionner à ce marché.

On conteste aussi l'accord conclu entre la Coopérative et le promoteur en question. Dans cet accord, signé le 6 octobre 2022 et dont Le Reporter détient copie, il est souligné que conformément à la vente aux enchères publique fixée pour le 2 janvier 2023, le marché a été adjugé au promoteur A.M ! Le document poursuit: «Par cet accord, la Coopérative «Maskite» a vendu à la deuxième partie (A.M) la parcelle (117 ha) qui fait l'objet d'un accord avec les Eaux et Forêts...». Pour toutes ces raisons, nos sources estiment que la vente de la coupe de la parcelle en question serait illégale !

Du côté des habitants riverains, on ne décolère pas. «L'exploitation industrielle du cèdre ne profite pas aux populations de ces zones forestières. Ce sont plutôt des lobbies, qui proposent des prix dérisoires, qui en bénéficient», s'insurge un habitant à Anemzy.

A Tanourdy, les braconniers

ne chôment pas non plus !

Pas loin de la commune Anemzy, une autre commune où des activistes et des habitants ont aussi brisé le silence qui règne sur ce dossier: Tanourdy à Boumia, 35 km de Midelt. Nous nous y sommes rendus ce jeudi 16 mars. La situation y est aussi préoccupante, affirment plusieurs sources locales. Les braconniers ne chôment pas ici non plus, dit-on. «Ils frappent même pendant la période de chute de neige. D'ailleurs, en février 2023, alors que la région connaît la chute d'une neige abondante, les pillieurs ont coupé 5 cèdres en seulement trois jours», affirme un habitant à Tanourdy. Il suffit de pénétrer dans la cédraie pour constater les dégâts que le tronçonnage a causés dans la forêt de Tanourdy, affirme un activiste. Transporter le bois coupé illégalement depuis la forêt jusqu'aux scieries ou menuiseries d'ailleurs est une opération onéreuse, et ne pourrait se faire à l'insu des autorités, commente Kabir Kacha, SG de l'AMDH à Khénifra.

Selon ce dernier, «la corruption est la cause de tous les maux. Elle fait perdre à ces zones forestières, leur seule richesse: le cèdre». Ce militant associatif connaît bien ce dossier de l'exploitation illégale des ressources forestières et de la mafia du cèdre pour avoir été responsable de l'AMDH à Boumia, jusqu'en 2014. «Le sujet était déjà très inquiétant. On constatait que la destruction de la forêt se faisait au vu et au su de tous. Mais personne n'intervenait pour protéger la forêt», dit-il.

Face à une «mafia du cèdre organisée et très active», la riposte des militants de l'Association, de quelques habitants et des activistes s'organisait. Sit-in, communiqués, plaintes, photos, vidéos, bref on tentait, via toutes les méthodes, de documenter tous les abattages illégaux dans ces zones forestières, explique Kabir Kacha. On avait suivi les activités de ces pilliers qui sévissaient dans la nuit. On voyait des opérations douteuses, des voitures et des bêtes qui transportaient le bois coupé illégalement dans la forêt. «Le problème, c'est que cela implique aussi des forestiers qui collectent les pots-de-vin. Mais au lieu de rendre des comptes, ils vont être déchargés de leurs fonctions et mutés dans d'autres zones forestières comme s'ils n'ont rien fait», dit-il. Alors que nous enquêtons sur l'exploitation illégale du cèdre à Tanourdy, l'histoire du technicien forestier Y.Z, qui serait fortement impliqué dans ce trafic illégal, était encore sur toutes les lèvres. «Ce technicien s'est fait une grande richesse grâce à l'exploitation illégale du cèdre de ces

zones forestières. Il a été muté dans une autre zone sans qu'il ait rendu de comptes», déplore Kacha.

Ici, le sujet des Coopératives fait aussi polémique. «Ce ne sont pas les bûcherons qui profitent de ces Coopératives. Ce sont surtout les présidents qui en bénéficient. Certains sont devenus très riches», tient à signaler Kabir Kacha, que nous avons rencontré à Boumia. Chaque année les Eaux et les Forêts ouvrent des enchères publiques pour l'exploitation de la forêt. Tanourdy, également concernée, est définie dans un plan d'aménagement forestier établi pour une période de 20 à 25 ans. Le prix payé par les adjudicateurs de l'appel d'offres public, varie en fonction du prix du bois exploité. 458 hectaras de cèdres, qui font l'objet d'un accord avec les Eaux et Forêts, sont aménagés pour l'exploitation actuellement à Tanourdy.

Ce jeudi 16 mars, les équipes des Eaux et Forêts, en présence de la Commune et des bûcherons, étaient dans la forêt pour le marquage des cèdres qui vont être coupés dans le cadre d'un marché public. «Nous demandons que ce marché ne soit pas lancé jusqu'à ce qu'une commission vienne pour s'assurer que les 458 ha sont bien protégés. On doit procéder à un contrôle chaque année. On doit protéger cette parcelle jusqu'à la vente aux enchères. La Coopérative doit recruter des agents de sécurité pour assurer la protection cette parcelle», souligne Mohamed Haddaoui, un habitant de Tanourdy. Celui-ci ne décolère pas. «Il y a deux ans, la passation du marché à un promoteur privé à Khénifra a été faite en contrepartie d'un montant de un milliard de centimes», souligne Haddaoui, ajoutant que le président de la Coopérative n'avait pas respecté la procédure légale de la vente du cèdre. «C'est le promoteur, lui-même, qui a exécuté la coupe du cèdre en forêt et non pas les 200 bûcherons membres de la Coopérative», explique-t-il. Et pas seulement ! «Le bois a été vendu à l'entrepreneur avant même qu'il y ait l'enquête», dénonce Mohamed Haddaoui. Celui-ci avait demandé, il y a deux ans, à enquêter sur ce marché ainsi que sur les crimes environnementaux dans la forêt de Tanourdy. Selon ses dires, jusqu'à présent, aucune commission n'est venue pour inspecter les lieux! Contactée par Le Reporter, l'Agence nationale des Eaux et Forêts n'a pas donné suite à notre demande d'entretien. ■

Enquête réalisée dans les forêts de Midelt par Naima Cherif



Afrik 21

Boris Ngounou (Cameroun) ; Afrique de l'Ouest : la sous-région reçoit 7% de ses besoins en finance climatique ; Afrik 21, 6 avril 2023.

Pour accéder à l'article : <https://www.afrik21.africa/afrique-de-louest-la-sous-region-recoit-7-de-ses-besoins-en-finance-climatique/>



19

Entre 2013 et 2019, les pays d'Afrique de l'Ouest et du Sahel ont reçu seulement 7% de leurs besoins de financement en faveur de la nature et du climat. Cette situation a été déplorée lors de l'atelier sur les stratégies de financement en faveur de la nature et du climat dans l'espace UEMOA, du 3 au 6 avril 2023 à Ouagadougou au Burkina Faso.

Les financements internationaux des politiques climatiques de la sous-région Afrique de l'Ouest sont encore très largement insuffisants. Entre 2013 et 2019, les pays de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel ont reçu un total de 11,7 millions de dollars de financement international, soit 7% des besoins de financements déclarés dans les référentiels CDN (Contributions Déterminées au niveau National) de ces pays.

C'est dans ce contexte que s'est tenu du 3 au 6 avril 2023 à Ouagadougou au Burkina Faso, l'atelier sur les stratégies de financement en faveur de la nature et du climat dans l'espace de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). Organisé par l'UEMOA et la Banque uest-africaine de développement (BOAD), l'atelier consistait à trouver les voies et moyens d'une



mobilisation maximale des financements pour les CDN des pays membres. Il s'agissait également d'accroître la cohérence des interventions des organisations sous-régionales pour qu'elles puissent accompagner le mieux possible, les États membres de l'UEMOA.

«C'est le moment eu égard à l'importance des enjeux, qu'il y ait une mobilisation accrue des États mais aussi des organisations régionales afin qu'ensemble, nous puissions réussir une transformation structurelle des économies ouest-africaines fondées sur la reconnaissance de la préservation des écosystèmes naturels» affirme Kako Kossivi Nubukpo, le commissaire de l'UEMOA en charge de l'Agriculture, des ressources en Eau et de l'Environnement.

Pour sa part, la directrice de l'Innovation et du Développement durable de la BOAD, Valérie Noëlle Kodjo Diop, affirme que son institution s'engage à accompagner des solutions en vue d'enrayer la perte de biodiversité, de rétablir les écosystèmes et les espèces, d'impulser un changement systémique tout au long de la chaîne d'approvisionnement et au-delà.

L'Afrique, davantage confrontée à des événements climatiques extrêmes

Selon le Climate Funds (novembre 2020), la mobilisation des financements internationaux vers les pays en développement atteignait près de 80 milliards de dollars en 2018, avec seulement 25 % des fonds alloués à l'Afrique, le continent le plus vulnérable aux effets du changement climatique.

Dans son sixième rapport, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) fait apparaître un résultat clé concernant l'Afrique : le continent connaît déjà davantage de phases de chaleur extrême, davantage de sécheresse mais aussi de précipitations exceptionnelles que dans un passé récent. Ces phénomènes, auxquels s'ajouteront la hausse du niveau marin et donc des risques accrus de submersion des zones côtières, vont inexorablement se renforcer dans les décennies qui viennent, quand bien même les pays les plus émetteurs de CO2 de la planète parviendraient à réduire considérablement leurs propres émissions.

20





Eric Ojo (Nigeria) ; AfDB Has Mobilized \$2.3bn To Finance Water Projects in Africa – Adesina ; African Examiner, April 9th, 2023.

To access the article : <https://www.africanexaminer.com/afdb-has-mobilized-2-3bn-to-finance-water-projects-in-african-adesina/>

President of African Development Bank (AfDB) Group, Dr. Akinwumi Adesina has said that the bank has successfully mobilized over \$2 billion to finance its water pillar projects in Africa. Dr. Adesina disclosed this during his visit to Egypt where was warmly received by the Egyptian leader Abdel Fattah El-Sisi. He was in Egypt to familiarize himself with preparations ahead of the Bank Group's 2023 Annual Meetings scheduled for 22-26 May in the resort city of Sharm El Sheikh. Up to 13 heads of state and government are expected to join the Bank's Governors, executive directors, development partners and management at the meetings to discuss Mobilizing Private Sector Financing for Climate and Green Growth in Africa.

The bank chief was accompanied by the AfDB's Chief Economist and Vice President Professor Kevin Urama and the Secretary General Professor Vincent Nmehielle. Others at the meeting included the Governor of the Central Bank of Egypt Hassan Abdallah, Deputy Governor for Monetary Stability Rami Aboul Naja and Deputy Governor for External Affairs Mannullah Farid. He said the bank was asked to lead mobilization of financing for the water pillar projects and it eventually exceeded its fund-raising target.

“The bank has mobilized \$2.3 billion exceeding the initial target of \$1.4 billion”, he said.

Dr. Adesina also added that the AfDB is also currently supporting water desalination projects in Egypt. He applauded Egypt's bold efforts to tap into private sector finance for green growth initiatives.

According to him, the government of Egypt plans to issue a green bond in the Chinese capital markets by end of June this year, adding that the Green Panda bond with a face value of \$500 million will be issued in Chinese Renminbi.

“This will be the first time for an African country to issue a bond in the Chinese capital markets”, he further explained,

He also disclosed that the bank's Board of Directors will in the next couple of months discuss Egypt's request to provide a partial credit guarantee of \$345 million to support the issuance of the bond.





He stressed that The Green Panda Bond will be the latest among several other bonds that Egypt has issued since 2020 when it launched its Green Financing Framework.

Dr. Adesina also commended Egypt for its commitment to increasing the role of the private sector in the economy.

Egypt launched early this year the privatization of 32 State-owned entities worth \$40 billion over the next four years to reduce the footprint of the public sector in the economy and give more room to private sector to grow.

In terms of additional financial support to Egypt in 2023, the AfDB plans to provide the country \$133 million to deal with macroeconomic instability caused by the continuing global compounded crisis.

In addition, last year, the bank provided \$272 million policy-based operation in supporting Egypt's efforts to tackle the impact of the crisis.

In his remarks while receiving the AfDB's president, the Egyptian leader commended the work of the AfDB Group in helping the continent to deal with the impact of global economic challenges. El-Sisi said Egypt looks forward to continuing and increasing cooperation with the Bank in various development sectors.

Meanwhile, the bank is closely working with Egypt to mobilize international climate financing to address the country's climate challenges, building resilience of vulnerable systems and promoting sustainable development.

The Just Green Transition (JGT) initiative has a pipeline of investment-ready projects worth \$14.8 billion to tackle the Nexus on Water, Food and Energy.

22





Afrik 21

Boris Ngounou (Cameroun) ; Sahel : vers un plan d'action pour la conservation de la faune sauvage ; Afrik 21, 10 avril 2023.

Pour accéder à l'article : <https://www.afrik21.africa/sahel-vers-un-plan-daction-pour-la-conservation-de-la-faune-sauvage/>



23

Un plan d'action pour la conservation de la faune sahélo-saharienne et de ses habitats sera présenté lors de la 14e convention des Nations unies sur les espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (CMS), prévue du 23 au 28 octobre 2023 en Ouzbékistan. Ledit plan a déjà été adopté par 24 pays africains, lors de troisième séminaire régional de haut niveau sur la conservation et la restauration de la mégafaune sahélo-saharienne, du 14 au 16 mars 2023 à Agadir au Maroc.

Les pays de la zone sahélo-saharienne établissent un plan d'action stratégique pour préserver leur faune, menacée d'extinction. C'est ce qui ressort du troisième séminaire régional de haut niveau sur la conservation et la restauration de la mégafaune sahélo-saharienne, du 14 au 16 mars 2023 à Agadir, ville située au sud du Maroc. Organisé par l'Agence nationale des Eaux et forêts (ANEF) du Maroc, en collaboration avec le Secrétariat de la Convention des Nations Unies sur les espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (CMS), le rendez-vous qui a réuni 24 pays africains visait un objectif principal. Adopter un plan d'action pour la conservation de la mégafaune sahélo-saharienne et de ses habitats, tel que mandaté par la COP13 de la Convention CMS.





La zone sahéro-saharienne fait partie des régions du monde les plus arides et les plus touchées par le phénomène d'érosion de la diversité biologique, où plusieurs espèces d'antilopes sont soit éteintes, soit présentant un statut mondial précaire. « En travaillant ensemble, les pays peuvent élaborer des stratégies de conservation et de gestion efficaces pour protéger ces espèces migratrices et leurs habitats » explique Abderrahim Houmy, le directeur général de l'ANEF. Parmi les huit espèces ciblées par le projet de plan d'action concertée de protection de la mégafaune sahéro-saharienne, six sont présentes au Maroc, à savoir l'oryx algazelle, l'addax, la gazelle dama, la gazelle de Cuvier, la gazelle dorcas et le mouflon de Barbarie. En vue de son entrée en application, ce plan d'action sera présenté lors la 14e Convention des Nations unies sur les espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (COP14), prévue du 23 au 28 octobre 2023 en Ouzbékistan.

L'addax, une espèce particulièrement ciblée

Outre la désertification qui détruit le cadre de vie de la faune sauvage, le braconnage est aussi pour beaucoup dans le déclin des espèces. Ce phénomène s'est intensifié dans un contexte d'insécurité grandissante dans la région. En 2011, l'effondrement de la Libye a entraîné un exode des milices armées, équipées de pickups tout-terrain dans les pays voisins et dans des régions abritant une faune sauvage importante. La situation a entraîné d'autres insurrections au Mali et dans le nord du Nigeria, ajoutant encore à l'instabilité régionale. Les habitats de l'addax, qui étaient auparavant reculés, sont devenus un carrefour important du commerce illégal des animaux sauvages, des armes, de la drogue et du trafic de migrants.

La situation de l'addax s'est nettement détériorée depuis 2010. À l'époque, une première série de relevés avait estimé la population à 200 animaux. Mais des relevés menés en mars 2016 dans les principales zones d'habitat de l'addax, n'ont pu identifier que trois antilopes, selon les experts de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).

24





Tatiana Meliedje (Cameroun) ; Guy Clarck Pagui : « Les villes comme Buea et Limbé devraient être meublées des constructions bioclimatiques » ; News du Camer, 10 avril 2023.

Pour accéder à l'article : <https://www.newsducamer.com/guy-clarck-pagui-les-villes-comme-buea-et-limbe-devraient-etre-meublées-des-constructions-bioclimatiques/>



25

L'urbaniste membre du comité de rédaction de « lahar de Buéa » récemment publié par l'Ordre National des Urbanistes du Cameroun, évoque avec votre journal, les défis de l'urbanisation face aux menaces de catastrophes naturelles et les propositions pour reconstruire les villes camerounaises.

L'ordre national des urbanistes du Cameroun vient de réaliser une publication sur les fortes pluies et coulées de boue qui ont affecté, il y a quelques semaines, la population de Buéa au sud-ouest du pays. L'ordre y évoque surtout l'enjeu de l'urbanisation. Pourquoi cet intérêt ?





D'emblée, la double mission de l'ONUC se résume à assurer à la fois, la protection du public et celle de la veille permanente de l'exercice de la profession d'urbaniste. Ainsi, l'ONUC, sert en premier, les intérêts d'ordre « public » c'est-à-dire nationaux, avant de se pencher sur ses propres intérêts en tant qu'entité libérale. L'ONUC appuie ses actions quotidiennes sur ses nombreuses valeurs parmi lesquelles : la bienveillance et la proactivité. Et, c'est sa capacité à se situer dans le temps et dans l'espace urbain camerounais, en tant que garant légitime, baromètre, et veilleur face aux comportements outrageant l'urbanité, et face aux nombreuses susceptibilités et inattendus phénomènes urbains, que se situe et se justifie pertinemment l'intérêt de porter un regard bienveillant comme cette récente publication sur le Lahar survenu dans la ville Buea.

Qu'est-ce que le Lahar et quelle est la posture de l'urbaniste face à une telle catastrophe ?

L'urbaniste est pour la ville ce qu'est le médecin pour le corps humain. Ainsi, la perception que nous avons de cette catastrophe se résume à deux ordres.

D'ordre naturel (géomorpho-climato-météorologique) ; En effet, le lahar (dense boue issue des débris volcaniques) survenu récemment se forme généralement lorsque d'importantes pluies s'abattent sur des dépôts volcaniques, comme le cas du Mont-Cameroun. Ces dépôts n'étant pas consolidés dans la grande majorité des cas, sont facilement érodés et emportés durant les pluies diluviennes du fait de la forte pression des vents mais, surtout de la charge et décharge importante de la gravité.

D'ordre anthropique (établissement humain spontané sur des zones à risques très élevé). : La position géographique de Buea, en aval du Mont-Cameroun (4100m d'altitude) constitue à la fois sa principale force mais aussi son principal défaut du fait d'être soumis permanentemnt soit à une éruption volcanique, soit à un éventuel éboulement du fait de la gravité. Avec une population de 303 mille habitants en 2023, elle subit une importante croissance démographique depuis le début de la crise en 2016, l'essentielle cause à l'origine du délaissage massif par la population locale. A travers l'exode rural couplé aux migrations quotidiennes, les zones à risques, les zones fragiles et non aedificandi près du Mont-Cameroun sont sujettes aux occupations clandestines.

Au-delà de la ville de Buea, quels sont selon vous les défis de nos villes face au risque de catastrophes naturelles ?

Dans la grande majorité des villes de l'Afrique subsaharienne où l'urbanisation est la plus expressive et explosive dans le monde, les défis auxquels les villes sont soumises aux risques de catastrophes naturelles, sont à la fois protéiformes, pluriels et grandissants, parmi lesquels, le mastodonte épineux cancéreux bidonville, qui prend du large dans toutes les villes camerounaises. En observant de très près la permanence grandissante des inondations à Douala et dans des lieux précis comme Missokè, Cité Berges-villages, Mabanda etc. C'est l'absence des « chemins des eaux » qui oblige la nature à revendiquer ces chemins, traduit via les inondations. Le cas de la poste centrale de Yaoundé est contradictoire au précédent, puisqu'il s'agit du centre administratif. Le

26



remarquable phénomène d'inondation observé, ma foi, est une erreur technique d'aménagement, qui se résume au sous-dimensionnement du canal du Mfoudi au bénéfice du front commercial Kennedy qui n'est rien d'autre que le lit majeur du fleuve Mfoundi. C'est ce qui explique la forte retenue des eaux à ladite avenue, sans oublier l'obstruction des caniveaux.

Comment les prévenir ?

En ce qui concerne Douala, faut saluer le pragmatisme exemplaire de la ville de Douala à se doter des documents de planification de référence comme l'Agenda 21, Plan Directeur d'urbanisme etc... Pour elle, il faut tout simplement implémenter ces documents de planification, et l'Etat doit créer toutes les conditions pour réaliser toutes les 6 Etudes-projets de restructurations réalisées par la MAETUR, et qui concernent l'essentiel des plus grands bidonvilles de Douala. En ce qui concerne Yaoundé, mettre en œuvre l'actuel Plan Directeur récemment réalisé ainsi que le PADDY. Aussi, les deux principales zones inondées au centre-ville de Yaoundé sont essentiellement des vallées (lits majeurs de cours d'eau). Y faudra-t-il des bassins de rétention avec des voies suspendues ? Les échangeurs qui s'y annoncent catalyseront-ils cette proposition ?

Après un tel incident, quelles sont les clés que vous proposez pour une reconstruction ?

Le cas Buea est très spécial, d'ailleurs comme toutes les autres villes proches du Mont-Cameroun comme Limbé etc... On a cette chance que plus de la moitié des villes que compte le Cameroun sont dotées ou sont en cours de dotation des documents de planification, malgré que leur mise en œuvre soit le plus difficile. Elle s'est dotée en 2013 d'un Plan d'Occupation des Sols (POS) à l'horizon 2029 ; la voie royale par laquelle les politiques pourraient préconiser comme réponses efficaces et rapides, seraient de réaliser les projets d'investissement prioritaires et d'urgences climatiques y contenus couplée au Plan de Secteur (PS) de Molyko.

27

Dans l'ouvrage vous évoquez le cas rwandais de gestion de l'aménagement urbain. Quels sont les éléments dont peut s'inspirer le Cameroun, de manière pratique pour ses nombreuses villes?

La trilogie construire-déconstruire-reconstruire est aussi une solution à explorer. En réalité, le concept « non aedificandi » est une forme de jurisprudence pour traduire les difficultés techniques et la dense capacité financière pas toujours à la portée de la grande majorité des ménages, qui sont essentiellement ces deux principaux paramètres qui conditionnent l'aménagement des zones de fortes pentes, des zones marécageuses et autres espaces du même ordre... Et c'est ce que les politiques du pays aux mille collines (Rwanda) ont compris. En effet, les zones de très fortes pentes sont déclarées zones à urbanisation sous conditions spéciales et à très fortes valeurs ajoutées. Cette préinscription qui s'apparente inclusive du point de vue social et économique, est l'une des belles manières de mieux valoriser les flancs des montagnes, belles vitrines et images du paysage urbain. De cette préinscription, les constructions seront adaptables, durables, magistrales



à l'image du prix élevé du foncier. Les autres projets touristiques connexes suivront cet élan et permettront à l'état de mieux vendre les atouts pittoresques de ses villes aux touristes mais, surtout d'éviter et de prévenir des éventuels aléas (qui auraient occasionné des pertes en vies humaines si c'était de l'habitat spontané) du fait du respect strict des normes d'urbanisme y afférentes. Ainsi, les villes comme Buea et Limbé avec leur proximité d'un des plus hautes montagnes d'Afrique devraient être de véritable hub écotouristiques, meublés des constructions bioclimatiques comme c'est le cas au Rwanda via « l'Éco lodge de Musanze » aménagé sur un site semi-forestier de très forte pente.

Le Papyrus

Edem Dadzie (Togo) ; Justice climatique : Accusés, à la barre ! Le Papyrus, 11 avril 2023.

28

Pour accéder à l'article : <http://lepapyrus.tg/justice-climatique-accuses-a-la-barre/>



Grâce à une initiative portée par la République du Vanuatu et 130 autre pays, une résolution a été prise par l'Assemblée générale des Nations unies il y a quelques jours, afin que la Cour internationale de justice (CIJ) puisse se saisir des violations du droit de l'environnement. C'est une première et c'est une avancée essentielle en matière de justice climatique.

Cette résolution prévoit que l'Assemblée générale des Nations unies demande un avis à la CIJ sur les obligations des pays en matière de lutte contre les changements climatiques. Elle établit que l'Assemblée générale des Nations unies demandera également l'opinion de la CIJ sur les





conséquences juridiques pour les États qui, « par leurs actions ou omissions », ont causé des dommages significatifs en matière climatique ayant une incidence sur d'autres États, en particulier sur les petites nations insulaires parmi les plus vulnérables aux effets des changements climatiques.

La portée de cette résolution invite également la cour à ne pas tenir exclusivement compte de l'Accord de Paris. Le texte énonce explicitement plusieurs instruments majeurs relatifs aux droits humains que la cour doit prendre en considération. Un climat sûr est pour beaucoup un aspect fondamental du droit à un environnement sain, et est essentiel à la vie et au bien-être de l'humanité.

Bien que les décisions de la CIJ ne soient pas juridiquement contraignantes pour les États, elles ont beaucoup de poids et font autorité morale. Ainsi, l'opinion en matière juridique de la CIJ devrait entraîner un nouvel élan important pour inciter les pays à réduire leurs émissions plus rapidement et à renforcer leurs plans et actions climatiques, notamment dans le cadre de l'Accord de Paris. Les avis consultatifs de la CIJ peuvent également être cités dans le cadre d'affaires jugées dans des tribunaux nationaux et aideront tous ceux qui traduisent des États ou des entreprises en justice pour leurs actions ou omissions en lien avec le climat. Enfin, un avis tranché de la CIJ influencera les discussions sur l'action climatique et la responsabilité en la matière.

« Ce texte n'est pas une solution miracle, mais il peut être une contribution importante à la lutte contre les changements climatiques et à l'action pour le climat, notamment en catalysant une ambition plus élevée afin d'atteindre les objectifs de l'Accord de Paris », a déclaré le Premier ministre de Vanuatu, Alatoi Ishmael Kalsakau.

29



Albert Oppong-Ansah (Ghana) ; Four regions « under serious pressure » ; GNA, 11 april 2023.

To access the article : <https://gna.org.gh/2023/04/four-regions-under-serious-pressure/>

Accra, April 11, GNA – Social amenities, infrastructure and resources in Accra, Eastern, Ashanti and Central regions are “under serious pressure” due to migration, a preliminary finding of a research study has revealed.

Key among the push factors of inter-regional migration are unpredicted rainfall patterns, increase in temperature leading to drought and sea level rise resulting in coastal flooding, linked to climate crises.

Ms Esther Mireku, Assistant Programme Officer at the Environmental Protection Agency, told the Ghana News Agency (GNA) at a stakeholders’ meeting that climate change related issues were some of the causes of economic and non-economic losses, hence the movement of inhabitants.



30





The research titled "Loss and Damage and Climate Induced Human Mobility" is being conducted in with the EPA partnership with SLYCAN Trust, a non-profit think-tank working on climate change and sustainable development.

Ms Mireku, who is also a youth negotiator on Global Goal on Adaptation, described non-economic losses as unquantifiable but important valuables including loss of indigenous knowledge and resources, as well as the mental health of farmers who lose their livelihoods due to long dry spells.

"The economic losses include crop loss due to unpredicted rainfall, destruction of homes, school structures, factory buildings, hotels and leisure facilities, loss of land, household items, electrical and electronic gadgets caused by flooding," she said.

Mr Joshua Amponsem, a Climate Specialist at the Office of the United Nations Secretary-General's Envoy on Youth (OSGEY), told the GNA that findings of the study were true and many more communities were going to go under the sea while dry spells in upper regions would increase.

He explained that lives and livelihoods had been ruined by the worst impacts of climate change and would continue even when the temperature remained at two degrees Celsius.

The Climate Specialist said the findings reflected the issue of loss and damage of a "breakthrough" agreement at the just ended United Nations Climate Change Conference COP27 aimed at providing funding for vulnerable countries hit hard by climate disasters, in Sharm el-Sheikh, Egypt.

"These are issues that the fund should be addressing when modalities are complete to build resilience in the communities. If people and companies lose their assets, belongings and most importantly the unquantifiable ones, they need to be compensated," he said.

He described it as a "hard truth" that the developed countries continued to ignore for many years.

In the interim, he urged city authorities to improve infrastructure and amenities in the cities to accommodate people who would be migrating to live decent lives.

"The current system of where development happens before city authorities go into plan should be changed. There is the need to project the population rise and plan towards that," he said.

Dr Eunice Yorgri, a lecturer at the Department of Urban Design and Infrastructure Studies Planning of SD Dombro University of Business and Integrated Development, urged the Government as a short-term measure to relocate affected coastal dwellers to enable them to afford a decent life.

The Government, she suggested, needed to as part of the short-term measures discuss with affected residents and development partners to identify alternative livelihood programmes to support them.

"As a medium to long term strategy, a substantial investment is needed in rehabilitation and building of more irrigation dams to support second season farming in the northern regions and also shift from the reliance on rain-fed agriculture," she said.

Dr Yorgri stated that the Government should also as a long-term measure, re-consider continuing the sea defense wall in coastal communities so as not to lose more communities to the sea.

She also recommended to the Government to support rain harvesting technology to minimise flooding.

31





Afrik 21

Boris Ngounou (Cameroun) ; MAROC: le royaume promeut le droit à un environnement propre, sain et durable ; Afrik 21, 12 avril 2023.

Pour accéder à l'article : <https://www.afrik21.africa/maroc-le-royaume-promeut-le-droit-a-un-environnement-propre-sain-et-durable/>

Le Conseil des droits de l'homme des Nations unies (CDHNU) vient d'adopter une résolution relative au droit à un environnement propre, sain et durable. Le texte parrainé par cinq pays parmi lesquels le Maroc, a notamment pour objectif d'engager les États à adopter un cadre juridique efficace et des politiques à l'échelle nationale et locale pour garantir le droit à un environnement propre, sain et durable.

Le Royaume du Maroc déploie sa diplomatie verte au sein des instances internationales. C'est le cas du Conseil des droits de l'homme des Nations unies (CDHNU), instance au sein duquel le pays d'Afrique du Nord a accordé son parrainage à un texte sur le droit à un environnement propre, sain et durable.

Le parrainage du Maroc s'ajoute à ceux accordés par quatre autres pays, à savoir le Costa Rica, les Maldives, la Slovénie et la Suisse. Cette diplomatie verte et convergente a fini par porter ses fruits. Car le 4 avril 2023, durant sa 52e session, le CDHNU a adopté une résolution relative au droit à un environnement propre, sain et durable.

La résolution, bien que non contraignante juridiquement, engage les États à prendre diverses mesures pour assurer le respect du droit à un environnement sain. Il s'agit entre autres, de renforcer les capacités de protection de l'environnement et coopérer davantage avec les autres États, le système des Nations unies, les organisations et organismes sectoriels ; d'intégrer les informations sur les droits de l'homme et l'environnement dans le système scolaire ; promouvoir et intensifier l'action environnementale fondée sur les droits de l'homme ; rendre le secteur judiciaire mieux capable de comprendre la relation entre l'homme et l'environnement ; favoriser l'émergence d'un secteur privé respectueux de la nature.

Reconnu comme un droit humain

Un environnement propre, sain et durable est considéré comme une condition préalable à la réalisation d'autres droits humains, notamment le droit à la vie, à l'alimentation, à la santé et à un niveau de vie suffisant. Cet aspect est mentionné en partie dans l'énoncé relatif au droit à la santé apparaissant dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC), qui signale que tous les États doivent assurer la réalisation du droit à la santé en assurant, entre autres, l'amélioration de tous les aspects de l'hygiène du milieu.

32





Par ailleurs, ce préalable a été reconnu comme droit de l'homme par le CDHNU le 8 octobre 2021, puis par l'Assemblée générale des Nations unies (AGNU), le 28 juillet 2022.

Le Papyrus

Edem Dadzie (Togo) ; Rapport Banking on climate chaos : Les plus grandes banques mondiales ont continué d'injecter des milliards dans l'expansion des énergies fossiles ; Le Papyrus, 13 avril 2023.

Pour accéder à l'article : <http://lepapyrus.tg/rapport-banking-on-climate-chaos-les-plus-grandes-banques-mondiales-ont-continue-dinjecter-des-milliards-dans-lexpansion-des-energies-fossiles/>



Le 14e rapport annuel Banking on climate chaos publié cette année 2023, qui constitue l'analyse mondiale la plus complète sur les activités bancaires liées aux énergies fossiles, révèle la vérité sur les engagements des banques en faveur du climat en examinant leur financement de l'industrie des énergies fossiles.

Pour la première fois depuis 2019, une banque canadienne est le premier financeur annuel des énergies fossiles, et non plus la banque américaine JP Morgan Chase. La Banque Royale du Canada (RBC) a versé 42,1 milliards de dollars US à des projets fossiles en 2022, dont 4,8 milliards de dollars pour les sables bitumineux et 7,4 milliards de dollars pour la fracturation hydraulique. Les





banques canadiennes sont en train de devenir des banques de dernier recours pour les énergies fossiles, ayant fourni 862 milliards de dollars aux entreprises fossiles depuis l'Accord de Paris. Par ailleurs, RBC continue de financer des projets d'expansion tels que le gazoduc Coastal GasLink, qui transporte du gaz de schiste. Ce projet viole les droits humains et la souveraineté autochtone, et a été mis en œuvre sans le consentement des chefs traditionnels Wet'suwet'en.

Le rapport montre que, dans l'ensemble, les banques américaines dominent le financement des énergies fossiles, étant derrière avec 28 % de ces financements en 2022. JPMorgan Chase reste le pire financeur du chaos climatique depuis l'Accord de Paris. Citi, Wells Fargo et Bank of America figurent toujours dans le top 5 des financeurs des énergies fossiles depuis 2016. Au cours des sept années qui ont suivi l'adoption de l'Accord de Paris, les 60 plus grandes banques privées du monde ont financé les énergies fossiles à hauteur de 5 500 milliards de dollars. Le rapport témoigne de cette réalité inquiétante : même si les entreprises fossiles ont réalisé 4 000 milliards de dollars de bénéfices en 2022, les banques ont tout de même fourni 673 milliards de dollars de financement. Fait notable, cela s'est produit alors que les grandes compagnies pétrolières comme Exxon Mobil et Shell PLC n'ont sollicité aucun financement auprès des banques en 2022.

Alors que les Européens et les Ukrainiens ont appelé à une transition vers les énergies renouvelables pour arrêter de financer les atrocités russes, les entreprises fossiles ont doublé leur expansion et affaibli leurs engagements en matière de climat. Les 30 principales entreprises qui développent du Gaz Naturel Liquéfié (GNL) ont profité de la crise pour obtenir près de 50 % de financements supplémentaires en 2022 par rapport à 2021 auprès des banques mentionnées dans le rapport. Et ce, alors même que la plupart des experts en énergie s'accordent à dire que les plans d'expansion du GNL en Europe sont inutiles et que de nouveaux projets contribueraient à une surabondance de l'offre et à une dépendance à long terme. Le rapport comprend des cartes détaillées de cette explosion de projets d'expansion sur la côte américaine du Golfe du Mexique et aux Philippines. Il présente également des études de cas de leaders climatiques au Myanmar et aux Philippines qui résistent aux effets dévastateurs de l'expansion fossile.

D'après le rapport, les engagements des banques mondiales en faveur du « Net Zero » n'ont rien donné jusqu'à présent. 49 des 60 banques couvertes par le rapport ont pris des engagements en ce sens, mais pour la plupart, ces engagements ne sont pas associés à des politiques rigoureuses excluant le financement de l'expansion fossile. Les politiques contiennent de nombreuses lacunes qui permettent aux banques de continuer à financer des entreprises actives dans l'industrie des énergies fossiles. Les banques qui imposent des restrictions au financement de projets dans l'Arctique, par exemple, ont néanmoins financé ConocoPhillips, qui développe le projet Willow dans l'Arctique, le plus grand projet pétrolier proposé aux États-Unis.

Comme l'a affirmé le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) dans son rapport de mars 2023, pour donner à l'humanité une chance d'éviter des dommages inacceptables à des millions de personnes vivant aujourd'hui et à d'innombrables générations à venir, l'expansion fossile doit cesser et l'utilisation des énergies fossiles dans tous les secteurs doit

34



diminuer fortement. Le GIEC affirme que la fenêtre d'opportunité pour rester en dessous de 1,5°C et pour construire un avenir sûr, vivable et durable se referme rapidement. Le Banking on climate chaos a été rédigé par Rainforest Action Network, BankTrack, Indigenous Environmental Network, Oil Change International, Reclaim Finance, Sierra Club et Urgewald. Plus de 550 organisations de plus de 70 pays du monde entier soutiennent le rapport et demandent aux banques de cesser de financer la destruction du climat.

Tendances du secteur des énergies fossiles

Expansion : Les 60 banques étudiées dans ce rapport ont injecté 150 milliards de dollars en 2022 dans les 100 premières entreprises qui développent les énergies fossiles, notamment TC Energy, TotalEnergies, Venture Global, ConocoPhillips et Saudi Aramco.

Gaz naturel liquéfié (GNL) : Les principaux banquiers du Gaz naturel liquéfié (GNL) en 2022 étaient Morgan Stanley, JPMorgan Chase, Mizuho, ING, Citi et SMBC Group. Le financement global du GNL a augmenté de près de 50 %, passant de 15,2 milliards de dollars en 2021 à 22,7 milliards de dollars en 2022.

Sables bitumineux : Les principales entreprises exploitant les sables bitumineux ont reçu 21,0 milliards de dollars de financement en 2022, avec en tête les plus grandes banques canadiennes, qui ont fourni 89 % de ces fonds. TD, RBC et la Banque de Montréal sont en tête de liste.

Pétrole et gaz en Arctique : Les banques chinoises ICBC, Agricultural Bank of China et China Construction Bank sont les principaux financeurs de l'exploitation du pétrole et du gaz en Arctique, avec au total 2,9 milliards de dollars pour les principales entreprises de ce secteur en 2022. 26 banques financent encore l'exploitation du pétrole et du gaz en Arctique, dont les banques américaines JPMorgan Chase, Citi et Bank of America.

Pétrole et gaz en Amazonie : La banque espagnole Santander est en tête des financements accordés aux entreprises qui exploitent le biome amazonien, suivie de près par la banque américaine Citi. Les financements se sont élevés à 769 millions de dollars en 2022.

Pétrole et gaz issus de la fracturation hydraulique : Le financement des entreprises actives dans la fracturation hydraulique a totalisé 67,0 milliards de dollars en 2022, ce qui représente une augmentation de 8 % par rapport au financement déclaré en 2021 pour les principales entreprises de fracturation. Cette augmentation est d'autant plus inquiétante que les émissions de méthane liées à la fracturation sont très importantes. RBC et JPMorgan Chase sont les principaux financiers du pétrole et du gaz issus de la fracturation hydraulique (pétrole et gaz de schiste, pétrole et gaz de réservoir compact) en 2022 et depuis l'Accord de Paris.

Pétrole et gaz offshore : Les banques européennes BNP Paribas et Crédit Agricole, ainsi que la banque japonaise SMBC Group sont en tête de liste des pires financeurs du pétrole et du gaz offshore pour 2022. Les financements s'élèvent à 34 milliards de dollars en 2022.

35



Extraction du charbon : Sur les 13 milliards de dollars de financement accordés aux 30 plus grandes sociétés d'extraction de charbon au monde, 87 % ont été fournis par des banques situées en Chine, au premier rang desquelles China CITIC Bank, China Everbright Bank et Industrial Bank. Centrales à charbon : 97 % des financements accordés aux 30 premières entreprises mondiales opérant dans des centrales à charbon ont été fournis par des banques chinoises. Ces entreprises, qui prévoient d'augmenter leur capacité de production d'électricité à partir du charbon, ont reçu 29,5 milliards de dollars de la part des banques couvertes par le rapport en 2022. L'ensemble des données, y compris les données sur le financement fossile, les résultats de l'évaluation des politiques et les récits des activistes locaux, peut être téléchargé sur le site bankingonclimatechaos.org.



36

Eric Ojo (Nigeria) ; Paradigm Initiative Tasks Stakeholders On Internet Accessibility In Africa ; African Examiner, April 13th, 2023.

To access the article : <https://www.africanexaminer.com/paradigm-initiative-tasks-stakeholders-on-internet-accessibility-in-africa/>



Paradigm Initiative (PIN), a leading Pan-African Digital Rights and Inclusion organization has urged stakeholders to contribute towards efforts aimed at ensuring Internet accessibility, particularly in Africa.





Executive Director of Paradigm Initiative, Mr. 'Gbenga Sesan gave the charge at the 10th edition of the Digital Rights and Inclusion Forum (DRIF23), which kicked off in Nairobi yesterday.

DRIF23 with the theme, "Building A Sustainable Internet For All", brings together 600 delegates from across the world.

Representatives from government, non-governmental organizations, academia, media, funding partners, the United Nations, the technical community, and the private sector within the digital ecosystem, are attending the three-day conference.

The forum is hosting 70 sessions with partners from 48 countries across the world. Sessions are focusing on among other themes, Internet shutdowns, Universal Service Fund utilization, data protection, content moderation, and censorship. Also lined up at the event are key launches of research, platforms, and networks.

PIN is hosting the Pan-African bilingual event in collaboration with Kenya ICT Action Network (KICTANet) and Centre for Intellectual Property and Information Technology Law (CIPIT) established under Strathmore University. KICTANet is a multi-stakeholder think tank in Kenya for ICT policy and regulation. CIPIT is an evidence-based research and training Centre based at Strathmore University, Nairobi, Kenya.

The event sponsors are the Kingdom of the Netherlands, Ford Foundation, Wikimedia Foundation, Google, Open Technology Fund and the Global Network Initiative (GNI).

Mr. Sesan, who spoke during a high-level panel discussion at the conference said it has become increasingly imperative for the stakeholders to take concrete steps in improving internet access for common good of all.

"If all stakeholders don't get their hands dirty, we will come back here 10 years later to discuss the same issues", he said.

The panel comprising Ms. Emma Inamutila Theofelus, Namibia Deputy Minister for Information Communication & Technology (ICT); Ms. Grace Githaiga Chief Executive Officer (CEO) & Convenor, KICTANet; and Mr. Vladimir Garay, Advocacy Director, Derechos Digitales, was unanimous on the need for sustainable internet and balanced regulation across the continent.

Ms. Theofelus, who spoke about the level of Internet penetration in Namibia, pointed out the huge cost involved in developing infrastructure and the need for government and political will. "Rolling out infrastructure is difficult and very expensive. We have put in place the conditions for licensing and investment from the government. There has been some political will. This includes the Universal Service Fund. We also have one of the most liberated media on the continent", she added.

In her presentation, Ms. Githaiga stressed the need for multi-stakeholder collaboration and joint convenings in delivering Internet access.

"As KICTANet, we have held joint convenings focusing on cybersecurity, data protection and the broadband report. The Kenya Internet Governance Forum is our flagship program. Through the forum we discuss and see how to fit issues into our local context", she further explained.



On his part, Vladimir emphasized the importance of Internet access saying connectivity supports human rights, adding that people want high quality, affordable and secure internet connectivity. "The Internet is expensive and limited. We need to acknowledge and address internet connectivity gaps", he stressed.

PIN has convened DRIF since 2013. Last year's DRIF under the theme, "Towards a Digitally Inclusive Africa", was a hybrid event that was able to reach over 1,300 individuals. Physical sessions were hosted in 17 African countries.

Le Papyrus

Edem Dadzie (Togo) ; Centrales à charbon : L'Afrique n'héberge actuellement que 3% de la capacité mondiale de pré-construction ; Le Papyrus, 14 avril 2023.

38

Pour accéder à l'article : <http://lepapyrus.tg/centrales-a-charbon-lafrigue-nheberge-actuellement-que-3-de-la-capacite-mondiale-de-pre-construction/>



Global energy monitor et plusieurs autres organisations en collaboration avec le Centre for research on energy and clean air (CREA), viennent de publier un rapport très fourni (Grandeur





et Décadence) sur l'évolution des centrales à charbon dans le monde entier. La part de l'Afrique qui se cherche encore sur le plan énergétique est très minime en ce qui concerne le développement d'une telle source d'énergie.

La nouvelle capacité totale proposée d'électricité au charbon dans le monde en dehors de la Chine était de 97 GW en janvier 2023. C'est le plus bas jamais enregistré. Cela est en baisse de 84 % depuis 2015, date de la signature de l'Accord de Paris, grâce à une réduction de 90 % dans l'UE (Union européenne) et l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique), une réduction de 83 % dans les pays non membres de l'OCDE (y compris l'Afrique) et une réduction de 86 % en Asie du Sud et du Sud-Est.

Selon le rapport, la Chine va dans la direction opposée au reste du monde. Son pipeline total de projets de charbon de pré-construction est désormais de 250 GW, après avoir augmenté de 77 GW au cours du second semestre 2022 seulement. La Chine représente désormais 72 % de la capacité mondiale de pré-construction. Il n'y a aucun nouveau projet de charbon à l'étude en Amérique du Nord. Le Brésil est désormais le seul pays disposant d'une capacité de production de charbon avant la construction dans toutes les Amériques. Dans l'ensemble de l'OCDE, seuls 3 pays (le Japon, l'Australie et la Turquie) envisagent encore de nouveaux projets de charbon (un au Japon et un en Australie). En janvier 2023, 98 pays s'étaient explicitement engagés à ne pas utiliser de nouveaux gisements de charbon ou avaient envisagé le charbon au cours de la dernière décennie, mais n'avaient plus de projets planifiés actifs.

39

Où envisage-t-on de nouvelles centrales au charbon ?

Seul 33 pays ont proposé de nouvelles centrales au charbon. Et seuls 2 pays tentent d'ajouter plus de capacité de charbon à leurs plans. Au niveau mondial, 13 pays envisagent un seul nouveau projet de charbon : Madagascar, le Kenya, le Niger, l'Eswatini, la Zambie, le Japon, le Kirghizistan, la Tanzanie, la Thaïlande, l'Ouzbékistan, l'Ukraine, le Cambodge, l'Australie. Parmi ces pays, cinq ont des projets de charbon qui cherchaient un financement auprès de la Chine. Celle-ci s'est pourtant engagée à mettre fin à son financement de l'électricité au charbon à l'étranger.

Quelle est actuellement la situation en Afrique ?

La capacité de charbon prévue en Afrique a diminué de deux tiers depuis 2015, date de la signature de l'Accord de Paris. À travers l'Afrique, 11 pays envisagent toujours de nouveaux projets de charbon. Le continent n'héberge actuellement que 3% de la capacité mondiale de pré-construction (10 GW). La plupart des projets de charbon prévus sont à petite échelle et facilement remplaçables par des énergies renouvelables. Six pays africains n'ont qu'un seul projet à l'étude : le Kenya, l'Eswatini, la Zambie, Madagascar, le Niger et la Tanzanie.

Une action urgente est nécessaire pour assurer la fin du charbon et une chance de maintenir un climat compatible avec les conditions de vie sur terre. Le Groupe d'experts





intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a récemment mis l'accent sur la nécessité d'une « réduction rapide et profonde, et dans la plupart des situations, immédiate des émissions de gaz à effet de serre ».

Pour accomplir cela, les pays doivent traduire les annonces passées en plans d'arrêt centrale par centrale, et en même temps accélérer la courbe des promesses de mise aux arrêts. Des plans détaillés sur comment les politiques et les financements seront mis en œuvre pour agir sur la mise aux arrêts du charbon existant et garantir un arrêt rapide et équitable des nouveaux projets seront essentiels.



Tatiana Meliedje (Cameroun) ; Couverture santé universelle : comment mobiliser 90 milliards au Cameroun ; News du Camer, 17 avril 2023.

40

Pour accéder à l'article : <https://www.newsducamer.com/couverture-sante-universelle-comment-mobiliser-90-milliards/>



Pour la première phase, l'Etat devra contribuer à hauteur de 46% du montant et pourrait faire recours aux taxes parafiscales sur certains produits comme le tabac, l'alcool mais aussi la téléphonie mobile.





Après plusieurs années d'attente, la Couverture Santé Universelle (CSU) commence à prendre corps au Cameroun. La première phase a été lancée par le ministre de la Santé Publique le 12 avril dernier dans la localité de Mandjou à l'Est du pays. Les bénéficiaires de cette première phase sont les enfants de moins de 5 ans, les femmes enceintes et nouveaux nés jusqu'à 42 jours et les personnes atteintes de certaines pathologies comme l'insuffisance rénale, l'onchocercose, la tuberculose. Les soins couverts portent sur la vaccination, la nutrition et la santé communautaire. Pour en bénéficier, les usagers devront apporter une contribution allant de 6000 à 15000 FCFA tandis que certains soins sont gratuits. « Ce panier des soins est expérimental et devrait au fil du temps s'élargir tout autant que la population cible. Cela se fera en fonction de l'évolution de la mise en œuvre du projet et de la levée de certaines contraintes d'ordre juridique, financier et social », souligne Manaouda Malachie.

Pour cette première phase qui semble être un pilote, les besoins en financement sont estimés à 90 milliards de FCFA, selon des sources au ministère de la Santé. Les partenaires techniques et financiers devront apporter une contribution de 54% et 46% par l'Etat du Cameroun, soit environ 42 milliards de FCFA. Au lancement, les autorités ont peu communiqué sur les mécanismes de financement. Mais, l'on se souvient que le Groupe Technique National (GTN), placé sous la coordination du Premier Ministre et co-présidé par le Ministre de la Santé et le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale, qui avait mené les réflexions sur la mise en œuvre de la CSU avait évalué à 1300 milliards de FCFA le financement global. L'estimation du coût du système de Couverture Santé Universelle d'après le rapport de ce groupe de travail présenté en 2018, prenait en compte le coût technique (l'estimation du coût des interventions du panier de soins de base) et les coûts de gestion de l'architecture. Le coût technique porte notamment sur le Logiciel « One health » tandis que les Coûts de gestion concernent les investissements (système d'information, infrastructures et équipements, système d'immatriculation...), les salaires du personnel, les autres dépenses de fonctionnement courantes, la communication, les frais de formation. Cette catégorie représente environ 15% du coût total, selon les règles de prévoyance sociale.

41

Seulement 6.46 % de la population couverte par l'assurance maladie

En 2012, la dépense totale de santé au Cameroun est estimée à 728.1 milliards FCFA. La dépense totale de santé / habitant est de 3 400 FCFA avec le paiement direct des ménages jugé très élevé (70%). Cette situation est motivée par le fait que seulement 6.46 % de la population camerounaise est couverte par un mécanisme de protection sociale en santé. La majorité ne fait partie d'aucun dispositif de protection du risque financier et continue de supporter les dépenses directes de santé. Or, la part du budget de l'Etat allouée à la santé reste très faible, se situant entre 5.5 et 7% depuis 2011 alors que la déclaration d'Abuja préconise 15%. La CSU se présente ainsi comme une option pour réduire les risques financiers des personnes vis-à-vis de la santé. Si pour cette première phase, la couverture de l'Etat n'est pas à 100%, elle va quand même réduire



les coûts des soins de certaines maladies. Pour les patients atteints d'insuffisance rénale, le coût de trois séances de dialyse passe de 720 000 FCFA à 15 000 francs.

Globalement, la CSU selon le groupe de travail devrait avoir trois sources de financement : l'Etat, les ménages et les partenaires. En plus du budget, le groupe de travail indique que l'Etat pourra notamment mobiliser les ressources tirées des taxes parafiscales sur certains produits (Ressources naturelles, téléphonie mobile, transactions financières, Tabac, alcool...). Ceci ajoutée à la contribution des partenaires au développement projetée à hauteur de 50%.

Cette phase pilote a été lancée en attendant la loi sur la Couverture Santé Universelle. Elle vise 6 millions de personnes dans les régions de l'Extrême-nord, le nord l'Adamaoua, l'Est et le Sud.

L'enrôlement se fait dans les 5000 formations sanitaires identifiées ainsi que des mairies, chefferies.

La Couverture Santé Universelle a été défini dans l'agenda des Objectifs de Développement Durable en 2015. L'ODD 3, stipule en ces termes : « Faire en sorte que chacun bénéficie d'une assurance-santé, comprenant une protection contre les risques financiers et donnant accès à des services de santé essentiels de qualité et à des médicaments et vaccins essentiels sûrs, efficaces, de qualité et d'un coût abordable ». Un engagement pris par les Etats.

42

Interview -Bin Joachem Meh, économiste

« L'implication de la communauté est un impératif pour le financement de ce projet »

Le chercheur du Nkafu Policy Institute analyse le cadre de la Couverture Santé Universelle au Cameroun ainsi que le modèle de financement possible.

La phase 1 de la Couverture santé universelle au Cameroun (CSU) vient d'être lancée dans la région de l'Est et vise 6 millions de personnes dont les femmes enceintes, les enfants de 0 à 5 ans et les personnes atteintes de certaines maladies. Comment appréciez-vous ce projet gouvernemental qui est implémenté avec le soutien de l'OMS?

L'objectif de l'OMS à l'horizon 2030 c'est de ne laisser personne de coté à travers une santé pour tous. La CSU qui s'inscrit dans cet ordre d'idées est un projet louable et souhaitable par tous.

Toutefois, pour apprécier l'implémentation de la CSU récemment lancée au Cameroun, il convient d'abord de comprendre les implications. La définition de la CSU fait intervenir 4 éléments principaux :

- L'équité : C'est à dire que tous ceux qui ont besoin des soins de santé doivent y avoir accès sans différence.
- Le type de services offerts : c'est à dire que l'on doit se concentrer sur les besoins les plus urgents.
- La qualité : les soins offerts doivent être suffisamment bons pour améliorer la santé de ceux qui la reçoivent.
- L'accessibilité financière : C'est à dire que les usagers doivent avoir accès aux soins de santé sans que cela ne génère des dépenses catastrophiques. A partir de ces éléments, nous pouvons nous



demander à quel point le projet est réalisable au Cameroun et ce qu'il y a à faire pour le réaliser. A-t-on un personnel de santé suffisant, disponible et reparti sur le territoire national ? Peut-on avoir des soins sûrs et efficaces ? Les populations sont-elles informées sur le projet ? Comment la CSU sera-t-elle financée ? La réponse à ces questions représente un prérequis à la bonne mise en œuvre d'un projet de telle envergure.

La CSU entend réduire le risque financier des usagers de la santé avec des paniers qui vont de 6000 à 15 mille francs CFA l'an pour les usagers. Les besoins en financement sont estimés à 90 milliards de FCFA dont 42 milliards de contribution de l'Etat. En tant qu'économiste, comment l'état procède pour financer un tel projet de prise en charge au-delà de 80% des frais des personnes cibles ?

Le financement d'un projet de telle envergure peut se faire progressivement mais s'appuyant sur plusieurs canaux. Le budget de l'Etat alloué à la santé est encore insuffisant donc un financement exclusif par l'Etat ne serait pas judicieux. Cependant, l'implication de la communauté est un impératif pour le financement de ce projet. Ainsi, à l'exemple du Rwanda qui est aujourd'hui à plus de 90% de couverture ou encore du Kenya, le pays a besoin d'un système d'assurance bien pensé et implanté sur lequel il va s'appuyer afin de faire participer les ménages sans que cela ne constitue une dépense catastrophique ; cela nécessite une réelle volonté politique des dirigeants et une sanction véritable de tout acte de corruption qui pourrait entraver le processus. Si ces mesures sont prises, il est possible d'atteindre une couverture de plus de 80% d'ici 2030.

La CSU se situe dans le cadre de la stratégie sectorielle de la santé 2020 2030. Étant à la première phase en 2023 pensez-vous qu'on pourrait atteindre l'objectif d'un accès équitable aux services de santé à l'échéance fixée ?

Le programme de CSU au Cameroun a subi plusieurs revers entraînant un retard important dans sa mise en œuvre. Cependant avec le lancement de la Phase 1 par le Ministère de la Santé Publique, on peut espérer un accès équitable à des soins de santé de qualité au Cameroun. Mais pour que cela devienne une réalité dans les délais impartis, certaines conditions préalables essentielles doivent être remplies : Le premier et le plus important est une forte volonté politique et un bon leadership qui déterminent le niveau d'investissement public dans la santé ainsi que le nombre et la qualité des infrastructures de santé. De plus, ce programme de santé a besoin d'un système de gestion plus efficace et responsable pour être efficace dans notre pays.

Que peut le Cameroun aujourd'hui pour améliorer son système de Santé ou pour améliorer l'efficacité de ce projet ?

Le système de santé camerounais a un besoin crucial d'être amélioré pour répondre aux normes et aux besoins de la population. Si nous voulons parvenir à la CSU, des services de santé de qualité doivent être accessibles et abordables pour tous les Camerounais. Cela implique – Un nombre suffisant d'établissements de soins de santé et de personnel de santé correctement équipés dans tout le pays, même dans les zones reculées.- Une augmentation de l'allocation budgétaire du gouvernement aux soins de santé.- Éducation et sensibilisation de la population aux actions de

santé publique. – Implication des membres de la communauté dans la conception et la mise en œuvre des politiques publiques.- Capitaliser notre potentiel (santé numérique, médecine traditionnelle, sources et systèmes de financement locaux...) pour construire une synergie d'action vers la CSU.



Eric Ojo (Nigeria) ; Climate Investment Funds Vows To Keep Mobilizing Resources For African Countries ; African Examiner, April 18th, 2023.

To access the article : <https://www.africanexaminer.com/climate-investment-funds-vows-to-keep-mobilizing-resources-for-african-countries/> 44



Climate Investment Funds (CIF), a premier multilateral climate finance mechanism at the forefront of climate action in developing countries, has promised to continue to mobilize resources to support African countries.

Established at the request of G8 and G20 countries in 2008 as one of the largest fast-tracked climate financing instruments globally, CIF provides developing countries with grants, concessional loans, risk mitigation instruments, and equity that leverage significant financing from the private sector, multilateral development banks, and other sources.





It works exclusively through six multilateral development banks (MDBs) to mobilize investments to pilot and scale cutting-edge climate solutions to address frontier climate challenges the MDBs can't fight on their own.

The African Development Bank (AfDB) serves as an implementing agency of the Climate Investment Funds (CIF), a premier multilateral climate finance mechanism at the forefront of climate action in developing countries.

Since 2010, the AfDB has consistently played its role in advancing a growing portfolio of projects in renewable energy, forestry, and resilience in Africa.

Head of CIF, Mafalda Duarte made the pledge at the opening ceremony of a four-day event jointly organized by the Government of Côte d'Ivoire, the AfDB and CIF.

The event which was held as a platform to share knowledge from 15 years of the Fund's interventions in Africa, was focused on experiences from the Forest Investment Programme and the Pilot Programme for Climate Resilience. It also previewed CIF's Nature, People, and Climate Investment Programme.

The occasion brought together over 200 participants from CIF recipient countries, contributing states, the private sector, civil society, local community groups, and the Fund's international partners.

Duarte said after about 15 years, CIF has learned a great deal about what works in climate finance. "We're a fund and a learning laboratory. Here in Côte d'Ivoire, CIF and African Development Bank are proudly bringing countries together to exchange lessons and lay the groundwork for even greater impact", she said.

The CIF event highlighted the perspectives of African governments and donor countries on the urgent need to scale up climate finance, particularly for adaptation in Africa and how the Fund can lead this process.

Africa has contributed the least to global warming, and has the lowest emissions, but it is most vulnerable to the implications of global warming under all climate scenarios over 1.5 degrees Celsius.

AfDB's Vice President of Energy, Power and Climate, Kevin Kariuki noted that CIF was created by MDBs and for MDBs and its member countries.

"As a financing mechanism that provides concessional resources to support climate change projects, CIF is one of a kind and a partner of choice for the bank and the African continent", he added.

Ivorian Minister of Environment and Sustainable Development Jean-Luc Assi highlighted efforts to reverse Côte d'Ivoire's declining forest cover, currently estimated at 2.5 million hectares compared to 16 million in the 1960s.

"Côte d'Ivoire has requested and obtained funding from the CIF to operationalize its strategies for forest management and the reduction of greenhouse gas emissions due to deforestation and forest degradation", he explained.



Assi also disclosed that CIF provided \$177 million for the first two phases of Côte d'Ivoire's Forest Investment Programme and the Dedicated Grant Mechanism.

There were sessions dedicated to International Women's Day 2023, focusing on social inclusion and women's leadership. Women are leading frontline climate action and activism.

Notably, climate finance in Africa is key to supporting women and youth climate entrepreneurship to scale up interventions driving climate actions in local communities.

Moreover, climate leadership of women requires interrelated approaches to ensure their empowerment and influence in decision-making processes, participants heard.

Founder and President of African Women's Network for Community Management of Forests, Cécile Bibiane Ndjebet said: "The African continent needs it, and the world needs it. Climate finance needs to reach those most in need and those on the ground. It's not difficult, and the proof is that CIF has dared".

She is the 2022 Wangari Maathai Forest Champions Award Recipient and UNEP Champion of the Earth.

The participants also visited an energy wood production site in Ahua, Department of Dimbokro, developed by the by the MALEBI Association, an Ivorian women-led organization that produces and sells of sustainable charcoal.

The event provided a platform to discuss key just transition challenges in Africa. The transition to a green economy will create new economic and social development opportunities, but it also poses new risks and losses. How these risks and opportunities are mitigated and distributed among different populations and regions will determine if the transition to a low-carbon and resilient economy is just.



Denis Kyalwahi (RDC) ; Le Groupe des Négociateurs Africains plaide pour une meilleure prise en compte des connaissances climatiques en Afrique ; Naturel CD, 20 avril 2023.

Pour accéder à l'article : <http://naturelcd.net/2023/04/20/le-groupe-des-negociateurs-africains-plaide-pour-une-meilleure-prise-en-compte-des-connaissances-climatiques-en-afrique/>

En matière de changement climatique les preuves scientifiques sur le continent africain ne sont pas assez relevées. Elles comportent même des lacunes. Ce qui fait que la contribution du continent aux activités du GIEC, le Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat est assez limité. C'est le constat fait par le Président du Groupe des Négociateurs Africains.

Profitant de la réunion tenue à Nairobi le 18 avril 2023 et consacrée à la connaissance de la science climatique en Afrique Ephraim Mwepya Shitima, a salué les efforts du groupe des experts (AGNES) qui soutient les négociateurs africains.

Des preuves climatiques d'un point de vue africain « Le GIEC est la voix scientifique désignée pour la science du climat ; il est donc essentiel que notre continent, qui contribue très peu et pourtant souffre le plus, soit bien représenté dans ce corpus scientifique », a déclaré le Président « En tant qu'AGN, nous soutenons tous les efforts déployés par les institutions africaines, telles que l'AGNES pour améliorer la participation du continent aux discussions et échanges sur la science du climat. Ceci est particulièrement important pour les négociateurs techniques qui aspirent à des preuves scientifiques d'un point de vue africain. Dans un effort pour combler le déficit de connaissances scientifiques identifié, AGNES, en collaboration avec le Département météorologique du Kenya, le Ministère de l'environnement et des forêts du Kenya (MEF), l'Agence de développement de l'Union africaine (AUDA-NEPAD) et d'autres scientifiques et experts d'Afrique se réunissent à Nairobi pour discuter d'importantes lacunes relatives aux connaissances scientifiques sur le climat qui sont propres au continent.

47





48

La réunion est considérée comme une opportunité pour les scientifiques et experts africains d'identifier les domaines prioritaires critiques pour le continent et de suggérer leur prise en compte lors de la plénière de cadrage du septième rapport d'évaluation (AR7). L'objectif principal est de stimuler et d'activer les activités de recherche visant à combler les lacunes identifiées et de fournir une opportunité pour une plus grande implication des universitaires et scientifiques africains. Inaugurant officiellement la réunion à Nairobi mardi (18/04/2023), le secrétaire principal du Département d'État kenyan de l'environnement et du changement climatique, Eng. Festus Ng'eno a souligné l'importance de veiller à ce que l'Afrique soit mieux représentée, là où il est évoquée la science du climat compte tenu de la vulnérabilité du continent aux impacts négatifs du changement climatique.

« Les résultats du 6e cycle d'évaluation montrent une amélioration de la prise en compte des enjeux africains, mais il reste encore une grande marge, a-t-il déclaré. « Il est alarmant de constater que seulement 11 % des auteurs du rapport d'évaluation viennent d'Afrique alors que l'Afrique est l'un des continents les plus vulnérables au monde aux impacts du changement climatique. Il est crucial de veiller à ce que le continent soit bien représenté lors de la recherche





de solutions, tout comme la prise en compte du rôle des savoirs autochtones et locaux ainsi qu'une place adéquate au genre.

Il faut lever les obstacles

Alors que le changement climatique est un problème mondial, l'Afrique en subit les conséquences de manière disproportionnée en raison de sa capacité limitée à y faire face. C'est pour cette raison qu'il y a un appel clair pour que l'Afrique soit bien soutenue en termes de financement de l'adaptation ainsi que sa prise en compte dans toutes les discussions et échanges sur la science du climat et sur la table des négociations. Des experts de toute l'Afrique ont identifié trois principaux obstacles à la participation active et à la représentation des scientifiques et des universitaires du continent au sein du GIEC.

Premièrement, il y a peu de publications par des universitaires et scientifiques africains sur les questions africaines liées au climat. Il est reconnu que les coûts de publication élevés continuent d'empêcher les scientifiques et universitaires africains d'accéder aux meilleures revues scientifiques. Deuxièmement, il existe un lien disjoint ou faible entre les points focaux nationaux du GIEC et les universités et/ou les organismes de recherche.

Troisièmement, servir en tant qu'auteur ou collaborateur n'est pas rémunéré financièrement, ce qui est considéré comme un obstacle à la participation des scientifiques des pays qui continuent de travailler avec des ressources limitées.

Certaines des solutions que la réunion vise à apporter comprennent une position africaine commune sur les lacunes identifiées, la création d'un programme de sensibilisation et de sensibilisation pour renforcer le lien des points focaux nationaux avec les décideurs politiques, les universités, institutions de recherche et la mise en place d'un partenariat permettant aux scientifiques africains de publier dans des revues où il existe un comité de lecture.

Le chef d'équipe AGNES et organisateur de la réunion, le Dr George Wamukoya, a souligné le besoin urgent de combler les lacunes identifiées liées aux connaissances scientifiques afin d'améliorer la prise en compte des questions africaines dans les évaluations du GIEC.

C'est maintenant ou jamais

« Sans aucun doute, il est urgent de combler les lacunes liées aux connaissances sur le climat. Il s'agit aussi d'anticiper l'orientation de la science et de la recherche dans le domaine du changement climatique et d'en tenir compte dans les articles publiés », note-t-il. « Cela améliorera la prise en compte des questions africaines dans les évaluations du GIEC. La question est de savoir comment l'Afrique envisage de combler ces lacunes ? J'espère que cette rencontre obtiendra les solutions les plus stratégiques pour garantir une représentation opportune, précise et inclusive. Pendant ce temps, le chercheur africain sur le climat, le professeur Chukwuemeka Diji, est ravi qu'une telle réunion ait eu lieu à un moment où le sixième rapport d'évaluation du GIEC indique clairement comment la capacité d'adaptation de l'Afrique a été éprouvée.

49



« Cette réunion est devenue très importante et opportune car le rapport AR6 montre que la capacité d'adaptation de l'Afrique est limitée, appelant à une action urgente en vue de créer une prise de conscience et des connaissances pour inverser de toute urgence la situation et inverser la tendance. La réunion de cette semaine jettera les bases pour mettre en évidence l'exposition et la vulnérabilité de l'Afrique au changement climatique et ses dimensions multidimensionnelles, socio-économiques et politiques. En outre, nous devons également identifier, intensifier et évaluer les avantages actuels et futurs de l'adaptation à l'Afrique tout en incluant également les voix des scientifiques et universitaires africains.



50

Denis Kyalwahi (RDC) ; Pourquoi les journalistes doivent se préoccuper de l'impact du changement climatique sur l'agriculture ; Naturel CD, 20 avril 2023.

Pour accéder à l'article : <http://naturelcd.net/2023/04/20/pourquoi-les-journalistes-doivent-se-preoccuper-de-l-impact-du-changement-climatique-sur-l-agriculture/>



Association Africa 21, C/o Maison Kultura, Rue des Savoises 15, 1205 Genève- Suisse
<http://www.africa21.org> / info@africa21.org

Statut consultatif spécial auprès de l'ECOSOC, accréditée à l'OMC, auprès du PNUE, Observateur à la CNUCED
Partenaire de l'université de Genève et de la European Business School in Geneva





« L'humanité peut encore arrêter les pires conséquences du changement climatique », cette affirmation est celle des chercheurs scientifiques dans le dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Selon le président du GIEC Hoesung Lee « les journalistes et les communicateurs ont été identifiés comme des alliés essentiels pour raconter comment l'agriculture peut aider à offrir un avenir plus résilient et plus intelligent face au climat en Afrique ».

Mais le temps, selon le GIEC, est compté.

« L'intégration d'une action climatique efficace et équitable réduira non seulement les pertes et les dommages pour la nature et les personnes, mais apportera également des avantages plus larges », a déclaré le président du GIEC, Hoesung Lee. « Ce rapport de synthèse souligne l'urgence de prendre des mesures plus ambitieuses et montre que, si nous agissons maintenant, nous pouvons encore assurer un avenir durable et vivable pour tous. »

Et étant donné la nécessité d'une action urgente avant que ce temps ne soit écoulé – la transformation des systèmes alimentaires, terrestres et hydriques dans une crise climatique est au centre de la stratégie de recherche et d'innovation 2030 du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR), le plus grand groupe mondial partenariat de recherche pour l'agriculture et la sécurité alimentaire.

Dans le cadre des impacts accélérés de la recherche climatique du CGIAR pour l'Afrique (AICCRA) , les journalistes et les communicateurs ont été identifiés comme des alliés essentiels pour raconter comment l'agriculture peut aider à offrir un avenir plus résilient et plus intelligent face au climat en Afrique.

Dans une étape vers l'amélioration du discours sur le changement climatique, l'école de printemps de l'AICCRA sur le changement climatique et l'agriculture en Afrique s'est tenue au Cap, en Afrique du Sud, en partenariat avec l' Institut international de gestion de l'eau (IWMI) .

L'atelier devait aider à plaider en faveur de la priorisation et de l'investissement dans les innovations transformatrices en agriculture et les services climatiques qui les soutiennent.

« Nous pouvons faire de l'agriculture intelligente face au climat l'un des sujets de discussion les plus chauds lors des sommets mondiaux sur le climat, en changeant les perceptions, en encourageant les engagements, en tenant les dirigeants responsables », a déclaré Rhys Bucknall-Williams, responsable des communications et des connaissances mondiales à l'AICCRA.

51

Pourquoi l'alimentation et l'agriculture ?

Environ 250 millions de petits agriculteurs africains produisent 70 pour cent de l'approvisionnement alimentaire du continent, sur des parcelles de moins d'un hectare. Ils devront produire suffisamment d'aliments nutritifs pour une population continentale en croissance rapide qui devrait atteindre 2,5 milliards d'ici 2050.



Cependant, le changement climatique menace la volonté de protéger les intérêts des petits exploitants agricoles.

« Il est essentiel pour le développement plus large de l'Afrique que ses secteurs agricoles s'adaptent pour devenir plus résilients et productifs face au changement climatique », a observé Rhys. « Il s'agit d'une priorité stratégique pour les dirigeants africains – à travers la Déclaration de Malabo et l' Union africaine sur le changement climatique. »

L'AICCRA est un programme mis en œuvre dans 6 pays africains – le Sénégal, le Mali, le Ghana, l'Éthiopie, le Kenya et la Zambie – et travaille à offrir un avenir africain intelligent face au climat, guidé par la science et l'innovation dans l'agriculture.

Rôle des professionnels des médias et de la communication

« Les journalistes sont avant tout des humains et ne sont pas surhumains ; tous les moyens de subsistance humains dépendent de la terre et de ses composants, d'où la nécessité de prendre la tête des campagnes sur le changement climatique et la productivité agricole », a observé la journaliste kenyane Agnes Oloo qui a participé à l'école de printemps de l'AICCRA.



52

Les médias comptent parmi les institutions les plus influentes au monde, et la manière dont ils façonnent le discours sur le changement climatique reste d'une importance vitale.





La recherche, cependant, indique que les principaux médias d'information ne parviennent pas à identifier le changement climatique comme un contributeur à certaines des plus grandes crises mondiales, notamment la migration, l'insécurité alimentaire et les conflits.

La prise de conscience de la façon dont le changement climatique menace la sécurité alimentaire contribuera à offrir un meilleur soutien aux politiques et aux investissements qui peuvent anticiper les crises futures.

Pour accélérer l'action climatique, il est essentiel que les dirigeants et les influenceurs des médias africains comprennent l'impact du changement climatique sur l'agriculture africaine et comment amplifier les messages clés des partenaires et des réseaux de parties prenantes pour faire évoluer l'agriculture intelligente face au climat pour un avenir plus résilient pour les petits exploitants agricoles africains.

Les médias ont le pouvoir de façonner la conversation mondiale sur le changement climatique. De telles conversations sont essentielles pour aider des millions de petits exploitants agricoles en Afrique à s'adapter au changement climatique à temps.

L'école de printemps de l'AICCRA a exploré l'impact du changement climatique sur l'agriculture et les systèmes alimentaires africains et comment transformer l'agriculture et les systèmes alimentaires africains pour un avenir plus durable et résilient au climat.

Sabrina Trautman a animé des sessions pour déballer l'agriculture intelligente face au climat et les rapports sur le changement climatique en explorant les causes profondes du phénomène.

Dans une interview, elle a décrit les journalistes comme des acteurs du changement sur le continent, soulignant la nécessité pour les journalistes de raconter des histoires qui se connectent au récit plus large.

« Les journalistes doivent passer d'une attitude réactive à une attitude proactive en examinant les causes profondes et en créant des reportages d'investigation pour obtenir une action politique.

« En ce moment, beaucoup de journalistes africains sont très réactifs à l'impact climatique, mais nous pouvons écrire beaucoup plus pour être proactifs dans les solutions et les innovations, et changer une partie du langage que nous utilisons dans notre journalisme », dit-elle.

Sabrina a également appelé au partage des connaissances et à l'amplification du dialogue entre les pays alors que les pays du continent africain partagent des expériences similaires en matière d'impact climatique.

Selon le GIEC, « la solution réside dans un développement résilient au changement climatique. Cela implique d'intégrer des mesures d'adaptation au changement climatique avec des actions visant à réduire ou à éviter les émissions de gaz à effet de serre de manière à procurer des avantages plus larges.

« Le développement résilient au climat devient progressivement plus difficile à chaque augmentation du réchauffement. C'est pourquoi les choix qui seront faits dans les prochaines années joueront un rôle crucial dans la décision de notre avenir et de celui des générations à venir ».

53



Les médias ne peuvent pas rester à l'écart et l'école de printemps de l'AICCRA sur le changement climatique et l'agriculture a offert une expérience d'apprentissage perspicace et l'impulsion pour les journalistes de développer de riches compétences en matière de narration et de construire des réseaux pour amplifier le récit sur le climat et l'agriculture.

Afrik 21

Boris Ngounou (Cameroun) ; Afrique : que peut la loi européenne contre la déforestation importée? Afrik 21, 22 avril 2023.

Pour accéder à l'article : <https://www.afrik21.africa/afrique-que-peut-la-loi-europeenne-contre-la-deforestation-importee/>



54

Le Parlement européen vient d'adopter une nouvelle législation qui interdira de vendre dans les États membres des marchandises issues de la déforestation. Cependant, des chercheurs et spécialistes africains doutent de l'efficacité d'une telle mesure européenne.

Après plusieurs années de lobbying, le parlement européen a finalement adopté le mercredi 19 avril 2023, une loi qui interdit l'importation dans l'Union européenne (UE) de produits issus de la déforestation. Voté à une très large majorité, le texte a pour objectif de lutter contre le





changement climatique et de préserver la biodiversité. L'importation dans l'UE de produits provenant du bétail, du cacao, du café, de l'huile de palme, du soja, du bois, du caoutchouc, du charbon de bois et du papier imprimé sera interdite si ces produits sont issus de terres dont le déboisement a eu lieu après décembre 2020.

« Nous perdons chaque année environ 10 millions d'hectares de forêts dans le monde et cet instrument va mettre un terme à cela, du moins à notre complicité dans cette déforestation, car nos étagères sont actuellement remplies de chocolat, de café, etc., de produits à base de soja qui contribuent massivement à la destruction des forêts », explique l'eurodéputé Christophe Hansen, par ailleurs rapporteur de cette nouvelle législation. À l'origine de 16% de la déforestation mondiale par le biais de ses importations (majoritairement de soja et huile de palme, chiffres de 2017), l'UE est le deuxième destructeur de forêts tropicales derrière la Chine, selon le Fonds mondial pour la nature (WWF).

La Côte d'Ivoire s'y est déjà engagée

Une fois le texte en vigueur, les entreprises auront 18 mois pour mettre en œuvre cette mesure. Les plus petites disposeront d'un délai plus long. Il s'agira notamment de fournir aux autorités compétentes des informations pertinentes telles que les coordonnées de géolocalisation. Ces vérifications seront menées à partir d'outils de surveillance satellitaire. En cas de non-respect des règles, les sociétés pourront se voir infliger des amendes qui pourront atteindre jusqu'à 4% du chiffre d'affaires annuel réalisé par leurs fournisseurs sur le marché de l'UE.

Premier producteur mondial de cacao, la Côte d'Ivoire estime avoir devancé cette loi en mettant justement en place un système de géolocalisation de la production. Dans le pays d'Afrique de l'Ouest, plus d'un million de producteurs de cacao ont été recensés. Des cartes nominatives leur ont été délivrées, ainsi que les coordonnées de géolocalisation de leurs parcelles. « Si vous n'êtes pas recensé, vos produits ne peuvent pas faire l'objet de commercialisation. Si vous produisez d'ordinaire cinq tonnes de cacao, mais qu'on constate que, pour cette campagne-ci, vous êtes allé au-delà, cela veut dire que vous êtes fautif et vous serez poursuivi », explique Kobenan Kouassi Adjoumani, le ministre ivoirien de l'Agriculture.

55

Le texte demeure critiqué

Pour beaucoup d'observateurs, la loi de l'UE sur la déforestation importée n'est qu'un premier pas vers les objectifs visés. « La démarche européenne est bonne, mais comment l'appliquer ? » s'interroge Bakary Traoré de l'association Initiatives pour le Développement communautaire et la conservation de la Forêt (IDEF). « Comment vérifier ? Avec quels moyens contrôler les fèves sur place et justifier leurs provenances ? », poursuit-il.

Pour l'organisation de défense de la nature Greenpeace, ce règlement présente des « failles », par exemple en excluant des écosystèmes tels que la savane et en omettant de viser les banques européennes qui financent des projets destructeurs de forêts.



Lors des débats, le rapporteur Christophe Hansen, a reconnu que le texte n'était «pas parfait», expliquant que c'était la raison pour laquelle trois révisions étaient prévues: après 1 an, 2 ans et 5 ans. «La perfection, ce sera pour demain», a-t-il annoncé.



Albert Oppong-Ansah (Ghana); Ghana's carbon market ripe for investment ; GNA, 22 april 2023.

To access the article : <https://gna.org.gh/2023/04/ghanas-carbon-market-ripe-for-investment/>

Accra, April, 22, GNA – Ghana has started operating a Carbon Market Office (CMO) to trade in the multibillion business in the climate change space.

Carbon markets are trading systems in which carbon credits – a permit acting as commodity- are sold towards sustainable development.

The market helps in reducing greenhouse gas emission cost effectively.

One tradable carbon credit (a unit) equals one tonne of carbon dioxide or the equivalent amount of a different greenhouse gas reduced, removed or avoided.

Dr Daniel Tutu Benefoh, Ghana's Focal Person, United Nations Framework Convention on Climate Change, disclosed this to the Ghana News Agency on Saturday.

“Just like we trade in gold and cocoa with other countries, we will export our surplus carbon credits to other countries that need the credits based on their limited allowances of emissions,” he said.

“The release of greenhouse gasses is posing a challenge to society that is why a price has been placed on it. This in a way is a form of the polluter pays system – the more you pollute, the more you pay.”

Dr Benefoh said the mandate of the CMO is to ensure that public and private project developers and other actors are provided with regulatory support and guidance on the rules and requirements of the business.

Its also provides approval letters, including authorisation of carbon credits within the permissible emission budget of Ghana's updated Nationally Determined Contributions.

The CMO has developed a Ghana Carbon Registry (GCR) and other international private registries that provide registry services.

56





He said the registry had been set up to serve as a digital infrastructure system for recording and tracking carbon credits arising from mitigation projects being implemented in Ghana.

The GCR is managed by the CMO under the Ministry of Environment, Science, Technology, and Innovations with support from the Environmental Protection Agency.

The country's quest to trade in that "commodity", he said, was to contribute to raising funds to implement its 25 mitigation programmes in Ghana's updated climate plans called Nationally Determined Contributions (NDCs) under the Paris Agreement to enable the country to live with climate change impacts and build resilience.

The country already has funding for nine of the NDCs, described as unconditional mitigation measures. The remaining 25 are conditional mitigation measures.

Dr Benefoh said the country needed over \$6.3 billion in funding the implementation of the conditional mitigation programmes.

A study in 2020 provided grounds for the country to go into carbon trading, he said.

Mrs Juliana Bempeh, Principal Programme Officer at the EPA, said projects for the carbon trade must be centred around reduction in gas flaring in oil and gas production, landfill gas management, waste to energy, biological treatment of waste by compost and biogas.

Others are wildfire management, forest conservation and forest plantation, freight rail transport and electric vehicles, energy efficiency in residence, commerce, public buildings and industry.

The rest are energy-efficient and renewable energy-powered public water facilities, green cooling in air conditioners and domestic refrigerators, improved biomass and LPG cooking stoves, sustainable charcoal production, solar PV systems, mini-grids utility-scale solar and utility-scale wind.

She said the CMO was engaging some companies on the trading system.

The completion of regulations around Article 6.2 concluded at 26th Conference of Parties meeting in Glasgow, paved the way for Ghana to operationalise an already signed bilateral agreement with Switzerland on carbon trade.

It allows the two Parties to mobilise key national stakeholders to co-create a legally binding agreement to govern the generation, authorisation and tracking of Internationally Transferred Mitigation Outcomes (ITMOs) in the light of the requirements of the Article 6.2 cooperative approach.

So far, four countries – Switzerland, Sweden, Singapore, and Korea – are engaging Ghana at the bilateral level on carbon trade.



African Examiner

...first with online news

Eric Ojo (Nigeria) ; AfDB Seals Deal With ILX To Support SDGs, Climate Change Projects In Africa ; African Examiner, April 23rd, 2023.

To access the article : <https://www.africanexaminer.com/afdb-seals-deal-with-ilx-to-support-sdgs-climate-change-projects-in-africa/>



58

The African Development Bank Group (AfDB), Africa's premier development finance institution, has signed a new agreement with ILX Management B.V. (ILX), an Amsterdam-based fund management firm, to raise additional capital for Sustainable Development Goals (SDGs) and climate change projects across Africa.

ILX is an emerging market focused private credit fund that invests in loan participations originated and structured by Multilateral Development Banks and other Development Finance Institutions. It aims to create large scale investment opportunities in global development finance that directly contribute to sustainable development across the emerging markets.

The firm was established with the grant support from the Federal Ministry of Economic Cooperation (KfW) on behalf of the German Ministry for Development Cooperation (BMZ), the Netherland's Directorate General for International Cooperation and the UK Foreign, Commonwealth and Development Office.





ILX Fund I provides a scalable \$1 billion private credit investment strategy to be deployed across emerging and developing countries, co-financing with global Multilateral Development Banks (MDB) and other DFIs.

The new partnership deal between AfDB and ILX, which was signed at the offices of ILX Management in the Netherlands capital Amsterdam, will scale up investments and spur institutional investor capital mobilization for SDGs and climate-focussed private sector projects in the bank's regional member countries.

The cooperation arrangement enables the AfDB to deliver on its ambition to mobilize financial resources from institutional investors to bridge the significant financing gap required to meet its High Five priorities: Light up and Power Africa; Feed Africa; Industrialize Africa; Integrate Africa and Improve the quality of life for the people of Africa.

In addition, the partnership will allow the bank and ILX to support non-sovereign operations in these key priority sectors. Notably, the High 5s are intrinsically linked to the SDGs.

At the same time, the arrangement offers ILX Fund pension fund participants the opportunity to benefit from the AfDB's long-standing track record of successfully investing in key economic sectors across Africa.

All loan investments are SDG or Climate Finance-focussed while offering attractive risk-adjusted returns, combined with robust environmental, social and governance (ESG) safeguarding.

Meanwhile, APG Asset Management, the Netherlands' largest pension provider, together with Achmea Investment Management have committed \$1,050 million to Emerging Market private credit fund ILX Fund I, to invest in four key economic sectors; energy access and clean energy, sustainable industry and infrastructure, inclusive finance and food security.

ILX invests in loan participations arranged by Multilateral Development Banks and other leading DFIs in support of their SDG and Climate focused projects across the Emerging Markets and Developing Economies.

ILX received grant funding in its development phase from: KfW, the German Development Bank, on behalf of the Federal Ministry of Economic Cooperation and Development (BMZ); the Netherlands' Ministry of Foreign Affairs; and the UK Foreign, Commonwealth and Development Office.

They strongly supported ILX's role in mobilising large scale pension fund capital for the leading MDBs and other DFIs in support of their SDG and climate-finance-related investments in emerging markets.

Founder and Chief Executive Officer (CEO) of ILX, Manfred Schepers said his organization is excited about its partnership with AfDB.

"We are delighted to have established this strategic partnership. The launch of this partnership demonstrates AfDB's strong commitment to engage actively with European pension funds, as a key partner in its mobilization effort and contribution to sustainable growth across the African continent.



"We look forward to a long-term partnership with AfDB on behalf of our pension fund investors, which are becoming key counterparts to finance SDG and climate-finance projects across the emerging markets", he said.

Similarly, AfDB's Vice President and Chief Financial Officer, Hassatou N'Sele said "We are very pleased to be partnering with ILX to mobilize institutional capital with a Sustainable Development Goals focus. Our objectives are aligned, and the AfDB has a strong track record of structuring and financing projects with a strong development impact".

Also in her remarks, the Director-General for International Cooperation, Dutch Ministry of Foreign Affairs, The Netherlands, Kitty van der Heijden noted that with this agreement, Dutch pension funds, ILX and the African Development Bank join hands to increase investments in the SDG and climate goals on the African continent.

"A very welcome step, as the challenges in achieving the SDGs, and the need to integrate the global climate commitments in African countries' development pathways, are more urgent than ever", she stressed.

60



Tatiana Meliedje (Cameroun) ; ODD: la banque mondiale veut augmenter sa capacité de prêts de 50 milliards de dollars ; New du Camer, 23 avril 2023.

Pour accéder à l'article : <https://www.newsducamer.com/odd-la-banque-mondiale-veut-augmenter-sa-capacite-de-prets-de-50-milliards-de-dollars/>



61

Il est question à travers cet objectif qui s'étale sur 10 ans, de consacrer davantage de ressources à la BIRD pour faire face aux grands défis mondiaux tels que le changement climatique, les risques de pandémie et la fragilité.

Face aux différents chocs que traversent le monde, il est devenu plus qu'impératif de revoir les modèles d'actions en faveur du développement. Lors des récentes réunions du printemps, la question du financement n'a pas manqué à la table des débats. « Les discussions que nous avons eues cette semaine avec les actionnaires ont permis de faire émerger des progrès quant à la nécessité de parvenir à une plus grande transparence de la dette, d'accroître les financements pour le développement, d'agir plus efficacement sur le climat et de mettre davantage l'accent sur





la vision et la mission du Groupe de la Banque mondiale », a déclaré mercredi son président, David Malpass.

D'après ce haut cadre de l'institution de Bretton Woods, les réunions ont débouché sur des avancées positives. Notamment en ce qui concerne la feuille de route pour l'évolution du Groupe de la Banque mondiale. Ce processus vise en réalité à renforcer la capacité de l'institution à faire face aux nouvelles complexités du développement et à consacrer davantage de ressources aux grands défis mondiaux que sont notamment le changement climatique, les risques de pandémie et la fragilité. Les pays membres; annonce la banque mondiale ont approuvé des mesures susceptibles d'augmenter la capacité de prêt de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD). Il s'agira d'apporter une hausse de 50 milliards de dollars au cours des dix prochaines années. Les mesures proposées comprennent une réduction du ratio minimum fonds propres/prêts de la Banque à 19 %, un instrument pilote de capital hybride et l'augmentation des garanties bilatérales.

Toujours dans cette optique de mobilisation de plus de ressources, les réunions ont permis d'aborder le rôle des capitaux privés au service du développement durable. Notamment les efforts déployés par la Banque mondiale pour mettre au point des instruments financiers innovants qui facilitent l'apport de fonds privés et ses activités de conseil pour maximiser l'accès aux financements et atténuer les risques. Parmi ces innovations, l'émission d'obligations qui reposent sur des approches de financement mixte pour mobiliser des capitaux privés en soutien à des projets de développement durable. Le financement du développement durable est plus que urgent, souligne le doyen du Conseil des administrateurs du Groupe de la Banque mondiale. KOEN Davidse reconnaît que la mise en œuvre des ODD se heurte à de nombreux défis. Bientôt 600 millions de pauvres supplémentaires seront enregistrés si nous ne changeons pas de trajectoire, a-t-il prévenu. « Si nous n'investissons pas davantage dans la lutte contre les changements climatiques et la numérisation, nous risquons de perdre une décennie de croissance» a t-il ajouté.

62



AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE

Christian Brice Elion (Congo) ; Energies renouvelables : la ville d'Oyo dotée d'un centre d'excellence ; AIAC, 23 avril 2023.

Pour accéder à l'article : <https://www.adiac-congo.com/content/energies-renouvelables-la-ville-doyo-dotee-dun-centre-dexcellence-147633>



63

Le président Denis Sassou N'Gesso a inauguré, le 23 avril, le Centre d'excellence d'Oyo pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, en présence de son homologue bissau-guinéen, Umaro Sissoco Embaló, et de plusieurs personnalités qui ont effectué le déplacement du département de la Cuvette.

Fruit de la coopération entre la République du Congo, la compagnie pétrolière italienne Eni et l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (Onudi), le Centre d'excellence d'Oyo (CEO) accueillera les étudiants, chercheurs, enseignants-chercheurs locaux et internationaux.

Le président directeur général d'Eni, Claudio Descalzi, a indiqué que sa société s'est toujours engagée dans son histoire à entreprendre les actions concourant à l'amélioration des conditions de vie de la population.





Avec le CEO, a-t-il renchéri, Eni nourrissait l'ambition de construire une structure de référence en Afrique pour la recherche en énergies renouvelables. L'objectif visé étant non seulement de former les cadres mais aussi de promouvoir l'accès à l'énergie durable à tous.

Selon Claudio Descalzi, ce centre dont les travaux ont été lancés en 2018 par le chef de l'Etat congolais vient renforcer le partenariat avec le Congo tout en contribuant à la transition énergétique du pays. Le complexe est bâti sur un espace de 10000m² pour un coût de 24 millions d'euros dont 6 millions du Congo. L'Union européenne y apportera un financement additionnel de 5 millions d'euros.

L'établissement va orienter ses activités de recherche et de formation sur les thématiques telles le développement des ressources énergétiques renouvelables, l'efficacité énergétique dans l'industrie et le bâtiment, l'eau-énergie-sécurité alimentaire, l'entrepreneuriat et le développement du secteur privé des technologies propres.

« L'opérationnalisation de ce centre est un travail commun entre le Congo, Eni, l'Onudi et d'autres partenaires », a fait savoir le représentant de l'institution onusienne en Afrique centrale, Raymond Tavares, ajoutant que l'Onudi a déjà accompagné l'implantation de huit centres du genre sur le continent africain.

Le Congo dispose d'un potentiel important inexploité d'énergies renouvelables, notamment en matière d'hydroélectricité, de biomasse, d'énergie éolienne et solaire. L'Onudi va apporter un appui technique nécessaire au centre d'excellence d'Oyo au cours des cinq prochaines années.

Dans son discours, la ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique, Delphine Edith Emmanuel, a souligné que l'énergie est le moteur du développement.

« L'inauguration de ce centre qui intervient ce jour, nous permet de témoigner de la place cardinale de l'énergie dans les sociétés humaines et de déclamer l'éloge de l'énergie », a-t-elle dit. Poursuivant son propos, la ministre a précisé que « le projet va générer des emplois et contribuer à l'impulsion et au rayonnement du secteur de la recherche scientifique et de l'innovation technologique au Congo».

64





Denise Kyalwahi (RDC) ; Monde : Ne pas taire la terre pour la survie de l'humanité ; Naturel CD, 23 avril 2023.

Pour accéder à l'article : <http://naturelcd.net/2023/04/23/monde-ne-pas-taire-la-terre-pour-la-survie-de-lhumanite/>



65

Substrat universel, la terre mérite mieux qu'une inattention, mieux qu'une dégradation et sa gestion tout comme sa protection doivent être mis au centre des politiques des États et chacun dans sa parcelle de responsabilité, doit y apporter sa pierre !... Sinon, que deviendra-t-on après la mort de la terre ? La journée internationale dédiée à la terre Nourricière, notre maison commune, nous donne encore la chance de remettre en question tout ce que nous représentons comme danger pour la terre. Elle nous rappelle le reprofilage de notre rôle à jouer pour assurer la survie de la terre, même pendant des moments délicats, où cette terre notre mère, subit les chocs et du changement climatique, et de la pression anthropique.

« Investir dans notre planète » telle est le thème choisi par l'organisation des Nations Unies pour célébrer la journée mondiale de la Terre de cette année 2023. C'est le moment de tout changer – le climat des affaires, le climat politique et « façon dont nous agissons pour le climat. Il est maintenant temps de préserver et de protéger notre santé, nos familles, nos moyens de



subsistance... ensemble, nous devons investir dans notre planète, parce qu'un avenir vert est un avenir prospère... » Parole d'expert du mouvement environnemental « Jour de la Terre ».

A Goma, les aliments (légumes, fruits et céréales) sont plus consommés par la population urbaine. La plupart des ces aliments proviennent des villages environnant la ville et d'autres des pays étrangers à l'Est du pays.

La ville de Goma regorgeant une multitude de la population,(déplacés de guerre, commerçants à la recherche d'un marché stable, des touristes et autres visiteurs), d'où le besoin de beaucoup des renforts alimentaires se présente. Les vendeuses de certains fruits et légumes au marché de KAHEMBE et BIRERE affirment que leurs marchandises proviennent souvent de KIBUMBA, RUTSURU, KIWANJA, MINOVA, UVIRA, IDJWI, KINDU, KALEHE et des pays voisins à l'instar de l'Ouganda, du Rwanda et de la Tanzanie.

La victime

Nourricière, mais perpétuelle victime des activités humaines, la terre mériterait mieux qu'une dégradation.

Pour Zawadi SHAVADE « Les fruits que nous apportons aujourd'hui au marché n'ont pas la même qualité que ceux que nous avions apporté deux ans passés. On pouvait facilement trouver une orange qui pèserait au-moins 300 grammes et une prune de 500 grammes mais aujourd'hui ce n'est pas le cas. Tout ce, parce que les travaux de l'homme pèsent plus sur notre environnement ».

66



Photo @denise-naturel-cd Reagan cultivateur et vendeur des fruits





La guerre

C'est un aspect très peu médiatisé. Mais ça pèse lourd sur la terre : sa productivité, sa disponibilité, sa résistance,...

Les agriculteurs en souffrent énormément car leurs champs fertiles sont dans des zones pour la plupart, sous contrôle des groupes rebelles. Et par conséquent, il « n'y plus assez d'espaces pour faire une bonne culture ». Que ce soit sur le plan variétale, « on n'échange plus des variations des plantes dans nos champs car les endroits où nous pouvions cultiver sont actuellement occupés par des groupes armés. Ils laissent des résidus de leurs armes dans nos champs, ils mettent des trous partout, cela nous empêche de bien travailler notre terre... ». Explique mélancoliquement Reagan, un garçon déplacé de guerre en provenance de KUBUMBA qui a abandonné ses activités champêtres à cause de l'installation des hommes armés dans son champ de famille. Ce jeune homme élève de son état, vend des fruits en ambulatoire dans la ville de Goma et avoue au micro de NATURELCD je cite : « j'avais une grande partie où je plantais différents types de fruits et cela me scolariser avec tous les frères. Aujourd'hui nous avons tous arrêté les études car nous n'avons plus un endroit t'avitailler. Nous mangeons Chaque jour par grâce de Dieu ».

Rareté et prix, une question de calvaire...

La crise qu'engendre la guerre sur la terre, se transmet longitudinalement et verticalement sur la disponibilité des produits des champs. Et automatiquement, la loi de l'offre et de la demande s'explique et s'applique...

En effet, la guerre en cours en RDC, a fait de ce pays un hécatombe alimentaire. Le fonds des Nations unies pour l'alimentation FAO cité par le haut commissariat pour le réfugié HCR, indique que plus de 26 millions de Congolais n'ont pas d'accès à la nourriture et subissent en conséquence, les effets de l'insécurité alimentaire. Une réalité très évidente parce que les zones en potentielle production sont celles qui sont sous contrôle des groupes rebelles. Depuis Juin 2022 que les hostilités entre le M23-RDF et les FARDC ont pris une tournure inquiétante, les prix des plusieurs denrées alimentaires ont doublé voir triplé sur le marché. Une mesure du haricot est passée de 1200 FC à 5000, un fruit (prune) est passé de 100 FC à 200 FC, le maïs (grain) est passé de 700 à 2000 FC, le blé est passé de 2000 à 4000 FC même chose pour l'éleusine, alors qu'une mesure de sésame est passé de 6000 à 12000 FC,... ce prix a impacté négativement la fréquence et la quantité des repas dans les ménages de Goma qui pour la plupart sont des gagne-petit.

« Avec mes 9 enfants, je ne me limite aujourd'hui qu'à leur donner de la bouillie. Parce que je ne parviens plus à leur trouver les nécessaires comme ce fut le cas avant la guerre,... » témoigne Balthazar NGOYO, un quadragénaire. « Aujourd'hui, poursuit-il, un tas de patate douce que nous payions à 500 FC, revient à 1000 voire 2000 FC. Or, avec ma famille, j'ai besoin de 4 tas pour me rassurer que les enfants seront rassasiés... mais où puiser tout cet argent journalièrement, quand on sait que même les routes qui nous facilitaient de gagner quelque chose sont bloquées par les rebelles ? Voyez vous-mêmes combien c'est dur... » se désole-t-il.

67



Photo@denise-naturel-cd: les fruits importés

Par ailleurs, quand bien même la nourriture est rare, ceux qui en trouvent difficilement et entretiennent des dépôts, en payent aussi le lourd tribut... Ils n'ont plus assez de clients comme avant, et ils ont choisi de se tourner vers les camps des déplacés auprès de qui ils rachètent à un prix abordable les nourritures issus des dons des organisations humanitaires...

« Notre travail de commercialisation des vivres est devenu si compliqué. Imaginez, toutes les routes débouchant des lieux d'approvisionnement sont coupées. Et le peu de nourritures dont nous disposons dans nos magasins pourrissent faute des clients... Nos clients datant ont fui le prix exorbitant des denrées alimentaires. Nous avons appris qu'ils préfèrent aller acheter à bas prix, la semoule vendue par les déplacés dans les différents camps qui avoisinent la ville... », déroule Chantal KANYERE, responsable d'un dépôt des vivres au centre-ville de Goma.

Le climat, un autre fléau...

La terre est dégradée suite aux effets du changement climatique, « il n'y a plus de trois mois où nous avons connue une érosion dans le village où je cultivais le maracouja. Le sol a connu un éboulement et je n'avais plus rien comme plante dans mon champ et la grande partie qui est ravagée par l'eau n'est plus récupérable. Et si je suis ici c'est juste pour me reposer, je ne sais plus que faire, je me suis habitué à l'agriculture et à l'élevage des petits bétails. Ma femme et mes enfants sont tous au site des déplacés au camp Don Bosco. Je suis allé le dire au chef du village il n'a pas eu de réponse à me faire. J'ai tout perdu, aujourd'hui je n'ai ni maison d'habitation ni champ pour subvenir aux besoins de ma famille. J'imploré notre gouvernement de songer aussi aux gens qui sont victimes des phénomènes naturels ou des effets du changement climatique, car beaucoup de champ prennent feu dans notre village sans pour autant connaître l'origine. Et cela

conduit à une perte énorme pour nous les agriculteurs car nous n'avons pas de voix »... regrette Jérôme NDASHIMIYE, déplacé vivant à KIBATI.

Kibati comme Kibumba, ces villages situés à quelques kilomètres au Nord de Goma en territoire du Nyiragongo, subissent souvent en temps pluvieux, des coulées boueuses générées par les hautes collines Rwandaises avec lesquelles ils partagent les limites. « Toutes les fois qu'il pleut, il y a éboulement au Rwanda. Et cette terre boueuse qui coule avec les eaux de pluie, vient souvent engloutir nos cultures et nos récoltes sont réduites à zéro... c'est un phénomène récent parce qu'auparavant nous ne connaissions pas ça »... nous expliquait il y a quelques mois, Kanane Basabose, agriculteur basé à Kibumba.

« Même le cycle des pluies est déjà perturbé. Et c'a des effets sur la production... », continue-t-il. Il y a moyen que les dirigeants de la RDC et du Rwanda trouvent une alternative à ce problème qui nous met en mal, veut-il.

En revanche, le changement climatique qui se fait déjà sentir dans le monde agricole par la perturbation des saisons, a fait des nouvelles apparitions pathologiques chez les plantes. Dans le territoire de Rutshuru par exemple, les trois dernières saisons ont été malheureuses pour la culture du maïs. « Nous connaissons depuis un temps, l'apparition d'une nouvelle espèce d'insectes qui attaquent le maïs surtout quand la sécheresse frappe fort. Cela a déjà occasionné une baisse de la production. Nous pensons que ça vient avec le changement climatique parce que dans le temps, nous n'avions jamais connu de problème pareil... », explique Vianney Watsongo, lauréat 2021, du prix Georges Atkins, de radio Rurale Internationales, prix venus couronner ses efforts à accompagner les pays paysans.

Dans un contexte dans un premier temps irrésistible, les agriculteurs doivent agir (avec audace), innover (largement) et mettre en œuvre (équitablement) des stratégies nouvelles d'adaptation. Tous les acteurs sont concernés : « les entreprises, le gouvernement, les citoyens – tout le monde est responsable de notre support de vie pour nous et nos enfants ! », laisse entendre l'ONU à l'occasion de la journée dédiée à la terre.

La mauvaise qualité...

Tout le monde, sinon nombreux le savent : la qualité des produits vivriers dépend toujours des procédures qui ont accompagné leur production, de la culture de la terre en passant l'entretien des plantes jusqu'à leur commercialisation. Il est assez souvent conseillé de privilégier les aliments biologiques, issus d'une production saine, sans usage d'engrais ni de pesticides...

Mais c'est devenu presque impossible : parce que d'un côté, pour faire face aux déficits terriens, l'on recours à l'agriculture intensive, qui elle aussi fait appel à l'usage des engrains chimiques, des pesticides, des variétés génétiquement modifiées,... et c'est ce que font le Rwanda, l'Ouganda et la Tanzanie, pourtant trois des pourvoyeurs en fruits de la RDC. Mais en RDC, leurs produits sont autant désavoués par des citoyens informés des effets de ces genres des produits sur la santé.



« Les professionnels de santé ne cessent d'alerter sur les conséquences des aliments génétiquement modifiés ou les cultures faites à base d'engrais chimiques. Dans l'un ou dans l'autre, les spécialistes sont unanimes sur la toxicité des produits et les répercussions négatives sur la santé humaine. Malgré l'absence de statistiques officielles, les victimes qui se comptent actuellement dans le pays, le développent des maladies cardiovasculaires, le diabète, entre autres, suscitant l'inquiétude des chercheurs agronomes qui ont voulu garder l'anonymat », n'ont cessé d'alerter les chercheurs.

Le bémol dans tout ça c'est que : « Ces fruits importés sont moins chers. Nous les revendons à un prix abordable par rapport aux fruits bio produits localement dans notre pays ayant beaucoup de vitamine » rapporte Madame SUZIKI vendeuse des fruits au marché de Birere.

Madame SUZIKI revient encore : « avant, on savait s'il a plu pendant telle période, donc nous aurons affaire à la récolte de tel ou tel autre fruit... Mais avec ce changement, nous n'arrivons plus à reconnaître... » un argumentaire qui soutient que la perturbation des saisons, ne s'est pas fait accompagner d'une mise à jour susceptible de laisser les citoyens avoir le contrôle des moments caractéristiques saisonniers.

Guerre, routes, climat, OGM...

70

La dégradation et l'indisponibilité des terres ne font plus le seul problème. Il y a aussi le climat, les routes et l'insécurité qui s'invitent. Suite à l'activisme des groupes armés dans les bassins de production, l'Etat Congolais s'est plusieurs fois senti en difficulté de tracer, et / ou entretenir les routes de desserte agricole. Ce qui fait que même la marginale production obtenue grâce au management de certains agriculteurs courageux, pourrit sans avoir jamais atteint les centres de consommation, ce qui malheureusement fait que les populations recourent toujours aux organismes génétiquement modifiés OGM.

« Au début je vendais seulement des fruits bio en provenance de KIBUMBA, MINOVA, RUTSURU et IDJWI. Mais actuellement je commence à mélanger car il y a des périodes où je manque ces fruits bio... » laisse entendre SUZIKI, cette vendeuse des fruits depuis deux décennies.

« Plusieurs fois nous recevons nos produits déjà dégradés, car les chauffeurs prennent du temps pour nous les ramener du champ après récolte jusqu'ici au marché. Et cela nous pénalise. En cours de route il y a plusieurs barrières où on doit payer des taxes... tout cela nous décourage et nous pousse à aller vers les aliments en produits chimiques venant d'autres pays qui sont moins chers »... regrette-t-elle.

« Nous avons un seul message aux autorités qu'elles nous aident à ramener la paix chez nous, car nous avons des terres arables pleines d'engrais naturels qui peuvent nourrir même tout le pays » Ajoute t-elle.





Une nécessité pour le gouvernement Congolais

Avec 80 millions d'hectares de terres arables, 4 millions de terres irrigables, dont seul 1% est valorisé, les autorités congolaises devraient se remettre en question, surtout dans leur manière de s'intéresser à la gestion du secteur agricole. Il est inacceptable que dans un tel potentiel agricole et où l'agriculture paysanne occupe 70% de la population active, plus de 26 millions d'âmes croupissent sous le joug de l'insécurité alimentaire.

La journée de la terre...

Occasion de réinterroger chacun le rôle qu'il a à jouer dans la dégradation, la conservation ou la mise en valeur des terres, la journée internationale de la terre nourricière a été instituée vers les années 1970, décennie pendant laquelle la protection de l'environnement n'était toutefois pas une priorité de l'agenda politique de plusieurs États du monde.

La Conférence des Nations Unies sur l'environnement de 1972 à Stockholm, en Suède, aussi connue sous le nom de « Conférence de Stockholm », a marqué le début d'une prise de conscience mondiale de l'interdépendance entre les personnes, les autres espèces vivantes et notre planète. Elle a aussi été à l'origine de la proclamation de la Journée mondiale de l'environnement le 5 juin, ainsi que de l'instauration du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE).

En 1992, le Sommet de la Terre de Rio de Janeiro a été la première grande conférence des États axée sur le développement durable. Au cours de la conférence, plus de 178 gouvernements ont adopté différentes initiatives politiques concernant l'environnement, comme le Programme d'action pour un développement durable Action 21, la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement et la Déclaration des principes, non juridiquement contraignants mais faisant autorité, pour un consensus mondial ; sur la gestion, la conservation et l'exploitation écologiquement viable de tous les types de forêts.

Dès lors, les efforts de conservation de l'environnement ont connu une croissance exponentielle et d'autres initiatives centrées sur cet enjeu en tout cas de taille.

Aujourd'hui, parlant de la terre, les thématiques abordées visent toujours à promouvoir une approche holistique, pour parvenir à un développement durable qui soit en harmonie avec la nature, en échangeant différentes expériences nationales notamment en ce qui concerne les critères et indicateurs à prendre en compte pour en mesurer les avancées.

En tout état de cause, la journée dédiée à la terre Nourricière « illustre l'interdépendance qui existe entre l'être humain, les autres espèces vivantes et la planète sur laquelle nous vivons tous », martèle ainsi l'ONU. Cette organisation estimé par ailleurs, qu'il est plus important qu'en cette journée de la terre, « nous insistions sur le passage à une économie plus durable, qui bénéficie à la fois à l'humanité et à la planète ». Eh bien, « Assurer une harmonie avec la nature et la Terre n'est plus uniquement souhaitable, mais nécessaire », insiste l'ONU.

Il n'y a pas alors que l'ONU qui dans ce contexte, lance des messages à la protection de la terre. "Picture a Better Planet" invite tout naturellement elle-aussi, à la « mobilisation artistique et

71





intellectuelle » en faveur de la terre. Ainsi, tous : artistes, écrivaines, scientifiques... doivent se mobiliser dans une dynamique « d'initiatives créatives et cultivées » et chacun dans sa parcelle de responsabilité, doit agir en faveur de la protection de la terre.

Prendre soin des sols

Jeune Afrique, a publié en Février 2023, certains résultats de recherche sur la dégradation du sol africain. Le centre de recherche sur l'agriculture et le développement CIRAD, rappelle aussi l'urgence qu'il y a en ces jours, de mettre en place des systèmes agricoles durables, fondés sur la diversification des cultures et la transition agroécologique, une transition défendue notamment par l'Alliance pour l'agroécologie en Afrique de l'Ouest (3AO), plateforme constituée d'organisations paysannes, des syndicats agricoles, d'instituts de recherche et d'ONG, soutenus par la la communauté des États d'Afrique de l'Ouest CEDEAO.

Le désert et l'agriculture,... une dichotomie

L'Afrique Subsaharienne est aujourd'hui hantée par l'avancée du désert, alors que le continent a besoin de faire feu de tout bois pour créer des emplois, alternative holistique pour endiguer la mort en cascade des milliers de migrants pour la plupart des jeunes, qui perdent la vie dans la Méditerranée en tentant de relier l'Europe fuyant la faim et le chômage. Pourtant l'avancée du désert et le changement climatique s'affichent comme un revers de la médaille face à l'alternative agricole, comme panacée à la crise. L'enjeu est de taille, qu'il suscite d'importants questionnements : Que Fera-t-on pousser demain en Afrique, dans la région du Sahel tout particulièrement ? Quelles sont les solutions locales et durables pour adapter l'agriculture au changement climatique ? Comment augmenter la sécurité alimentaire des populations ? Quelles sont les alternatives pour un régime plus riche en nutriments, protéines et fer notamment ? Les réponses sont nombreuses mais méritent une conjugaison d'efforts et une question décharges et de compréhension mutuels entre États. Car si tel pourrait être le cas, le différend qui oppose l'Égypte à l'Ethiopie suite au méga barrage de la Renaissance n'en serait pas un !

Docteur en sciences agronomiques et membre du panel international d'experts sur les systèmes alimentaires durables Ipes-Food, Émile Frison soutient que la question des sols est cruciale pour l'avenir : « Dans le passé, on a accordé peu d'attention à la santé et à la biologie des sols. On a traité les sols comme un substrat pour les plantes, alors qu'ils sont des organismes vivants, capables de puiser en profondeur et de rendre les nutriments disponibles pour les plantes à travers les microbes, les champignons, les bactéries et autres vers de terre ».

Pourtant le narratif doit évoluer. Le cas d'espèce du conflit Egypto-Ethiopien devrait inviter une répartition des compétences : par exemple, laisser l'Egypte produire et l'Éthiopie transformer... Quoi qu'il en soit, la question de survie des terres est une affaire d'Etats... car sans terre aucun État n'existe. Mais sans États ni être, la terre était.

72

Tatiana Meliedje (Cameroun) ; L'UE fixe de nouvelles règles sur les produits issus de la déforestation ; News du Camer, 24 avril 2023.

Pour accéder à l'article : <https://www.newsducamer.com/lue-fixe-de-nouvelles-regles-sur-les-produits-issus-de-la-deforestation/>



73

Les contrevenants pourraient payer des amendes allant jusqu'à 4% de leur chiffre d'affaires.

Fin 2022, le parlement européen a adopté la loi anti-déforestation interdisant l'importation dans la zone de l'Union européenne (UE), des produits issus de la déforestation. Les produits concernés étaient au départ constitués du soja, de la viande de bœuf, l'huile de palme, le bois, le cacao, le café, ainsi que certains produits dérivés comme le cuir, le chocolat et les meubles. Le caoutchouc a ensuite été introduit sous la pression de certaines ONG à l'instar de Greenpeace. Les parlementaires avaient ainsi élargi la gamme de produits concernés. Ce qui a particulièrement visé





le Cameroun où la culture de l'hévéa est citée comme un facteur majeur de la déforestation. Le pays a perdu l'équivalent de 183 km² de forêt en 10 ans. Soit 3 fois la surface Yaoundé.

Ce mois d'avril, un nouvel aménagement a été apporté sur cette loi par le parlement européen. La loi indique qu'un importateur dont les produits tomberont sous le coup de l'interdiction, sera refoulé du territoire européen. Il sera par ailleurs exposé à payer des amendes pouvant aller jusqu'à 4% du chiffre d'affaires réalisé en Europe par l'opérateur ou le négociant concerné. La mesure concerne les forêts asiatiques, africaines ou américaines. La loi applicable pour tout produit cultivé après le 31 décembre 2019. « Quand vous allez importer, par exemple du café ou du chocolat dans l'Union européenne, vous allez devoir montrer qu'il n'est pas issu d'hectares qui ont récemment fait l'objet de déforestation. Les douaniers Européens vérifieront en regardant les photos satellites des coordonnées qui ont été procurées, si oui ou non, il y avait une forêt tropicale à l'endroit d'où est issu le café ou le chocolat », précise Pascal Canfin, Eurodéputé Renew, et Président de la Commission Environnement au Parlement de Strasbourg.

« Ce n'est qu'un premier pas », commente Greenpeace. Pour cette ONG, la nouvelle directive exclut des écosystèmes tels que la savane, et omet de viser les banques européennes qui financent des projets destructeurs de forêts. Mais c'est tout de même une avancée à encourager. Car, le World Wild Fund for nature (WWF) souligne que l'Europe a contribué, via ses importations, à environ 16% de la déforestation mondiale. Les deux tiers proviennent de la culture du soja et d'huile de palme.

Le Cameroun quant à lui concentre environ 40% de ses produits de rente vers l'Union Européenne. Le pays est à ce jour engagé dans un processus de révision de ses procédures de culture et d'exportation des agrumes, ainsi que sa réglementation contre la pêche illicite et non-déclarée.



Afrik 21

Boris Ngounou (Cameroun) ; AFRIQUE : le WRI mobilise 100 M\$ pour restaurer les forêts dans cinq pays ; Afrik 21, 25 avril 2023.

Pour accéder à l'article : <https://www.afrik21.africa/afrique-le-wri-mobilise-100-m-pour-restaurer-les-forets-dans-cinq-pays/>



75

Le World Resources Institute (WRI), une cellule de réflexion américaine spécialisée dans les questions environnementales, vient d'obtenir un financement de 100 millions de dollars, soit 59,8 milliards de francs CFA. Les fonds serviront à encourager la plantation d'arbres dans le bassin du lac Kivu et de la rivière Rusizi, située à cheval entre la République démocratique du Congo, le Burundi et le Rwanda, ainsi que dans la ceinture de cacao au Ghana et la grande vallée du Rift au Kenya.

Engagé dans la restauration de l'environnement, le World Resources Institute (WRI), vient de mobiliser 100 millions de dollars, (59,8 milliards de francs CFA), auprès d'Audacious Project, une initiative de financement collaboratif soutenue par des organisations philanthropiques de premier plan comme les fondations Bill & Melinda Gates, l'organisation caritative Emerson Collective et la Fondation Skoll.

« Les fonds serviront à encourager la plantation d'arbres dans le bassin du lac Kivu et de la rivière Rusizi, située à cheval entre la République démocratique du Congo (RDC), le Burundi et le Rwanda, ainsi que dans la ceinture de cacao au Ghana et la grande vallée du Rift au Kenya », indique le WRI





dans un communiqué publié le 17 avril 2023. Étendu sur la période allant de 2024 à 2028, ce projet de reboisement contribuera à l'atteinte des objectifs de l'AFR100 (African Forest Landscape Restoration), une initiative lancée par l'Union africaine (UA) pour la restauration de 100 millions d'hectares (soit 1 million de km²) de paysages dégradés et déboisés, d'ici à 2030.

L'AFR100 est conduit par l'agence du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (New Partnership for Africa's Development, NEPAD), de l'Union africaine, en partenariat avec 27 pays participants. Pour sa réalisation, l'initiative lancée en 2015 a besoin d'un financement total de 500 millions de dollars. Un financement qui tarde à être bouclé, malgré les engagements des États.

En septembre 2018, deux pays se sont engagés à restaurer une superficie combinée de 19,6 millions d'hectares de terres afin de réaliser l'objectif de 100 millions d'hectares. Il s'agit du Burkina Faso (5 millions d'hectares) et de la République du Soudan (14,6 millions d'hectares). Des engagements pris à la suite de ceux du Togo (1,4 million d'hectares) et de la Tanzanie (5,2 millions d'hectares).



Dr. Zeina Abdel Aziz Mounir (Egypte) ; Développement urbain et absence de justice environnementale dans le monde arabe ; Green future, 26 avril 2023.

Pour accéder à l'article : <https://greenfue.com/%D8%AF-%D8%B2%D9%8A%D9%86%D8%A9-%D8%B9%D8%A8%D8%AF-%D8%A7%D9%84%D8%B9%D8%B2%D9%8A%D8%B2-%D9%85%D9%86%D9%8A%D8%B1-%D8%A7%D9%84%D8%AA%D9%86%D9%85%D9%8A%D8%A9-%D8%A7%D9%84%D8%B9%D9%85%D8%B1%D8%A7%D9%86/>



77

اتجاهات ومعدلات التنمية العمرانية في العالم العربي، تكشف أن المنطقة العربية واحدة من أكثر المناطق في عدد سكان الحضر في العالم، ففي الستينيات من القرن الماضي، بلغ عدد سكان الحضر في الشرق الأوسط حوالي 35% من إجمالي سكان المنطقة وفقاً لإحصاءات البنك الدولي.

حالياً يعيش حوالي 64% من سكان العالم العربي في المدن والمراكز الحضرية. وهو ما يتجاوز المتوسط العالمي البالغ 55%. وفقاً لتقديرات البنك الدولي - ومن المتوقع أن يزداد عدد سكان المدن والمناطق الحضرية بنسبة 75% بحلول عام 2050.

بالإضافة إلى الزيادات الديموغرافية الطبيعية، كان التركيز المتزايد للسكان العرب في المدن والبلدان الرئيسية على مدى العقود القليلة الماضية بسبب عوامل الجذب التي جذبت السكان من المناطق الريفية إلى المناطق الحضرية مثل توافر فرص العمل وخدمات البنية الأساسية والمرافق. تشوّهات التنمية العمرانية في العالم العربي



إلا أن الورقة التي سار عليها التوسيع العماني في العالم العربي غير متماثلة، في مصر على سبيل المثال، كان التوسيع الحضري بطبيعةً على مدار السبعين عاماً الماضية، حيث ارتفع بشكل متواضع من 31% في عام 1950 إلى 43% في عام 2020، وعلى النقيض من ذلك، زاد التحضر بسرعة أكبر بكثير من 42.3% إلى 88.9% خلال نفس الفترة.

لبنان

وعلى عكس مصر لم يتبع التوسيع الحضري في لبنان اتجاهه خطياً، لكنه شهد طفرات خصوصاً تلك التي حدثت في أعقاب الحروب الإقليمية والوطنية في الثمانينيات والتسعينيات والعقد الأول من القرن الحادي والعشرين وفقاً لتقديرات البنك الدولي.

تعكس عملية التحضر السريع في انتشار المشاريع الحضرية العملاقة والمجمعات السكنية ومراكز التسوق والمطارات والموانئ والطرق السريعة في المنطقة العربية.

في هذا الصدد من عام 2006 إلى عام 2016، تضاعف إنتاج الأسمدة تقريباً في البلدان الرئيسية المُنتجة للأسمدة في المنطقة، مثل المملكة العربية السعودية (من 27 إلى 61 مليون طن (ومصر) 29 إلى 55 مليوناً (وتركيماً) من 47 إلى 77 مليوناً) التوسيع الحضري و معضلة العدالة الاجتماعية

من المؤسف أن هذا التحول السريع في التطور العماني والحضري في المنطقة العربية لم يأخذ في الاعتبار ندرة الموارد الطبيعية التي تعاني منها المنطقة العربية من خلال الاستخدام الفعال للموارد الطبيعية بما يضمن تحقيق العدالة البيئية و التنمية المستدامة.

78

وبدلاً من ذلك، أدت عملية التنمية العمانية المتتسعة إلى تفاقم التفاوت بين النمو السكاني وندرة الموارد الطبيعية والمرافق الضرورية لتقديم الخدمات الأساسية للسكان.

كذلك أدى التحول إلى الحياة الحضرية وتركيز الاستثمارات في قطاعات اقتصادية محددة (مثل السياحة والعقارات) إلى تفاقم المشاكل الحضرية المتمثلة في التنمية الإقليمية غير المتناسبة والمترادفة على الأراضي والتشوهات العمانية والتفاوتات الاجتماعية.

(Gated communities) في هذا الصدد، أصبح الأغنياء فقط هم من يتحملون عزل أنفسهم خلف مجتمعات صغيرة مسورة، بينما يعيش محدودي الدخل في أحياط فقيرة تنقصها الخدمات والمرافق الأساسية التي تستوفي الحد الأدنى من جودة الحياة السياسات النيوليبرالية غير الرشيدة

فإن المجمعات السكنية المغلقة المسورة هي النتيجة الأكثر وضوحاً للسياسات النيوليبرالية غير الرشيدة في عدد من البلدان العربية والتي أدت إلى إثراء المستثمرين المحليين والأجانب وفرض واقع عماني مشوه واغتراباً وتفككاً في الهوية العمانية والمجتمعية في عدد لا يأس به من المدن العربية.

في هذا السياق الحضري الجديد في المدن العربية، تتفاوت أشكال التميز الظبيقي والتراطبية الاجتماعية التي تحددها المجالات العمانية قبل أي مؤشر آخر، فأصبح و كأن المدن العربية منقسمة إلى مدن أصغر : واحدة للطبقات المتوسطة والعليا الذين يستطيعون عزل أنفسهم في مجمعات سكنية راقية بحثاً عن أحدث سبل الحياة العصرية بعيداً عن ضوضاء وتلوث مجتمعات خارج أسوار المجمعات السكنية الراقية، وأخرى للطبقات الفقيرة والمهمشة الذين يعانون من غياب أو المستويات المتدنية في





الصحة والتعليم والتنمية المحلية، ولا يستطيعون اجتياز أسوار المجمعات السكنية الراقية إلا عن طريق شغل بعض الوظائف- غالباً الدنيا- من أجل الإبقاء على دفع عجلة التمدن داخل هذه المجمعات السكنية
التوسيع الحضري وغياب العدالة البيئية

هذا التوسيع العمراني المشوه لا يعكس فقط التمايز الطبقي داخل المدن العربية ولكن يعكس أيضاً صور عدم العدالة البيئية، غالباً ما تكون العشوائيات أو الأحياء المهمشة مكاناً للتخلص من ملوثات المدن بما في ذلك النفايات السائلة الصناعية والنفايات الضارة، غالباً ما تكون الأرض التي تتوارد عليها هذه الأحياء متدهورة من الناحية الإيكولوجية أو غير آمنة من حيث كونها أكثر عرضة للمخاطر البيئية كالفيضانات (على سبيل المثال، تم تصنيف الأحياء الفقيرة في منشية ناصر والدويبة من قبل الأمم المتحدة بأنها مناطق غير آمنة، بسبب تعرضها للتلوث الصناعي، ووقوعها في مناطق معرضة للفيضانات أو الانهيارات الصخرية).

بالإضافة إلى ذلك، مع الاضطرابات السياسية والأمنية في بعض أجزاء العالم العربي مثل سوريا ولبنان واليمن، أصبحت العشوائيات والأحياء المهمشة هي المستقبل الرئيسي لللاجئين، فمثلاً يعيش أكثر من ثلث اللاجئين السوريين في مستوطنات غير رسمية في سهل البقاع في شرق لبنان ويعاني سكان هذه العشوائيات من رداءة نوعية المساكن، وظروف بيئية غير مستقرة، ومخاطر صحية ملحوظة.
سياسة الاحتواء لا تقتضي على الأسباب الهيكلية

صحيح يوجد قدر كبير من الجهود الحكومية سواء على مستوى رسم السياسات العامة أو إصدار التشريعات من أجل إجراء إصلاحات بيئية وعمرانية في المنطقة العربية، إلا أن تركيز الكثير من هذه السياسات العامة والتشريعات على إدارة المخاطر البيئية، واحتواء الأزمات، بدلاً من القضاء على الأسباب الهيكلية للتلوث العمراني، وما يرتبط بها من غياب العدالة الاجتماعية والبيئية أدى تدهور البيئة الحضرية والعمرانية في المجتمعات العربية، وما يصاحبها من مدلولات أخلاقية واجتماعية وبيئية.

79



Marthe Akissi (Côte d'Ivoire) ; Bianouan, les malades invisibles du mercure ; Le Grand Reportage Radiodiffusion Télévision Ivoirienne (RTI), 27 avril 2023.

Pour accéder au reportage : <https://youtu.be/v-mlm9WghsA>



Le fleuve Bia , l'un des symboles du sud-est de la Côte d'Ivoire semble s'écouler paisiblement depuis de longs siècles. Mais aujourd'hui, l'activité minière illégale dans la zone contamine cette source où près de 50 mille habitants tirent une bonne partie de leur alimentation.

« Bianouan : les malades invisibles du mercure », c'est un grand reportage signé Marthe Akissi.



Eric Ojo (Nigeria) ; African Countries Need More Climate Investments – AfDB ; African Examiner, April 27th, 2023.

80

To access the article : <https://www.africanexaminer.com/african-countries-need-more-climate-investments-afdb/>



African Development Bank (AfDB) has said that to combat climate change and support green growth, African countries need more climate investments to achieve their national targets for emissions reductions and adaptation to the impacts of climate change.





Africa, the continent that pollutes the planet the least, is today one of the world's most vulnerable to climate risks.

In a statement made available to the media, the bank, which is Africa's foremost development finance institution, however expressed optimism on the potential for increase in the climate finance in the continent.

The bank also noted that the private sector has the potential to bring enormous additional resources to African countries to help them meet their national targets for reducing emissions and adapting to climate change impacts.

According to the statement, the AfDB based its view on a dataset of global private resources. "Private equity funds under management reached a record \$6.3 trillion in 2021, while global pension fund assets in the 22 largest markets hit a new high of \$56.6 trillion by late 2022", the statement added.

It is the reason the bank has made mobilizing private sector financing for climate and green growth the centerpiece of its 2023 Annual Meetings scheduled for 22-26 May in Sharm El Sheikh, Egypt.

The meetings will discuss successful strategies to galvanize more resources, including within Africa, and investment opportunities in renewable energy and sustainable agriculture. The bank's Governors, representing its shareholders, will be joined by global experts and development financiers to discuss the matter of a new architecture for mobilizing resources for sustainable investment in Africa.

This will include how to make African countries' rich natural capital to finance climate and green growth. About a dozen heads of state and government are expected to attend.

While nations across the continent grapple with financing constraints, resources from the international private sector, including multilateral development financiers such as the AfDB, are helping to catalyze climate action and green growth.

For the bank, greater involvement of the private sector is crucial to closing the gap in climate finance flows into Africa, which until recently, was dominated by non-private actors. For example, of the \$29.5 billion invested in African climate finance in 2020, only 14 percent was from private actors.

This is significantly lower than comparable regions such as Latin America and the Caribbean (49 percent), East Asia and the Pacific (39 percent) and South Asia (37 percent). Besides, these limited funds covered a small number of African countries with relatively developed financial markets, such as South Africa, Nigeria, Kenya, Morocco, and Egypt, which alone attracted \$4.2 billion.

Notably, the bank has begun providing solutions. It is implementing mechanisms to facilitate and channel access to global climate finance, particularly from the private sector. It has also launched programs to mitigate risks and barriers to private sector participation in climate finance and green growth in Africa.



The bank has committed to mobilize \$25 billion by 2025, representing 41 percent of its total funding commitments.

One example of its work is the Sustainable Energy Fund for Africa, whose objectives are aligned with its High Five strategic priorities, particularly “Light up and Power Africa” and “Improve the Quality of Life for the People of Africa.” This facility provides technical assistance and concessional finance instruments to remove market barriers.

In 2022, for example, Togo benefited by nearly \$4 million, while in January 2023, SEFA provided a \$1 million grant for green mobility in Africa to seven countries: Kenya, Morocco, Nigeria, Rwanda, Senegal, Sierra Leone and South Africa. Still, the African Development Bank believes it can go further.

Since 2018, the AfDB is the sole multilateral development institution to dedicate more than half of its financing to climate adaptation and mitigation.

As Africa’s foremost development finance institution, the bank has significantly increased its commitments to climate finance since the 2015 United Nations Climate Change Conference (COP 21) in Paris.

Following the expiry of its Second Climate Change Action Plan after COP21, it has launched a more comprehensive and ambitious strategic framework on climate change and green growth. This includes a climate policy and long-term strategy, covering 2021 to 2030, together with a Third Action Plan for 2021-2025.

The bank committed 9 percent of its total finance to climate in 2016. Since then, it has put much more wind in its sail, increasing it to 28 percent in 2017, 32 percent in 2018, 36 percent in 2019, 41 percent in 2021 and 45 percent in 2022, thus exceeding its initial 40 percent target over the last two years.

In 2020, it allocated 34 percent of its approvals to the fight against climate change, lower than the previous year, due to its having to redirect its investments in response to the Covid-19 pandemic.

82

More than half of the AfDB’s investments committed to adaptation financing

Very much aware that climate adaptation is a priority for Africa – home to 9 of the world’s 10 most vulnerable countries to climate change – the bank increased its contribution to adaptation finance, in line with its goal of achieving parity between climate change adaptation and mitigation by 2020. It reached this 50 percent target in 2018 and then significantly exceeded it when it allocated 55 percent of its climate finance to adaptation in 2019, 63 percent in 2020, and 67 percent in 2021. In 2022, the share of climate finance allocated to climate finance was 63 percent respectively.

During the 76th session of the UN General Assembly held in September 2021, Secretary-General António Guterres lauded the bank’s leadership on climate adaptation as an example to follow.

“The AfDB set the bar in 2019 by allocating half of its climate finance to adaptation. Some donor countries have followed their lead. All must do so”, he stressed,



Albert Oppong-Ansah (Ghana); Climate crisis : Ghana's food production projected to dip ; 27 april 2023.

To access the article : <https://gna.org.gh/2023/04/climate-crisis-ghanas-food-production-projected-to-dip/>

Accra, April 26, GNA-Ghana's food production may drop this year and beyond due to the impact of climate change, Mr Bryan Acheampong, the Minister of Food and Agriculture has indicated.

He explained that the long dry spells, floods and increase in temperature, which were impacting the country's agriculture sector that was rain-fed, may lead to a one per cent to 2.5 per cent decline in the sphere's contribution to gross domestic product.

The Minister disclosed this in a speech read for him by Alhaji Mohammed Hardi Tufeeiru, a Deputy Minister of Agriculture, at the opening of the sub-Saharan knowledge exchange conference, in Accra on Wednesday.

He noted that a decline of about seven per cent in food production could lead to food insecurity, poverty, and malnutrition.

The conference was organised by the International Water Management Institute (IWMI) and partners under the theme, "Investing in Farmer-Led Irrigation Development in Sub-Saharan Africa".

The two-day event is jointly sponsored by the USAID-funded Innovation Lab for Small-Scale Irrigation (ILSSI), the CGIAR Initiative on West and Central African Food Systems Transformation, the World Bank and Water and Energy for Food.

It will also explore strategies for addressing remaining barriers and gaps through new knowledge and investment actions in the next five years.

Mr Acheampong said the climate crisis posed a serious threat and needed to be addressed through a number of initiatives, particularly harnessing the potential of irrigation to cope with the impact of the climate crisis.

He stated that though the government had undertaken a number of programmes to strengthen and boost the sector, more initiatives were needed to address emerging issues, especially the climate crisis.

"This is where we need the continuous support from businesses, development partners, research and academia and other stakeholders to build climate-resilient food system transformation," he said.

Dr Olufunke Cofie, the Country Representative – Ghana, Regional Representative – West Africa, IWMI, said research and practice had proven that dry season irrigation could more than double the yields of farmers.

She, however, said land under irrigation cultivation in the continent was below 10 per cent and called for the need to take steps to increase it.

"When farmers are adequately empowered with better market access and all other resources their modest investment will result in substantial gains for themselves and other actors on the value chain," Dr Cofie said.

83





She called for more investment in farmer-led irrigation systems to build climate resilience for smallholder farmers and transform food systems to support healthy diets.

Mr Lorenzo Carrera, the Sustainable Development Sector Leader, at the World Bank office in Ghana, reiterated that the agricultural sector was highly vulnerable to climate variability and change, as the sector was primarily dependent on rainfall.

He said erratic precipitation patterns had severe consequences for productivity as only two per cent of the country's irrigation potential was in use.

Mr Carrera said investing in irrigation infrastructure and access to reliable water for agriculture would make a substantial difference in the country's climate resilience as well as boost production opportunities and livelihoods for smallholder farmers.

Ms Amber Lily Kenny, Feed the Future Coordinator, noted that research and application had shown that there was a high potential for irrigated vegetable production in the country.

She said about 700,000 smallholder farmers in the country were ready to embrace small-scale irrigation over the next 10 years to build resilience to the climate crisis.



84

Marcus Koudj (Bénin) ; Problématique des OGMs au Bénin : Le plaidoyer de Jinukun à l'endroit des décideurs ; Ado TV, 28 avril 2023.

Problématique des semences dans le développement agricole du Bénin : Semence paysanne ou OGM ? Voilà la thématique centrale qui a été au cœur de la conférence publique initiée par Jinukun, le réseau national pour une gestion durable des ressources génétiques. C'était ce jeudi 27 avril 2023 à la bourse du travail de Cotonou. A cette occasion, les conférenciers sont revenus sur l'analyse des politiques agricoles en Afrique, les semences et leur gestion, les biotechnologies, les risques liés à l'utilisation des semences améliorées et les Ogm. Reportage.

Pour accéder à la vidéo : https://www.youtube.com/watch?v=cC_PGgtd2vw





Zeina Abdel Aziz Mounir (Egypte) ; Water and Conflicts in the Middle East ; Green Future, 28 avril 2023.

Pour accéder à l'article : <https://greenfue.com/%D8%AF-%D8%B2%D9%8A%D9%86%D8%A9-%D8%B9%D8%A8%D8%AF-%D8%A7%D9%84%D8%B9%D8%B2%D9%8A%D8%B2-%D9%85%D9%86%D9%8A%D8%B1-%D8%A7%D9%84%D9%85%D9%8A%D8%A7%D9%87-%D9%88-%D8%A7%D9%84%D8%B5%D8%B1%D8%A7%D8%B9%D8%A7/>



85

الموارد الطبيعية في الشرق الأوسط .. نعمة أم نعمة؟

إلى أن وفرة الوقود الأحفوري والمعادن النفيسة في البلدان Curse of Natural Resources تعود فكرة لعنة الموارد الطبيعية النامية لم ينتج عنها تقدما اقتصاديا و رفاهة اجتماعية حقيقة لشعوب الدول الممتلكة لهذه الموارد بل على العكس كانت هذه الموارد الطبيعية سببا في اشتعال الحروب و تفاقم الصراعات الأهلية التي انتهت بمقتل الآف من الأبرياء.

في الشرق الأوسط، شنت العراق حربا على الكويت في عام 1990 في خطوة اعتبرها المراقبون محاولة للتحكم في 'مدادات النفط في منطقة الخليج العربي ورفع أسعاره لتعويض خسائر العراق في حربه الطويلة مع إيران.

و بدعوى امتلاك العراق أسلحة نووية، غزت الولايات المتحدة العراق- التي تحتل المرتبة الخامسة عالميا بأكبر احتياطيات النفط الخام المؤكدة - ليتضح فيما بعد عدم وجود أية أسلحة للدمار الشامل في العراق، وإن الحرب الأمريكية هدفت للسيطرة على ثروات العراق النفطية وتأمين تدفق النفط العراقي للأسواق العالمية كما يشير الكاتب جريج موتيت في كتابه النفط على النار أو Fuel on the Fire.

المياه و تاريخ الصراعات في الشرق الأوسط



لكن هل تصبح المياه هي نفط القرن الحالي و تتأجج الصراعات و الحروب العسكرية من أجل تأمين إمدادات المياه وليس النفط؟

يبدو أن هذا هو الوضع بالفعل خصوصا في منطقة الشرق الأوسط فمثلا الثورة السورية التي انطلقت من درعا نشبت أساسا في ظل وجود أزمة مياه في المدينة واندلعت المظاهرات المطالبة بتوفير المياه، وإنهاء الفساد في الحكومة المحلية ولكن رد الفعل العنيف من قوات الأمن السورية أدى إلى مقتل بعض المتظاهرين و تحولت الشعارات إلى إسقاط النظام وعمت المظاهرات مدن وبلدان محافظة درعا ومعظم المدن السورية.

والامر مماثل لما حصل في الثورة اليمنية التي اندلعت عام 2011 في محافظة تعز التي تعاني من ندرة شديدة في موارد المياه الحروب بين العرب وإسرائيل

وتاريخيا تعتبر المياه من أهم العوامل التي نشأت بسببها الحروب بين العرب وإسرائيل فالعمليات العسكرية الإسرائيلية على الحدود السورية اللبنانية عامي 1964، 1965، كانت بسبب الأطماع الإسرائيلية في مياه نهر الأردن، ونهر بانياس، ونهر اليرموك ونهر الحاصباني.

ولقد صاحب اجتياح إسرائيل للبنان عام 1978 سيطرتها على نهر الوزاني الذي يغذّي نهر الأردن كما وضعت مضخات وتمديدات لإيصال المياه من نهر الحاصباني إلى شمال إسرائيل، علمًا بأن حصة إسرائيل من نهر الحاصباني تزيد على حصة لبنان 86 مرّة 14.

وفي عام 1982 شنت إسرائيل حملة عسكرية على لبنان كان من أهدافها السيطرة على نهر الليطاني

وبذلك فإن نهر الأردن ومجرى اليرموك هما مثالان جيدان للصراعات السياسية المرتبطة بالمياه وتوزيعها إقليميا بين الأردن ، سوريا ، لبنان ، إسرائيل ، وفلسطين وأي نقص للمياه بين هذه الدول سيجعل النزاع على استغلال حوض الأردن نزاعا دوليا معقدا . قد يشعل حربا في منطقة تتعجّل بالتوترات السياسية ندرة المياه و مستقبل التنمية الاقتصادية

لا شك أن الوقوف على المشكلة والتنبه لها لم يكن وليد الأيام الراهنة، فقد تنبه العلماء لخطورة مسألة ندرة المياه في منطقة الشرق الأوسط على الأوضاع الاقتصادية والاستقرار الاجتماعي في المنطقة، حيث تشير إحصاءات الأمم المتحدة بأنه ما بين 50 و 350 مليون شخص في المنطقة سيكونون عرضة لشح المياه

بالإضافة إلى ذلك ، فإن تغير المناخ - بالاشتراك مع عوامل أخرى مثل النمو السكاني والتلوّح الحضري والتغيرات الاقتصادية - سوف يتسبّب في فشل المحاصيل الزراعية، وبالتالي اضطرابات واسعة النطاق في النظم الغذائية في منطقة الشرق الأوسط وشمال إفريقيا .

على سبيل المثال ، في مصر ، انخفض نصيب الفرد من إمدادات المياه بنسبة 60 % منذ عام 1970 ، وبحلول عام 2025 تتوقع الأمم المتحدة أن تواجه مصر ندرة مطلقة في المياه.



كذلك تحولت المياه إلى أحد وسائل الحروب والصراعات وهذا ما حدث بالفعل في العديد من مناطق الصراع والتوتر السياسي في المنطقة، فعلى سبيل المثال، استخدمت الميليشيات المسلحة في ليبيا البنية التحتية للمياه، وخاصة النهر كمصدر للضغط ضد الأطراف المتصارعة الأخرى و الحكومة المركزية Great Man-Made River، الصناعي العظيم.

الخلاصة: لابد من الإسراع في تطبيق آليات وقوانين ترشيد استخدام المياه و تجريم استخدامها في الصراعات و رفع الوعي المجتمعي بتلك الآليات و القوانين

مما سبق يتضح تعاظم التحدي المتمثل في ندرة المياه العذبة في منطقة الشرق الأوسط بسبب التهديدات الأخرى المتمثلة في تغير المناخ و النمو السكاني المطرد و الأوضاع السياسية المضطربة التي حولت مصادر المياه إلى أدوات للحروب و الصراع في بعض دول المنطقة.

استحداث آليات فعالة لإعادة توزيع و تخصيص المياه

لذلك لابد من اعتماد مجموعة من السياسيات والتشريعات المحلية والإقليمية التي تساهم في الإدارة الفعالة لموارد المياه المتاحة و الحفاظ عليها.

إحدى هذه السياسات هي استحداث آليات فعالة لإعادة توزيع و تخصيص المياه مثل زيادة كفاءة وسائل الري المستخدمة في الزراعة- مثل الري بالتنقيط الذي يقلل من استخدام المياه بنسبة 30 إلى 70 %، بالمقارنة بالري التقليدي- واستبدال المحاصيل التي تحتاج إلى كميات وفيرة من المياه إلى محاصيل أقل كثافة في احتياجاتها من المياه

87

كذلك لابد من تحسين أنظمة الصرف الصحي في البلدان العربية وتقنيين استخدام المياه و تقييده و خصوصا في أغراض البناء و التشييد و الصناعات الثقيلة. دور منظمات المجتمع المدني

بالإضافة إلى السياسات العامة و الحكومية، لا يمكن إغفال دور منظمات المجتمع المدني والمجتمعات المحلية في الإدارة الفعالة و الحفاظ على موارد المياه، فمثلا في تونس يوجد حوالي 2500 جمعية محلية تدير أنظمة الشرب والري في المجتمع

وفي الأردن تقوم منظمة سيدات الأعمال و المهنيات بتدريب ربات البيوت على أساليب الحفاظ على المياه و ترشيد استهلاكها من خلال الترويج لوسائل منخفضة التكلفة مثل سدادات لخراطيم المياه و الصنابير بما يمنع تسرب المياه اصطلاحات مؤسسية وقانونية طويلة المدى

ما سبق ذكره يمثل وسائل قصيرة المدى لمجاورة ندرة المياه في العالم العربي، والتي لن تجدي نفعا بتفعيل اصطلاحات مؤسسية وقانونية طويلة المدى فيما يتعلق بالنظم المعقدة لحقوق المياه وحقوق الأرضي والأنظمة القانونية المتعلقة بإدارة المياه و توزيعها و تخصيصها بين الاستخدامات الوطنية المختلفة وكذلك تجريم السطو على منابع المياه و استغلالها في تأجيج الصراعات و ترشيد العوائق القانونية لذلك بما يحقق الردع الكافي

و كذلك لابد من تعديل و تفعيل الأطر القانونية التي تحكم موارد المياه العابرة للحدود بما يضمن حقوق الدول التي تتشاور في الموارد المائية في التوزيع العادل لحقوق المياه، والحق في الملاحة والحق في التنمية الاقتصادية الرشيدة التي تسهم في تحقيق التنمية المستدامة في دول المنبع و المصب على جد سواء



Denise Kyalwahi (RDC) ; RDC: L'éducation environnementale en milieu scolaire et Universitaire une nécessité ; Naturel CD, 30 avril 2023.

Pour accéder à l'article : <http://naturelcd.net/2023/04/30/rdc-leducation-environnementale-en-milieu-scolaire-et-universitaire-une-necessite/>



88

Il faut un plan d'urgence en RDC pour atteindre l'objectif de l'Education environnementale dès le bas âges. La RDC célèbre, chaque 30 Avril de l'année, la journée nationale de l'enseignement. La question de l'intégration de l'éducation environnementale et d'accès à l'éducation de base demeure préoccupante aujourd'hui en RDC tout comme dans d'autres pays du monde. Cette date a été choisi lors d'un congrès national de l'éducation organisé par le Gouvernement national en 1964 pour trouver des pistes des solutions face à une série de grèves déclenchée dans le secteur éducationnel. Un décret Présidentiel accordant le caractère unitaire de l'éducation nationale a été signé et proclamé le 30 avril 1964, et faisant ipso facto de cette date, une Journée Nationale de L'Enseignement.

Que dire de l'éducation environnementale.





L'éducation à l'environnement, aussi appelée éducation relative à l'environnement (ERE) ou éducation au développement durable (EDD), comme étant un domaine de recherche, de formation et d'action pédagogique pluridisciplinaire qui s'intéresse à la relation des être humains à l'environnement d'un point de vue écologique, social, culturel, politique, économiques et esthétiques.

Cette discipline a pris son essor au tournant des années 1970. Elle concerne tous les âges de la vie et se déploie dans le milieu de l'éducation formelle, non formelle et informelle. Elle vise à transformer nos manières de penser et d'agir dans nos relations à notre milieu et, principalement, dans nos relations les uns avec les autres, comme le souligne Jean-Jacques Rousseau.

Pour ce faire, elle investit l'ensemble du réseau notionnel de l'éducation : formation, sensibilisation, prise de conscience, mobilisation, animation, interprétation ou médiation, information, vulgarisation, Communication et marketing-social. L'éducation à l'environnement et au développement durable relève non-seulement de plusieurs conceptions de l'environnement et de l'éducation.

En effet, elle ne consiste pas simplement à intégrer au sein des programmes d'enseignement des contenus tels que le changement climatique, la pauvreté ou la consommation durable; elle génère des méthodes d'enseignement et des cadres d'apprentissage interactif centrés sur l'apprenant, déclaration de Stockholm par Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE). Elle correspond à diverses pratiques et sous-domaines distincts qui ont tous pour objectif commun le développement d'une posture responsable vis-à-vis des enjeux socio-environnementaux, tel que signale le rapport de l'UNESCO.

Plusieurs études ont montré de façon systématique la violence de la pollution de l'environnement par les déchets, surtout plastiques. Les conséquences sont visibles et s'accentuent, malgré le nombre croissant d'initiatives prises par les gouvernements et les acteurs locaux des pays. Selon le chercheur Togolais, BEMAH Gado Directeur de l'ONG STADD (Science et Technologie Africaines pour un Développement durable) « la pollution de l'environnement touche aussi bien les pays développés que les pays en développement, surtout quand il s'agit de la pollution physique et chimique par les déchets dangereux. A partir de ce constat, il est évident qu'il y a un manque de conscience environnementale sur lequel il faut agir. »

Sur quelle couche faut-il agir ? s'interroge-t-il. Selon lui, tout comme on apprend à un enfant à marcher, à lire et à écrire, il faut aussi lui apprendre à éviter les gestes malveillants tout en lui montrant

l'utilité des objets polluants, dès son plus jeune âge. C'est pourquoi l'ONG STADD a initié ce projet d'éducation à l'environnement et a publié un guide sur l'éducation environnementale en Afrique » intitulé : « Le petit manuel d'éducation à l'environnement (gestion des déchets, développement durable, écologie marine et terrestre) » Edition 2022.

La mise en pratique des conventions sur l'éducation environnementale un défi à soulever.

Au Congo, les leçons d'éducation à l'environnement seraient dispensées aux élèves du primaire et du secondaire dès la rentrée scolaire 2020. La décision prise le 13 juillet 2020 par les ministres en charge de l'Environnement et de l'Éducation, visant à inculquer aux enfants dès leur bas âge, les valeurs de protection de l'environnement.

Dans un archive de Afrik21 il est « L'éducation à l'environnement prendra place dans les programmes scolaires dès septembre 2020 en République Démocratique du Congo (RDC). C'est la substance du tête-à-tête tenu le 13 juillet 2020 entre le ministre RD congolais de l'Environnement et du Développement durable, Claude Nyamugabo, et son collègue de l'Enseignement primaire, secondaire et technique Willy Bakonga. La mesure vise à impliquer les enfants dans la lutte pour la protection de l'environnement, ceci par la transmission des messages d'assainissement du milieu, de protection et de respect du patrimoine naturel.

« Il est important que les enfants grandissent avec une certaine culture pour protéger l'environnement, le sol, les eaux, les airs, les forêts, etc. Il faut que l'enfant grandisse dans un environnement sain pour son développement physique et psychologique », a déclaré Willy Bakonga, le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et technique. Pour Claude Nyamugabo, ministre de l'Environnement et du Développement durable, l'intégration de l'éducation à l'environnement dans les programmes scolaires permettra de montrer aux enfants la complexité des questions environnementales ainsi que leur rôle dans cette lutte commune. Interrogé par Afrik21. Mais hélas, ces cours figurent sur les bulletins des élèves mais ne sont pas enseignés, par manque des manuels et des nouvelles contenu qui semblent ne pas être la même chose que la botanique, l'anatomie, la zoologie et la géographie que nous enseignons, parole d'un enseignant de l'école primaire de Goma qui a voulu garder l'anonymat.

90



Dans la perspective d'enrichir l'éducation scientifique d'une dimension citoyenne, et plus spécifiquement écocitoyenne, la prise en compte des questions socio-écologiques requiert l'intégration dans les curriculums de sciences, d'objectifs relevant d'une éducation relative à l'environnement. Or, le contexte actuel de promotion du développement durable (DD) à l'échelle nationale et internationale fait appel au recadrage de l'éducation à l'environnement dans une perspective de DD. Le projet planétaire d'éducation pour le développement durable (ÉDD) propose d'axer désormais l'effort éducatif, non pas sur le rapport à l'environnement et la reconstruction du réseau des relations au milieu de vie, mais sur l'avènement d'un « développement » que l'on souhaite durable.

Certaines villes et territoires de la République Démocratique du Congo ont pris à mains la question de l'éducation environnementale vue les conséquences des menaces des activités de l'homme qui pèsent sur la terre aujourd'hui.

Au Nord Kivu plusieurs initiatives sont organisées ce dernier temps pour donner vie à ce nouveau système éducatif. A Goma le Fonds Mondial pour la Nature (WWF/GOMA) a procédé au lancement de la première phase de la campagne de sensibilisation sur les enjeux environnementaux ce mercredi 26 avril 2023 dans des écoles de la place. Les élèves de l'institut Nyabyunu du quartier lac vert, commune de Goma, ont reçu une équipe des éducateurs environnementaux de WWF/Goma qui sont revenu sur l'importance de la protection de l'environnement, au micro de nos confrères de aupicinfos.com

91



Selon madame CHANTAIGNE DJUMA chargée de l'éducation environnementale au sein de WWF/GOMA, 103 élèves de l'institut Nyabyunu ont été sensibilisés sur les enjeux



environnementaux. Cette première phase de sensibilisation a pour finalité d'amener les jeunes écoliers, élèves et étudiants au changement de comportement et de s'impliquer dans la lutte contre le changement climatique qui menace la planète à ce 21e siècle, a-t-elle déclaré. En rapport avec les enjeux environnementaux, CHANTAGNE DJUMA, indique qu'il s'agit des signes concrets qui témoignent que notre environnement est en danger. « Nous avons notamment l'augmentation de la température, la perturbation des saisons culturelles, la pluie abondante, les érosions un peu partout. Ici chez nous il pleut quand il veut, on remarque aussi des sécheresses prolongées, il n'y a plus cette séquence comme auparavant, qui signalait aux agriculteurs que la saison culturelle approche pour leur permettre de bien s'y préparer. Et tout cela a comme conséquence la malnutrition vu qu'on ne produit plus suffisamment en raison de la perturbation des saisons culturelles », a-t-elle expliqué.

De l'autre côté le Club Jan Godall's Roots & Shoots UCCND asbl a organisé une activité de sensibilisation à l'école primaire EPAIMOG en ville de Goma. Sous le thème « Solution à la pollution plastique », en date du 24 avril 2023 dans le cadre de la célébration de la journée internationale de la Terre. Plus de 450 écoliers et écolières ainsi que des enseignants et enseignantes de l'école primaire EPAIMOG ont pris part à l'activité.

« L'objectif des ces activités été d'inculquer aux écoliers et écolières dès leur plus jeune âge les notions d'Eco-citoyenneté à mener en vue du développement durable » souligne DAVID le coordonateur de l'ONG/UCCND à Goma. Après cette séance de sensibilisation sur la Non Ingratitude de la terre aux services que nous pouvons l'offrir entre autres le tri de nos déchets, protégeons la nature, consommation de façon responsable, ajoute-t-il.

92





Pour marier la théorie à la pratique, les écoliers, écolières, enseignants, enseignantes et les membres bénévoles du Club Roots & Shoots UCCND asbl ont procédé aux ramassages de déchets plastiques dans la cours scolaire ainsi que aux alentours de l'école à sensibilisant les voisins de leur l'école à une bonne gestion de déchets.

Il est temps de passer à l'action

« Je pense que le temps est critique », poursuit Madame CHANTAIGNE, dans le sens où on ne doit plus attendre plus longtemps avant d'agir. Nous venons de commencer la sensibilisation avec la conviction qu'une fois que les jeunes écoliers, élèves et étudiants s'approprieront cette lutte, ils pourront la partager à d'autres jeunes et pourront poser des actions relatives à la protection de l'environnement. « Il est temps de passer à l'action et l'action commence par connaitre qu'est-ce le danger environnemental, connaitre comment lutter contre ce danger pour aboutir à un bon résultat » justifie la chargée de l'éducation environnementale au sein de WWF/Goma.

Touché par la matière abordée dans cette séance de sensibilisation, TUMSIFU TAMWENGE Justin, élève de 6e année des humanités pédagogiques à l'Institut Nyabyunyu ; se dit être sorti de l'ignorance grâce à la sensibilisation et promet de changer le comportement vis-à-vis de l'environnement.

« On vient de nous parler beaucoup sur les enjeux environnementaux. Je viens d'apprendre qu'en faisant la coupe d'arbre abusivement pour la fabrication de charbon, cela peut entraîner la savanisation de forêt et pour aboutir à la désertification. J'ai compris que cela nuirait à ma santé car je n'aurais plus d'oxygène que cet arbre abattu me procurait. Je viens de comprendre aussi qu'en utilisant les automobiles je pollue l'environnement avec la fumée dégagée. Ainsi je décide de faire le pied chaque jour pour éviter la pollution de l'air. Autre geste à poser, c'est de ne pas jeter les déchets plastiques dans l'environnement. Désormais, après usage, je les mettrai chaque fois ensemble pour ne pas détruire l'environnement. J'ai aussi appris qu'avec ces déchets plastiques on peut produire des pavés ; je dois apprendre cette technique », a-t-il témoigné.

Pair ailleurs signalons que dans le territoire de Lubero 280 jeunes élèves ont été décorés ce dimanche 23 Avril 2023 par la Fondation Virunga en partenariat avec Centre de Recherche et d'Expérimentation Transdisciplinaire de l'Université Sainte-Croix de Mulo (CRET-MULO), lors de la clôture du concours Culturel et scientifique sur l'éducation environnementale. Ces activités ont été lancées au mois de Février 2023 par la Fondation Virunga, en collaboration avec le centre de recherche et d'expérimentation transdisciplinaire de l'Université Sainte-croix de Mulo.

Pour le point focal de ce concours culturel et scientifique, la décoration de ces jeunes comme « ambassadeurs de l'environnement », est un engagement personnel de ces dernières et des étudiants bénévoles mais aussi une responsabilisation individuelle à devenir ami de la nature et inviter les autres à faire de même. « Lors des dernières séances d'accompagnement de jeunes élèves et étudiants, ils ont décidé de pérenniser le programme en devenant des acteurs du changement en communauté. Ils ont estimé que travailler en synergie va leur permettre de

93



sensibiliser leurs paires à prendre conscience du danger que l'homme ait lui-même créé en se levant contre la nature. Aujourd'hui, nous assistons à ce décalage climatique comme conséquence néfaste de l'action suicidaire de l'homme. Comme l'ère de l'accélération a imposé un rythme dangereux à l'humanité, il faut créer un équilibre de vie entre l'homme et la nature. Et cela commence par éduquer la jeunesse pour qu'elle grandisse avec des comportements et habitudes responsables sur le plan écologique. Ceci en commençant par redonner la verdure à la terre, refleurir la terre de sa couleur paradisiaque, combattre les actions qui redonnent du souffre et c'est à ce terme que se résume le rôle de ces jeunes ambassadeurs pour la protection de l'environnement en territoire de Lubero »,

Ces jeunes ont été suivis pendant 3 mois dans un programme d'éducation environnementale du Parc National des Virunga dont CRET-MULO a été collaborateur. Ce concours remporté par l'Institut UFAHAMU de Lubero avait pour objectif « d'appeler des jeunes à avoir des comportements responsables et à adopter des attitudes positives vis-à-vis de la nature. Amener les populations riveraines du parc à vivre harmonieusement avec la nature et opter pour des valeurs écologiques dans leurs actes du quotidien».

D'après le point focal de ce concours culturel et scientifique, la décoration de ces jeunes comme « ambassadeurs de l'environnement », est un engagement personnel de ces élèves et des étudiants bénévoles mais aussi une responsabilisation individuelle à devenir ami de la nature et inviter les autres à faire de même. Au micro de la Radio Moto Butembo-Beni « Lors des dernières séances d'accompagnement de jeunes élèves et étudiants, ils ont décidé de pérenniser le programme en devenant des acteurs du changement en communauté. Ils ont estimé que travailler en synergie va leur permettre de sensibiliser leurs paires à prendre conscience du danger que l'homme ait lui-même créé en se levant contre la nature. Aujourd'hui, nous assistons à ce décalage climatique comme conséquence néfaste de l'action suicidaire de l'homme. Comme l'ère de L'accélération a imposé un rythme dangereux à l'humanité, il faut créer un équilibre de vie entre l'homme et la nature. Et cela commence par éduquer la jeunesse pour qu'elle grandisse avec des comportements et habitudes responsables sur le plan écologique. Ceci en commençant par redonner la verdure à la terre, refleurir la terre de sa couleur paradisiaque, combattre les actions qui redonnent du souffre et c'est à ce terme que se résume le rôle de ces jeunes ambassadeurs pour la protection de l'environnement en territoire de Lubero », laisse entendre Asaph Litimire, journaliste passionné des questions de la bonne gouvernance et de l'environnement.



Au total 10 écoles des sous-divisions de l'Enseignement primaire, secondaire et technique (EPST) Lubero 1 et 2 vont bénéficier de ce programme de l'éducation environnementale.

95

« Les problématiques sur la carbonisation, le braconnage, l'envahissement du parc national des Virunga, la transition énergétique ainsi que l'initiation de jeunes aux projets écologiques ou d'entrepreneuriat vert étaient également au menu». Il était aussi question de lier la théorie à la pratique en faisant renaître la culture des jardins scolaires dans les 10 écoles pilotes. Voilà autant de sujets qui ont fait l'objet de la sensibilisation.

Pour une durabilité environnementale de la génération future, ces jeunes élèves ambassadeurs de l'environnement du territoire de Lubero se sont opposé à l'exploitation du pétrole dans le Parc National des Virunga.

Dans une lettre ouverte adressée au Président de la République Félix Tshisekedi, ces élèves expliquent que l'exploitation du pétrole présente un danger pour les populations riveraines, la faune et la flore du Parc.

« Nous nous opposons à l'exploitation du pétrole dans les aires protégées des parcs nationaux des Virunga et de Salonga. Nous demandons au Gouvernement congolais de retenir les blocs 4 et 5 déjà mis en vente, car ces blocs sont placés au cœur des aires protégées. Le Parc National des Virunga est en phase de quitter la liste des patrimoines mondiaux en péril grâce aux efforts de la conservation communautaire. C'est pourquoi, toutes les actions visant à exploiter le pétrole dans ces aires protégées sont à décourager car elles mettront en danger la vie de la communauté humaine, de la faune et la flore », lit-on dans cette correspondance. Retenons que plusieurs organisations environnementales œuvrant en RDC, s'opposent à l'exploitation du pétrole dans les parcs des Virunga et Salonga.





Ce que doivent faire les autorités et autres ONG environnementalistes

TUMSIFU TAMWENGE, lui, recommande à WWF/GOMA d'installer une pépinière scolaire à l'institut Nyabyunyu pour permettre aux élèves de cette école de contribuer à la protection de l'environnement par la plantation d'arbre. Le gouvernement congolais doit nous aider à mettre à pratique sa promesse tenu depuis 2020, pour une éducation durable et fiable. Ajoute t'il.

96

Le Parc National des Virunga reste convaincu que l'éducation environnementale une fois encrée dans le programme national scolaire va couper court au cercle de la destruction méchante du patrimoine mondiale. Dans le cadre du programme Virunga, le Parc National des Virunga mène des activités d'éducation environnementale auprès des différentes couches de la population dans la province du Nord-Kivu.

La première référence au terme « éducation à l'environnement » est apparue en 1948 lors d'une réunion de (Union Internationale pour la conservation de la nature), tenue à Paris lorsque Thomas Pritchard, directeur adjoint de la conservation de la nature au Pays de Galles, a suggéré de remplacer le terme « éducation à la conservation » par « éducation à l'environnement » afin de réaliser une synthèse des connaissances des sciences naturelles et des sciences sociales.





Houmi Ahamed-Mikidache (France/Comores) ; Lancement du réseau de recherche international pour la Grande Muraille Verte ; Era Environnement, 30 avril 2023.

Pour accéder à l'article : <https://www.eraenvironnement.com/lancement-du-reseau-de-recherche-international-pour-la-grande-muraille-verte/>

Lancement du réseau de recherche international pour la Grande Muraille Verte

Plus de 150 acteurs clés de la mise en œuvre de la Grande Muraille Verte se sont réunis du 25 au 26 avril à Djibouti pour le lancement du Réseau International, "Recherche, expertise scientifique et savoirs pour la gestion durable des terres et des territoires de la Grande muraille verte". Piloté aujourd'hui par l'Agence panafricaine de la Grande muraille verte, le projet de la Grande muraille verte est une initiative de reboisement d'un cordon de 7 000 km de long et 15 km de large, de l'Atlantique à l'océan Indien lancée par les présidents sénégalais et nigérian en 2007. C'est un projet au service des milieux et sociétés rurales en zone sahéro-saharienne qui regroupe plusieurs pays : Algérie, Burkina Faso, Bénin, Cap-Vert, Djibouti, Égypte, Éthiopie, Gambie, Libye, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria, Sénégal, Somalie, Soudan, Tchad et Tunisie

97

Une approche globale

Ce réseau de recherche international pour la Grande Muraille verte est décrit comme s'inscrivant pleinement dans les objectifs de développement durable, de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine et de l'Accord de Paris. « Il nous faut travailler ensemble et apporter notre connaissance scientifique, favoriser les échanges entre chercheurs et garantir un enrichissement mutuel », a indiqué le ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche de Djibouti, Nabil Mohamed Ahmed. Le Centre d'études et de recherche de Djibouti (CERD) et l'Institut de Recherche et de Développement (IRD) ont organisé conjointement cet événement dans la capitale Djibouti. Coordonné par l'Institut de Recherche et de Développement, ce réseau interdisciplinaire de laboratoires français et étrangers est présenté comme une opportunité pour offrir un cadre de mobilisation pour la gestion durable des terres et des territoires dans la zone de la Grande



muraille verte . “ Djibouti s’engage pleinement pour assurer un véritable partenariat”, a souligné le ministre de l’Enseignement Supérieur et de la Recherche de Djibouti.

Ce réseau de recherche regroupe plus de 150 chercheurs, 17 universités et centres de formation et de recherche des pays du Sud et du Nord. Il intègre 22 équipes de recherche du Sud, 15 unités de recherche du Nord et 4 Laboratoires mixtes internationaux de l’IRD et s’articule autour de quatre grands domaines de recherche : les sciences agronomiques, les sciences de la Terre et de l’univers, les sciences de l’environnement et des sociétés et les sciences des données.

“Nous sommes les communautés, les problèmes et les solutions sont les nôtres.”

Pour Valérie Verdier, présidente-directrice générale de l’IRD, il est important de « mettre en réseau l’ensemble des partenaires qui travaillent en recherche et développement autour de la Grande muraille verte pour avancer vers des solutions durables au service des populations locales ».

Tabi Joda, président de l’ONG Green Aid basée au Nigeria, à l’initiative d’un mouvement pour la régénération des sols connu sous l’appellation, “one billions trees in Africa”, regrette de n’a pas avoir été convié à cette rencontre. Depuis 2015, il travaille avec les communautés villageoises d’Afrique et plante des arbres.



98

Tabi Joda from Green Tabi Joda de Green Aid, avec l’initiative un milliard d’arbres pour l’Afrique/
@ Green Aid





“ Nous sommes les personnes qui comprenons les communautés, qui vivons avec les communautés: nous avons les meilleures idées, les meilleures recherches, connaissances et méthodologies pour atteindre les objectifs de la Grande Muraille Verte et pourtant on ne nous a jamais invités”. Et de poursuivre: “il est important de nous inclure dans ce type de rencontre, d'intégrer les communautés, nous sommes les communautés, les problèmes et les solutions sont les nôtres”.

A Djibouti, pourtant, les scientifiques se sont prononcés pour fonctionner en synergie avec la réalité des situations locales, favoriser le développement et préserver la nature. “Le but de ce réseau est d’accompagner le programme de la Grande muraille verte dans la mise en œuvre de la gestion des terres, dont l’objectif est notamment de réhabiliter 100 millions d’hectares de terres, de créer 10 millions d’emplois et de séquestrer 250 millions de tonnes de CO2 », a précisé Oumarou Malam Issa, directeur de recherche à l’IRD, spécialisé en sciences du sol.

Le réseau entend par ailleurs soutenir les initiatives de recherche intégrées et interdisciplinaires, ainsi que les actions de coopération scientifique Sud-Nord et Sud-Sud, le renforcement des capacités, l’échange et le partage de données, la formation et la diffusion des connaissances pour une coordination et une mise en œuvre efficace des activités et des politiques de la Grande Muraille Verte.

« De nombreux pays expriment leur souhait d’adhérer à l’initiative de la Grande muraille verte. Les problématiques soulevées sont réelles et concernent presque l’intégralité du continent africain (désertification, changement climatique etc.) », a conclu Thiam Sakhoudia, chef de service Recherche et Développement, Agence panafricaine de la Grande muraille verte.

99

Comment répondre aux attentes des populations?

Ce dispositif devrait, selon les initiateurs du réseau, permettre un cadre d’échanges réguliers entre scientifiques, décideurs, différents opérateurs de développement et responsables politiques en lien avec les zones arides et il répondrait ainsi aux attentes des populations.

Pour Tabi Joda, il est nécessaire de prendre en compte au préalable les sentiments des communautés et il s’interroge: “quelle sorte de solutions peut-on apporter sans tenir compte des voix, des idées, sans consultation, sans l’engagement des gens sur le terrain” ?

D’après le président de Green Aid, , 7 millions d’arbres ont été plantés en Afrique par son ONG depuis 2015. “ Nos solutions sont tangibles et mesurables et permettent de faire revivre l’écosystème et rétablir la perte de biodiversité, c’est ce que les communautés veulent voir et c’est ce que nous faisons”, souligne-t-il.

